FR 22/184

DAO DANG T. GIAO

# LE LIBERALISME ECONOMIQUE

HISTOIRE ET ANALYSE DES ECONOMIES ET DES SOCIETES CONTEMPORAINES

Fascicule no

STH

**COLLECTION "LES CAHIERS DE L'ECONOMIE CONTEMPORAINE"** 

#### DAO DANG T. GIAO

### LE LIBERALISME ECONOMIQUE

### HISTOIRE ET ANALYSE DES ECONOMIES ET DES SOCIETES CONTEMPORAINES

Fascicule n° 1

## COLLECTION "LES CAHIERS DE L'ECONOMIE CONTEMPORAINE"

1990

A partir d'expériences pédagogiques diversifiées, dans tous les domaines des Sciences Humaines, nous avons fondé les Editions STH pour publier et faire rayonner ces travaux.

Depuis 1985, plus de vingt titres ont été publiés principalement dans les domaines juridique, économique, social et international, en 5 collections : Grands actuels, Grands colloques, Grands rythmes de la littérature et de la pensée, Grands de demain, enfin les Cahiers de l'Economie contemporaine. L'accueil réservé à ces ouvrages tant par la critique que par le public français et étranger reste extrêmement encourageant. Plusieurs de nos publications servent désormais d'ouvrages de référence.

Ces succès ont démontré la pertinence de notre démarche :

- traiter les problèmes-clés du monde contemporain, en pleine évolution ;
- faire appel à des spécialistes qui sont aussi des praticiens reconnus ;
- s'adresser à la fois à l'universitaire, à l'étudiant et au public cultivé le plus large possible.

Aujourd'hui, nous avons l'ambition, la volonté et les moyens de consolider et d'élargir cette perspective éditoriale.

Notre Comité de Développement, dont la responsabilité consiste à fixer les orientations et à procéder au choix des manuscrits, rassemble des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires, des praticiens reconnus et des responsables d'entreprises et de la vie économique.

#### Sommaire

				-		
$\mathbf{C}$	$^{\circ}$	71	10	rt	111	Δ.
<b>\</b>		u١	<i>'</i> •	I L	u	

Présentation

Page de titre

INTRODUCTION

REMARQUES PREALABLES

Section I - Les principes fondamentaux du libéralisme économique

- 11. Le principe d'ordre
- 12. Le principe d'autonomie
- 13. Le principe de régulation par le marché

Section II - Les variantes du libéralisme économique

- 21. LES PRECURSEURS DU LIBERALISME ECONOMIQUE
  - 211. BOISGUILLEBERT, DAVID HUME, JEREMIE BENTHAM
  - 212. LES PHYSIOCRATES FRANÇAIS ET ADAM SMITH
- 22. LES LIBERAUX "CLASSIQUES" DU DEBUT DU XIXe SIECLE
  - 221. LE CONTEXTE DE LA NAISSANCE ET DE

L'EPANOUISSEMENT DU LIBERALISME ECONOMIQUE

"CLASSIQUE"

- 222. LES TRAITS CARACTERISTIQUES DU LIBERALISME ECONOMIQUE "CLASSIQUE"
- 223. LES PRINCIPAUX ECONOMISTES LIBERAUX "CLASSIQUES"
  - 223.1 Jean-Baptiste Say et le courant optimiste français.
  - 223. 2 Thomas Robert Malthus, David Ricardo, John Stuart Mill et le

courant pessimiste anglais

#### 224. LE SOCIALISME RENAISSANT A L'EPOQUE DE J.S. MILL

#### 23. LE NEO-CLASSICISME DE LA FIN DU XIXe SIECLE

- 231. LE CONTEXTE SOCIO-HISTORIQUE
- 232. LES PRINCIPALES IDEES DES NEO-CLASSIQUES

#### **MARGINALISTES**

- 232.1 La problématique du choix rationnel
- 232.2 La théorie de la valeur-utilité marginale
- 232.3 La théorie de l'équilibre partiel
- 232.4 Les théories de l'équilibre général et de l'optimum social néoclassiques

# 24. JOHN MAYNARD KEYNES ET LE LIBERALISME INTERVENTIONNISTE

- 241. LES DIFFERENCES FONDAMENTALES ENTRE KEYNES ET LES NEO-CLASSIQUES
  - 241.1 Rejet de la loi de J.-B. Say et formulation du principe de la Demande effective
  - 241.2 Rejet du concept de neutralité de la monnaie, donc de l'optique dichotomique et quantitativiste
  - 241.3 Rejet de l'idée du plein emploi automatique
  - 242. LE PROLONGEMENT DE L'ANALYSE KEYNESIENNE : LE MODELE IS-LM de John Richard Hicks (Britannique) et Alvin Hansen (Américain)
  - 242.1 Le modèle IS-LM et les limites de l'effet multiplicateur

- 242.2 Le modèle IS-LM et l'illustration des querelles entre libéraux et keynésiens (libéraux interventionnistes)
- 25. LE NEO-LIBERALISME CONTEMPORAIN ET L'ANTI-KEYNESIANISME
  - 251. L'INVERSION DE LA HIERARCHIE DES MARCHES
    252. L'UTILISATION DE L'HYPOTHESE D'EFFET D'ENCAISSE
    REELLE (Don Patinkin) ET D'EFFET DE PATRIMOINE (A.C. Pigou)
    253. LA REFORMULATION DE LA THEORIE QUANTITATIVE ET
    LA PROPOSITION DE LA POLITIQUE MONETAIRE MONETARISTE
    par Milton Friedman
  - 254. L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'OFFRE (Supply Side Economics)
  - 255. LA CRITIQUE DE LA VISION NEO-CLASSIQUE ET LA REDEFINITION DE LA FONCTION DU MARCHE Remise à la mode du libéralisme Hayekien (Friedrich August Hayek, survivant de l'Ecole autrichienne)

#### CONCLUSION

- Section III La contribution du libéralisme économique au développement économique et social depuis le XVIIIe siècle
  - 31. LE LIBERALISME ECONOMIQUE : UNE SOLUTION OPPORTUNE ET EFFICACE AUX PROBLEMES POSES AUX SOCIETES MODERNES 311. L'OPPORTUNITE DE SA NAISSANCE ET LA LOGIQUE DE SA DEDUCTION
    - 312. L'EFFICACITE INDISCUTABLE DE SON APPLICATION

- 312.1. Les performances en chiffres
- 312.2 Une efficacité et une performance réalisées avec un solide soutien de l'Etat
- 32. LE LIBERALISME ECONOMIQUE : UNE SOLUTION DE MOINDRE MAL QUI NECESSITE UN EFFORT PERMANENT DE REFORMES ET D'ADAPTATION
  - 321. LES LACUNES ET CONTRADICTIONS DU LIBERALISME ECONOMIQUE ET LA NECESSITE DE L'INTERVENTION CORRECTRICE DE L'ETAT
    - 321.1 Des thèses abstraites qui reflètent mal la réalité et une scientificité de la démarche qui cache mal l'apologétique 321.2 Des théories qui passent sous silence les inégalités de droits et de pouvoir sur les marchés et les graves crises qui secouent les économies
  - 322. LE LIBERALISME DIRIGISTE AVEC L'ETAT-PROVIDENCE ET SES INCONVENIENTS
    - 322.1 Les contraintes économiques et socio-politiques ont conduit à l'intervention de l'Etat
    - 322.2 Les nombreux effets pervers de l'Etat-Providence
- Annexe I PRESENTATION DU TABLEAU ECONOMIQUE DE F. QUESNAY
  Annexe 2 INTERPRETATION GEOMETRIQUE DE LA RENTE
  DIFFERENTIELLE ET DU PROFIT RESIDUEL A BAISSE TENDANCIELLE
  Annexe 3 D. RICARDO
- Annexe 4 ANALYSE MATHEMATIQUE DES CHOIX OPTIMA DES

#### INDIVIDUS

A. Pour un individu consommateur

Trois méthodes de résolution

B. Pour un individu producteur.

# Annexe 5 - ANALYSE MATHEMATIQUE DE LA MAXIMISATION DU PROFIT

- A. Maximisation du profit en CPP
- B. Maximisation du profit en monopole

Notes

Copyright d'origine

Achevé de numériser

#### INTRODUCTION

Les problèmes économiques contemporains constituent aujourd'hui des thèmes centraux d'analyse et de débat qui ne sont plus réservés aux cercles restreints des grands responsables et des grands spécialistes. Et, c'est bien ainsi, car les sociétés modernes sont aujourd'hui largement dominées par ce qu'il est convenu d'appeler les impératifs de l'Economique qui ont pris le pas sur la Philosophie, la Morale et la Politique. Que l'on soit favorable ou critique face à cette évolution, c'est un fait : la semble régir économique toute autre logique décisionnelle comportementale. De plus, à l'intérieur de la logique économique, celles des « services » tertiaires et financiers semblent jouer un rôle déterminant en dépit de certaines voix qui s'élèvent ces derniers temps contre « l'argent facile », le règne éphémère des golden boys, ou l'irrationalité flagrante du modèle de croissance technologico-économique à « marche forcée » et qui recèle en germe des facteurs d'auto-limitation.

Nous dépassons, et de loin, le schéma tant redouté et condamné par Aristote qui craignait la substitution de la Chrématistique à l'Economique (déjà tout juste tolérée) et dont la condamnation du prêt à intérêt fut reprise par l'église du moyen âge avec le célèbre « pecunia pecuniam non parit » (l'argent ne fait pas de petits). Nous dépassons aussi le schéma d'Auguste Comte, père du positivisme, avec sa loi des trois états » (théologique, philosophique, positif et industriel).

Ainsi, l'enseignement en France, depuis quelques décennies, a dû se rendre à l'évidence. Et, l'on a pu assister à une véritable éclosion de la discipline des Sciences Economiques non seulement dans nos universités mais aussi dans nos lycées. De plus, depuis peu, par ailleurs, c'est une véritable explosion de grandes écoles d'études économiques et commerciales — à l'image des Business and Administration Schools outre-atlantique — que connaît la France. Et, dans les concours très sélectifs d'entrée dans ces écoles, la « filière économique » fut créée en 1982, avec l'Histoire et Analyse des Economies et des Sociétés Contemporaines (H.A.E.S.C.) qui remplace les programmes classiques d'Histoire et de Géographic économiques.

Dans le cadre de notre longue expérience d'enseignement et de formation, notamment dans le cadre des sections de préparation de notre groupe — l'I.S.T.H. — aux grands concours d'entrée aux Instituts d'Etudes politiques (I.E.P.) et aux grandes écoles de Commerce (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C.L., E.S.C.A.E.) etc., il nous a donné de faire les constats suivants :

La formation en Science Economique au niveau des classes secondaires (1re et

Terminale) mais aussi au niveau du DEUG (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années de Licence) laisse à désirer : connaissances très fragmentaires et superficielles ; absence de maîtrise des mécanismes de base et de recherche de synthèse entre l'Economie, l'Histoire, la Culture Générale et les Sciences Humaines en général, forte tendance à apprendre e réciter par cœur des cours plutôt qu'à utiliser les connaissances et le bon sens pour raisonner. La capacité de disserter, de formuler une problématique, voire de bien comprendre le libellé d'un sujet reste, en outre, souvent insuffisante.

dépit de multiplication récente des manuels d'Histoire En la économique — discipline victime, selon l'éminent et regretté historien Fernand BRAUDEL, de préjugés, etpourtant fondamentale pour comprendre l'évolution des sociétés humaines 1 — et même des manuels d'histoire et analyse des économies et des sociétés contemporaines, les outils de travail pour les jeunes restent très Surtout pour leur permettre de comprendre les mécanismes économiques, les doctrines économiques et de les utiliser avec intelligence et efficacité pour tenter d'analyser l'histoire en devenir et l'actualité.

Les commentaires des jurys des grandes écoles de commerce, concernant l'épreuve dénommée Histoire et Analyse des Economies et des Sociétés contemporaines », sont tout à fait éclairants sur ces points.

En outre, le foisonnement des revues spécialisées d'excellente qualité, telles que celles de la Documentation Française (Cahiers Français, Problèmes Economiques Notes et Etudes documentaires, Regard sur l'actualité...) de l'IFRI — RAMSES — <sup>2</sup>... n'est pas toujours synonyme pour les étudiants de lectures approfondies et de recherches personnelles fructueuses.

Ce constat nous a incités à tenter d'apporter notre modeste contribution à l'effort général d'enseignement et de formation en publiant ces fascicules à l'intérieur de notre nouvelle collection universitaire « Les Cahiers de l'Economie contemporaine », dans le cadre de notre Maison d'éditions universitaires : Les Editions des Sciences et Techniques Humaines.

Ces Cahiers n'ont aucune prétention à être des manuels mais l'unique ambition d'aider les étudiants à réviser, par grand thème, ce que l'on appelle les problèmes socio-économiques contemporains, les concepts et mécanismes fondamentaux et à tenter d'analyser ces problèmes dans une double approche économique et historique.

Ces contributions tentent, dans la mesure du possible, d'éviter l'aspect trop didactique et austère des manuels ou comme celui trop ponctuel des revues spécialisées.

Elles proposent notamment aux lecteurs, en illustration à l'exposé d'un thème et à

l'analyse d'un problème, des exemples de dissertation ou de plans détaillés ayant trait à l'un des angles d'étude les plus significatifs possibles de ce thème ou de ce problème. Ils suggèrent également une liste de « sous-thèmes » à traiter par les lecteurs eux-mêmes.

Ces nouveaux Cahiers se proposent en conséquence de couvrir au mieux les programmes officiels des concours, principalement de H.A.E.S.C. de la « Filière Economique » des concours d'entrée aux grandes écoles de commerce.

Mais ils peuvent tout aussi bien aider les lycéens des Terminales B, ou D (qui n'ont jamais appris l'Economie), les étudiants en DEUG de Sciences Economiques, le candidats aux Concours d'entrée directe en 2<sup>e</sup> année de l'I.E.P. et des grandes écoles de commerce (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C.A.E.). C'est là l'une de le dimension principale et aussi la spécificité de leur apport pédagogique.

Ces cahiers paraissent sous les thèmes suivants :

- Le libéralisme économique et le développement des économies et des sociétés depuis le 18<sup>e</sup> siècle.
- La monnaie, les finances et le développement socio-économique sur longue période

(aspects national et international).

- L'internationalisation de l'activité économique dans le processus de développement socio-économique sur la longue période.
- La démographie et le problème des déséquilibres démographiques et économiques dans l'évolution à long terme de l'économie mondiale.
- Le facteur capital et la croissance économique.
- La croissance économique et sa logique et les grands problèmes liés au développement socio-économique.
- Le rôle de l'Etat dans les politiques économiques et la croissance.
- Les transformations socio-économiques liées à la croissance :
  - La logique des fluctuations et des crises.
  - L'inflation, le chômage et la croissance.
  - La question des limites à la croissance.
  - Le tiers-monde et la croissance économique mondiale.

Le calendrier des parutions — plus d'une dizaine au total — est établi pour couvrir les années scolaires 1990-1991 et 1991-1992, à raison de trois parutions à fin avril 1991 et de sept autres d'octobre 1991 à mars 1992.

Les Cahiers de l'Economie contemporaine ont enfin l'ambition de constituer à la fois un outil intellectuel de consultation pratique et agréable et une précieuse synthèse ordonnée et aussi riche que possible des apports actuels sur les grands thèmes des programmes de sciences économiques.

Les éclairages de l'évolution historique et doctrinale et des politiques économiques et sociales seront privilégiés.

Cette conception originale, solide et complète constitue donc un instrument de travail précieux pour les étudiants et pour tous ceux qui souhaitent se familiariser avec les grandes tendances de l'évolution des économies contemporaines.

#### REMARQUES PREALABLES

- 1) Même si dans le programme officiel de la préparation aux écoles de commerce, filière économique, il n'existe pas de chapitre concernant le libéralisme économique, il est évident qu'on ne peut bien analyser l'histoire des économies et des sociétés depuis les XVIIIe et XIXe siècles jusqu'à nos jours qu'avec un minimum d connaissance sur la naissance et l'évolution du libéralisme économique. Cette doctrine économique est à la base même du système d'économie de marché, d'économie capitaliste. Elle fut à l'origine de la révolution industrielle en Europe à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle. Elle a provoqué la réaction de socialistes utopistes d'abord, puis scientifiques ensuite, d'où le Marxisme et la Révolution russe d'octobre 1917 avec les conséquences que chacun sait. Elle a aussi donné naissance au Keynésianisme (que l'on peut qualifier de libéralisme dirigiste, socialisant, organisé) et donc à l'Etat-Providence (que beaucoup critiquent aujourd'hui, notamment les Monétaristes et les Economistes de l'offre). Enfin, elle est en train de séduire les dirigeants des pays dits socialistes, en Chine Populaire avec Deng Xiao Ping, en URSS avec Mikhaïl Gorbatchev, en Europe de l'Est et san doute, pour bientôt, dans tous les PVD à régime marxiste.
- 2) L'étude du libéralisme économique est donc fondamentale, non seulement pour les candidats aux grands concours mais aussi pour *l'honnête homme* pour essayer de comprendre l'évolution des économies et des sociétés humaines depuis au moins deux siècles.

On ne peut sérieusement analyser la croissance et les crises économiques, les krachs financiers, l'endettement du Tiers-Monde, et même l'évolution démographique dans le monde comme les guerres, sans se référer à l'étude du libéralisme.

Pour les candidats aux concours d'entrée dans les grandes écoles de commerce, filière économique, il est difficile, dans le cadre de la matière dénommée "Histoire et Analyse des Economies et des Sociétés contemporaines" (depuis le XVIII siècle), en ignorant l'histoire du libéralisme économique et donc les divers courants de la pensée économique libérale, comme les diverses théories économiques libérales, de traiter convenablement, par exemple, les sujets suivants :

- HEC, concours 1989: "En vous référant à des exemples précis des XIXe et XX6 siècles, vous déterminerez si la croissance démographique est une condition nécessaire de la croissance économique"
- ESSEC, concours 1989: "Le passage d'un système à régulation concurrentielle à un système à régulation administrée caractérise-t-il l'évolution à long terme des économies industrialisées ?"
- ECRICOME, concours 1989: "Croissance, crise et protection sociale dans les grands pays capitalistes" (1er sujet) "Quelles répercussions ont eu, sur les autres pays, les politiques suivies aux Etats-Unis d'Amérique du Nord depuis 1944?"

(2ème sujet)

- ESCAE, ler sujet du concours 1989: "Commentaire de la phrase de Fernand Braudel" Il n'y a jamais entre passé, même passé lointain, et temps présent de rupture totale, de discontinuité absolue ou, si l'on préfère, de non-contamination. Les expériences du passé ne cessent de se prolonger dans la vie présente, de la grossir" (La dynamique du capitalisme)

Et il ne s'agit là que des exemples très récents. La consultation des sujets d'annales depuis 1982 (date de création des concours "filière économique", théoriquement réservés aux bacheliers B, D et même A) confirmera ce point de vue.

3) Il s'agit, pour nous, dans ce dossier, d'offrir aux étudiants un panorama de l'évolution du libéralisme économique depuis le XVIIIe siècle jusqu'à nos jours, et essayant d'être le plus concis possible mais en même temps d'éviter l'inconvénient d'un mémento trop succinct et schématique, donc très frustrant pour les étudiants sérieux et source d'affirmations incantatoires très pénalisées par les jurys des concours (voir les commentaires des jurys des grandes écoles). Nous essayons aussi, sur le fond, d'exposer l'évolution du libéralisme économique en étroite liaison avec celle des faits historiques. Ce, pour éviter l'écueil de déconnexion, de cloisonnement entre les deux disciplines Economie et Histoire (surtout Histoire économique ou Histoire dite quantitative).

Nous nous efforçons enfin, quant à la forme, de renvoyer en annexe tous les développements des principales théories économiques, des textes d'auteurs, qui pourraient effrayer certains étudiants mais que nous estimons très utiles pour une compréhension approfondie (c'est relatif, à ce niveau évidemment) des différentes thèses économiques.

Certains étudiants, nous en sommes persuadés, surtout disposant d'un niveau de connaissances en mathématiques élevé (ce qui, d'ailleurs, n'est qu'une évidence pour les candidats aux grands concours des écoles de commerce) ou tout simplement ayant un esprit de curiosité intellectuelle développé (ce qui, d'ailleurs, est indispensable dans les compétitions à haut niveau), trouveront grand intérêt à lire ces annexes.

Enfin, ce dossier sur le libéralisme économique, ainsi que les dissertations qui l'accompagnent (Discussion de la thèse de Max Weber concernant l'origine du capitalisme ; analyse de la relation entre le libéralisme et le développement économique et social depuis le XVIIIe siècle ; discussion de la thèse libérale de la supériorité du marché comme mode de régulation ; corrigé du sujet ESCAE 1989,...<sup>3</sup>) leur apportent des matériaux de réflexion utiles à l'épreuve de culture générale.

- 4) Pour que l'étude de ce dossier soit réellement fructueuse, nous proposons aux lecteurs de faire le test de leur capacité à travers les quelques thèmes suivants :
- Le libéralisme économique et le développement économique et social depuis la première révolution industrielle.

- Le libéralisme économique et l'Etat : incompatibilité fondamentale ou complémentarité obligatoire ?
- En quoi le néo-libéralisme contemporain apparaît-il comme essentiellement un antikeynésianisme,
- La "révolution keynésienne" et l'évolution des économies et des sociétés depuis la crise des années 1930.
- L'économie politique de l'offre : justification et influence depuis les années 1960-1970.
- Peut-on parler de l'échec du monétarisme et de la résurgence du keynésianisme, depuis les années 1980 ?
- A la lumière de l'évolution de l'économie française depuis 1870, la croissance des dépenses publiques vous paraît-elle inéluctable ? (HEC, concours 1988)
- Les facteurs primaires de la croissance : évolution depuis la fin du XIXe siècle Estimez-vous que ces seuls facteurs suffisent pour comprendre le phénomène de la croissance ? (ERICOME, concours 1988)

#### 5) Lectures complémentaires conseillées :

Henri DENIS, *Histoire de la pensée économique*, PUF, coll. Thémis Les libéralismes économiques, *Cahiers Français*, n° 228, Documentation française Pierre ROSANVALLON*La crise de l'Etat-Providence*, Seuil, coll. Points politique

Henri LEPAGE, Demain le capitalisme, Hachette-Pluriel

#### Section I

#### Les principes fondamentaux du libéralisme économique

Avant d'entrer dans le vif du sujet, une remarque s'impose et elle est très bien formulée par le professeur Alain Wolfelsperger : en matière de libéralisme économique, le pluriel convient mieux que le singulier, autrement dit, il est plus raisonnable de parler de *libéralismes économiques* plutôt que de libéralisme économique. "En tant que revendication du droit absolu pour chaque homme de poursuivre ses propres fins de la manière qui lui convient et apologie de la diversité et de la concurrence, la philosophie libérale implique une attitude générale de tolérance qui doit logiquement concerner aussi tous les essais de définition de la nature et du contenu de cette philosophie même... En matière de libéralisme économique la diversité est donc la règle."

Pour les adversaires de l'économie capitaliste libérale, le libéralisme économique est synonyme de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'injustice, de la concurrence sauvage. Ils n'ont pas tort si l'on se réfère à l'époque de la première révolution industrielle en Europe et à la situation contemporaine de beaucoup de PVD appartenant au monde dit libre.

Pour les pères fondateurs du libéralisme économique, qui étaient avant tout des intellectuels, voire des philosophes, révoltés par l'arbitraire et l'obscurantisme des Princes au sein des sociétés féodales antérieures au XVTIIe siècle, et épris de libertés et de démocratie, le souci d'éviter la "loi de la jungle" et l'anomisme<sup>4</sup> était aussi très souvent constant à l'esprit. Notamment chez Adam Smith (considéré par beaucoup et surtout par les Anglo-Saxons comme le véritable père du libéralisme économique) et chez John Stuart Mill (considéré comme le dernier des grands économistes libéraux "classiques" du XIXe siècle)

D'où l'effort de conception d'un système cohérent fondé sur les trois grands principes suivants : le principe d'ordre, le principe d'autonomie, le principe de régulation par le marché.

#### 11. Le principe d'ordre

L'ordre est indispensable pour assurer un minimum de stabilité et de cohérence à la vie sociale qui est lui-même indispensable pour assurer la prospérité économique de la nation.

Ce principe d'ordre constitua déjà, dès le milieu du XVIIIe siècle, l'un des fondements de la Physiocratie française (physio = nature, cratie = règne). Mais il s'agissait, chez les Physiocrates, d'un ordre naturel providentiel, c'est-à-dire spontané qui s'établit par le respect de la nature des choses et des rapports nécessaires qui en découlent, d'un ordre providentiel car voulu par Dieu pour le bonheur des hommes, d'un ordre essentiel car les sociétés humaines ne peuvent s'abstenir de s'y conformer sans trahir leurs véritables intérêts, sans se renier elles-mêmes, d'un ordre évident qui doit être perçu intuitivement par les hommes raisonnables et cultivés. L'ordre naturel providentiel physiocratique "renferme les lois constitutives et fondamentales de toutes sociétés (Dupont de Nemours) qui sont immuables et universelles et qui établissent droits et devoirs des hommes formant une trilogie : liberté, propriété, autorité.

**Liberté** : qui est l'antithèse des systèmes d'esclavage et de servage concernant les hommes, et qui est la négation des systèmes d'entraves et de protectionnisme. D'où le slogan "laisser faire, Laisser passer.

**Propriété**: qui est le corollaire de la liberté car il s'agit de la propriété personnelle qui est la libre disposition de sa propre personne, de la propriété mobilière qui est la libre disposition du fruit de son travail, de la propriété foncière qui est la libre disposition des terres découvertes et mises en valeur par soi-même.

Pour les Physiocrates, la propriété est "le moyen par lequel nous sommes destinés, comme cause seconde, à perpétuer la grande œuvre de la création et à coopérer aux vues de son auteur" (François Quesnay). Et toute atteinte au droit de propriété est considérée par eux comme "un crime de lèse-majesté divine et humaine". Pour François Quesnay, "la sûreté de la propriété est le fondement essentiel de l'ordre naturel économique de la société, car sans la certitude de la propriété le territoire resterait inculte".

**Autorité** : qui est celle de l'Etat. Mais il s'agit, pour les Physiocrates, de l'Etat-Gendarme, de l'Etat-Despote éclairé qui a pour mission d'enseigner et de faire respecter l'ordre naturel providentiel. Pas de l'Etat autoritaire ni de l'Etat-Providence.

La conception de l'ordre naturel providentiel était déjà à l'époque très critiquée par les Socialistes car considérée comme le fruit de "la conspiration des riches contre la partie la plus nombreuse du genre humain".

Adam Smith, ami des Physiocrates, dans sa *Théorie des sentiments moraux* (1759), et surtout dans son célèbre *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), a aussi insisté sur la notion d'ordre.

Mais il s'agissait de *l'ordre naturel instinctif* qui n'avait rien de providentiel. C'est la fameuse "main invisible". Pour Adam Smith, "tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il [l'individu] travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler". En poursuivant librement son intérêt égoïste, tout individu, selon A. Smith, "tant qu'il n'enfreint pas les lois de la justice est conduit par une main invisible pour remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions".

Si la conception physiocratique de l'ordre naturel providentiel était déjà critiquée par ceux qui y voyaient une manœuvre de justification d'un régime d'inégalité et d'injustice sociales, alors la thèse de Smith apparaissait encore moins soutenable car elle se référait uniquement à l'instinct égoïste des individus.

Et pourtant Smith critiquait très sévèrement l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, du consommateur par le producteur.

"Les maîtres, étant en moindre nombre, peuvent se concerter plus aisément; et de plus la loi les autorise à se concerter entre eux, ou au moins ne le leur interdit pas, tandis qu'elle l'interdit aux ouvriers. Nous n'avons point d'actes du parlement contre les ligues qui tendent à abaisser le prix du travail, mais nous en avons beaucoup contre celles qui tendent à le faire hausser". "La consommation est l'unique but, l'unique terme de toute production, et on ne devrait jamais s'occuper de l'intérêt du producteur qu'autant seulement qu'il le faut pour favoriser l'intérêt du consommateur... Mais dans le système que je combats, l'intérêt du consommateur est à peu près constamment sacrifié à celui du producteur, et ce système semble envisager la production et non la consommation, comme le seul but, comme le dernier terme de toute industrie et de tout commerce." On croirait volontiers lire Marx!

Mais, telle est bien l'ambiguïté chez Smith, qui n'est compréhensible que si l'on sait à quel point il était hostile au système d'économie dirigiste d inspiration mercantiliste de son époque. Ainsi, à propos de Colbert, ministre de Louis XIV et adepte fervent du Mercantilisme "industrialiste", Smith écrit : "Malheureusement, ce ministre avait adopté tous les préjugés du système mercantile, système essentiellement formaliste et réglementaire de sa nature, et qui ne pouvait guère manquer par là de convenir à un homme laborieux et rompu

aux affaires, accoutumé depuis longtemps à régler les différents départements de l'administration publique, et à établir les formalités et les contrôles nécessaires pour les contenir chacun dans leurs attributions respectives. Il chercha à régler l'industrie et le commerce d'un grand peuple sur le même modèle que les départements d'un bureau ; et, au lieu de laisser chacun se diriger à sa manière dans la poursuite de ses intérêts privés, sur un vaste et noble plan d'égalité, de liberté et de justice, il s'attacha à répandre sur certaines branches d'industrie des privilèges extraordinaires, tandis qu'il chargeait les autres d'entraves non moins extraordinaires."

#### 12. Le principe d'autonomie

L'individu ou l'entreprise, pour les tenants du Libéralisme économique, doit être autonome dans ses choix et ses décisions ; bref, dans l'organisation de son existence.

Certes, il doit tenir compte de multiples contraintes, naturelles et sociales, dans sa quête du bonheur, mais "la seule légitimité de la contrainte privée ou publique est celle qui découle de l'approbation individuelle, au moins implicite" (À. Wolfelsperger).

Ce principe d'autonomie illustre bien la farouche hostilité des Libéraux vis-à-vis de tout système autoritaire, arbitraire, centralisateur, qui était très caractéristique des économies et sociétés antérieures au XVIIIe siècle. Il est en même temps le reflet de la philosophie individualiste et utilitariste comme du courant de pensée républicaine en plein essor en Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles.

A priori, on ne pourrait qu'adhérer à ce noble combat pour la liberté des individus, l'indépendance du citoyen. Mais, à la réflexion, on ne peut s empêcher de s'interroger sur la naïveté ou l'hypocrisie d'une telle proposition. Car, hélas, l'autonomie des individus n'a de sens que si leur chance et leur capacité d'appréhender les situations et de prendre les décisions sont comparables. Cela n'a jamais été le cas.

#### 13. Le principe de régulation par le marché

Chaque individu doit être autonome, dans sa quête du bonheur, mais, en même temps, l'ordre doit être respecté. Il y a apparemment contradiction. "L'autonomie requiert des règles propres à chacun, l'ordre des règles communes à tous. La réconciliation de ces deux exigences, à première vue contradictoires, est l'objectif de tout libéralisme." (A. Wolfelsperger).

Les libéraux ont pu surmonter cette contradiction. La réconciliation entre le principe d'autonomie et le principe d'ordre doit s'accomplir par le respect des mécanismes d'un marché parfait qui est une sorte de "commissaire-priseur" (Léon Walras, fin XIXe siècle) neutre et impartial et qui permet non seulement de déterminer la juste valeur des choses mais aussi l'allocation optimale des ressources (tant naturelles qu'humaines) tout comme la satisfaction optimale des besoins des individus (producteurs ou consommateurs, employeurs ou travailleurs).

C'est le fameux modèle du marché de concurrence pure et parfaite (CPP) caractérisé par cinq vertus : atomicité (grand nombre et petite taille des intervenants, donc absence de possibilité de domination) ; homogénéité (parfaite substituabilité des espèces du produit échangé, donc absence de préférence particulière, de fidélité particulière, d'où absence de possibilité de domination) ; transparence (parfaite information pour tous sur tout, donc absence de possibilité de domination) ; fluidité (parfaite liberté d entrée et de sortie, donc absence de barrière, d'où absence de possibilité de domination) ; mobilité des facteurs de production (parfaite liberté de mouvement des facteurs travail, capital et matière vis-à-vis des producteurs, donc absence de possibilité d'accaparement des meilleurs facteurs, d'où absence de possibilité de domination).

Ce fameux marché de CPP permet la réalisation de ce que Ludwig von Mises e Friedrich Auguste Hayek (Ecole de Vienne) appellent une catallaxie. "Une catallaxie est l'espèce particulière d'ordre spontané, produit par le marché à travers les actes des gens qui se conforment aux règles juridiques concernant la propriété, les dommages et les contrats." (F.A. Hayek).

A. Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say et les économistes libérau "classiques", du début du XIXe siècle, faisaient référence à ce type de marché pour démontrer magistralement l'existence des "lois naturelles" (donc indépendantes des mauvaises intentions de certains) permettant la détermination du salaire optimal (c'est-à-dire égal au... minimum vital du travailleur), la réalisation spontanée de l'équilibre des balances de paiements, donc la répartition du stock d'or mondial en fonction des besoins réels de chaque nation, la satisfaction optimale des besoins de

tous les peuples... Bref, on s'enrichit avec autrui et tout le monde atteint un bonheur optimal dans la division du travail (à l'intérieur des nations, comme entre nations) et dans l'échange.

Vilfredo Pareto, Léon Walras et les économistes libéraux "néo-classiques marginalistes" de la fin du XIXe siècle, aboutissaient à la même conclusion. Avec une approche bien plus sophistiquée, car très mathématique.

Ce sont les fameux modèles de l'optimum social (V. Pareto) et de l'équilibre général (L. Walras), qui ont permis à ces très célèbres économistes d'affirmer en gros ceci : peu importent les dotations initiales des ressources (en forces physique et mentale, en richesses matérielles...) les individus d'une communauté (nationale ou internationale) peuvent toujours, grâce à l'échange, atteindre la satisfaction optimale de leurs besoins et réaliser ensemble, en restant parfaitement égoïstes, l'optimum social<sup>5</sup> et l'équilibre de tous les marchés.

Pour simplifier à l'extrême, on peut dire que si, dans une communauté, il existe deux individus dont l'un est très "intellectuel" et l'autre très "manuel", si le premier est très richement doté en terres cultivables et le second en livres, tous les deux sont malheureux. L'échange permet alors l'obtention de l'optimum social et de l'équilibre général.

Cyniquement, on pourrait aussi dire qu'il ne servirait à rien de trop donner aux pauvres et aux idiots. Ils ne seraient que plus malheureux car incapables de trouver bon usage aux richesses reçues. En même temps, les autres seraient aussi malheureux car privés de richesse dont ils auraient pu faire bon usage. Bref, tout le monde serait malheureux.

A méditer!

#### Section II

#### Les variantes du libéralisme économique

Parmi toutes les doctrines ayant trait à l'organisation de l'activité économique de la société humaine, le libéralisme économique est, sans conteste, la plus importante, la plus expérimentée. Son succès, sa longévité s'expliquent assez facilement.

Les thèses des économistes libéraux sont très séduisantes car elles épousent parfaitement les désirs profonds de chaque individu (liberté, autonomie, réussite matérielle, propriété privée, individualisme, égoïsme, mais aussi ordre et justice dans le sens "à chacun son dû").

Ces thèses sont particulièrement séduisantes pour les intellectuels épris de démocratie, donc hostiles à tout système de dictature, de bureaucratie, et pour les individus entreprenants qui ont un besoin vital de liberté d'action. Or, même si ces deux catégories n'ont jamais constitué qu'une minorité dans les sociétés, leur savoir et savoir-faire leur ont toujours permis de diriger ces sociétés <sup>6</sup>

Le libéralisme économique, comme le système d'économie capitaliste qui fonctionne sur la base de ses principes ont, depuis plusieurs siècles, toujours administré la preuve de leur grande adaptabilité, sans pour autant renoncer fondamentalement à leurs principes constitutifs.

Le libéralisme économique et le capitalisme de la fin du XXe siècle sont ainsi à la fois très différents de ceux du début de ce siècle — et bien sûr du XIXe siècle - et pourtant très ressemblants. Ce paradoxe fait leur force. Certains interprètent comme un effet du caractère "naturel" de cette doctrine comme de ce système - pour autant que l'on considère comme "naturels" l'égoïsme, le désir de réussite et de liberté, la propension à exercer l'autorité, la puissance, voire à exploiter plus faible que soi...- D'autres considèrent que la puissance du libéralisme s'explique tout simplement par l'hégémonie de la philosophie matérialiste qui sous-tend depuis très longtemps déjà, et notamment le XVIe siècle en Occident, toute démarche doctrinale en matière de rationalisation de la vie, pour emprunter une expression à Max Weber. En effet, tant que le matérialisme guide l'action humaine, alors tout ce qui est irrationnel peut apparaître au commun des mortels comme parfaitement rationnel<sup>7</sup>. Dans ce cas, tant qu à faire, pourquoi choisir autre chose que le libéralisme, et le capitalisme qui, au moins, ont démontré leur capacité de création des richesses matérielles et même l'adaptation aux circonstances, notamment en matière de correction des

inégalités et injustices sociales, du moins en apparence ?

#### 21. LES PRECURSEURS DU LIBERALISME ECONOMIQUE

#### 211. BOISGUILLEBERT, DAVID HUME, JEREMIE BENTHAM

Dans *Dissertation sur la nature des richesses* (1712), Pierre Le Pesant, seigneur de **Boisguillebert,** fut parmi les premiers à contester ouvertement la doctrine mercantiliste<sup>8</sup> qui exerçait une profonde influence sur la politique économique des gouvernants européens depuis le XVIe siècle.

En pleine période où l'on considérait que l'enrichissement se faisait aux dépens d'autrui (croyance en la divergence naturelle des intérêts), Boisguillebert pose déjà le principe de complémentarité des intérêts et de régulation mutuellement bénéfique.

"Il faut convenir d'un principe, qui est que toutes les professions, quelles qu'elles soient dans une contrée, travaillent les unes pour les autres, et se maintiennent réciproquement, non seulement pour la fourniture de leurs besoins, mais même pour leur propre existence." C'est l'un des principes fondamentaux du libéralisme : "on s'enrichit avec autrui". Quant au moteur de la prospérité et la justice dans la régulation, voici ce qu'a écrit Boisguillebert : "La nature donc, ou la Providence, peut seule faire observer cette justice, pourvu encore une fois que qui que ce soit autre ne s'en mêle ; et voici comment elle s'en acquitte. Elle établit une égalé nécessité de vendre et d'acheter dans toutes sortes de trafics, de façon que le seul désir du profit soit l'âme de tous les marchés, tant dans le vendeur que dans l'acheteur ; et c'est à l'aide de cet équilibre ou de cette balance que l'un et l'autre sont également forcés d'entendre raison et de s'y soumettre... La dérogeance à cette loi, qui devrait être sacrée, est la première et la principale cause de la misère publique, attendu que l'observation en est plus ignorée."

Dans Recherches sur les principes de la morale (1751) et Discours politique (1752), **David Hume** précisa davantage encore les grands principes du libéralisme économique.

Sur la propriété privée et l'inégalité des richesses, Hume estima que la propriété privée était liée à celle de l utilité et qu'une richesse n'avait pas la même utilité selon qu'elle était attribuée à tel ou tel individu.

"... qu'on mette dans les possessions le plus d'égalité qu'on pourra, les différents degrés entre les arts, les sciences et l'industrie ne tarderont pas à la détruire ; si vous arrêtez ces vertus (les qualités actives des individus) dans leurs opérations, vous réduisez bientôt la société à la dernière indigence et pour empêcher un petit nombre d'hommes de tomber dans la misère, vous y plongerez la société entière."

Sur le rôle de l'Etat, Hume affirma que "un Etat n'est jamais plus puissant que

lorsqu'il occupe à son service tous les bras en surcroît, les aises et la commodité des particuliers exigent au contraire que ces bras soient employés à leur service. L'Etat ne peut donc avoir satisfaction qu'aux dépens des particuliers."

Sur le commerce extérieur, Hume est apparu comme le chantre du libre échange et le précurseur de David Ricardo (1817) pour la fameuse théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes.

"Le commerce avec l'étranger par ses importations procure des matières premières, pour de nouvelles manufactures ; et par ses exportations il engendre du travail incorporé dans des marchandises particulières qui ne pourraient pas être consommées dans le pays. Si nous consultons l'histoire, nous verrons que, dans la plupart des nations, le commerce avec l'étranger a précédé chaque progrès des manufactures nationales et donné naissance au luxe domestique"

Cependant Hume estima qu'au-delà d'un certain niveau de développement, une nation pourrait se passer du commerce extérieur.

Dans *Principes de morale et de législation* (1789) **Jeremie Bentham** tenta de construire toute une science de l'homme fondée sur le principe de l'utilité. Il estima que l'homme réagissant à l'agréable et au désagréable, l'utile devait être le seul critère de la conduite humaine et de la législation. Pour lui l'Utile doit remplacer le Bien et la Science doit remplacer la Morale et la Religion dans l'organisation de la société humaine.

Mais, ne disposant pas à ce stade de la science d'outils mathématiques suffisants (cf. A. Comte, néo-classiques du XIXe siècle), Bentham n'a pas réussi à construire une véritable théorie de l'utilité mesurable et s'est finalement résigné à se fonder sur les principes de sa propre philosophie utilitariste pour soutenir le libéralisme économique considéré comme un moindre mal.<sup>1</sup>

On retrouve chez Bentham la démarche intellectuelle d'Adam Smith, à travers la *Théorie des sentiments moraux* (1759) et surtout *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776).

Quant au concept de l'utilité, Bentham n'a pas innové car l'abbé de Condillac (Le commerce et le gouvernement considérés comme relativement l'un à l'autre, 1776), contrairement aux Physiocrates (qui considérèrent la terre comme le fondement de la valeur des choses, donc de la richesse) et A. Smith (qui mettait l'accent sur le travail de l'homme) avait déjà précisé que "la valeur des choses est donc fondée sur leur utilité, ou, ce qui revient au même, sur le besoin que nous en avons, ou, ce qui revient encore au même, sur l'usage que nous pouvons en faire et était déjà capable de raisonner en termes d'utilité marginale, en adjoignant au concept d'utilité celui de rareté : "Si la valeur des choses est

fondée sur leur utilité, leur plus ou moins de valeur est fondée, l'utilité restant la même, sur leur rareté ou sur leur abondance, ou plutôt sur l'opinion que nous avons de leur rareté et de leur abondance". Il affirma donc "une chose n'a pas une valeur parce qu'elle coûte, comme on le suppose : mais elle coûte parce qu'elle a une valeur".

Et, avant Condillac, les philosophes Thomas Hobbes et John Locke avaien aussi déjà mis l'accent sur ce concept. Pour Hobbes (1588-1679), l'opposition du bien et du mal se réduit en dernière analyse à celle de l'agréable et du désagréable. Pour Locke (1633-1704), le but de la vie sociale est de produire le maximum de choses utiles, indépendamment des conséquences morales ou spirituelles induites par tel ou tel type de système économique. Ce concept d'utilité va se retrouver chez Jean-Baptiste Say(Traité d'économie politique, 1803), le chef de file des libéraux "classiques" français, et évidemment chez les libéraux "néo-classiques" marginalistes de la fin du XIXe siècle tels que Stanley Jevons, Carl Menger, Léon Walras, Vilfredo Pareto...

#### 212. LES PHYSIOCRATES FRANÇAIS ET ADAM SMITH

#### Les Physiocrates français

Le libéralisme économique de l'école des Physiocrates français se voulait être l'antithèse de la doctrine mercantiliste, alors en application en Europe. Il s'agissait d'une triple réaction : contre l'absolutisme du pouvoir royal et même de l'Eglise, contre le protectionnisme et le corporatisme très répandus à l'époque, et contre l'empirisme de la démarche mercantiliste comme le caractère a-moral des propositions mercantilistes pour enrichir les Princes et les nations.

François Quesnay (Essai sur l'économie animale, 1747, Grains, article de l'Encyclopédie, 1757, Tableau économique, 1758, Droit naturel, 1765, Despotisme de la Chine, 1767), ainsi que ses disciples tels que Le Mercier de la Rivière (L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques, 1767), Dupont de Nemours (De l'origine et des progrès d'une science nouvelle, 1768), Jacques Turgot (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, 1766), le marquis de Mirabeau (Philosophie rurale ou économie générale et politique de l'agriculture, rédigé avec Quesnay, 1763), eurent le grand mérite de s'opposer à l'absolutisme et à l'obscurantisme du système féodal, et surtout d essayer de faire de l'économie politique une véritable science objective. Ils rêvaient de déclencher en France une grande révolution agricole en démantelant les infrastructures, la mentalité et le système de réglementations de l'Ancien Régime.

A l'évidence, ils étaient très influencés et séduits par l'esprit scientifique, matérialiste et positiviste en éclosion au XVIIIe siècle (siècle des Lumières) e même au XVIIe siècle, comme par l'expériences des Enclosures en Angleterre

notamment depuis le XVIIe siècle.

On peut retenir de la Physiocratie les principales idées suivantes :

- Dans toute société humaine, il existe *un ordre naturel providentiel*, qu'il convient de connaître et de respecter, qui est universel et transcende les péripéties de l'histoire des sociétés.
- Le respect de la liberté des individus et donc de celle de la production et de la circulation des marchandises, comme du principe de la propriété privée, est fondamental pour assurer le bon fonctionnement de l'ordre naturel providentiel.

D'où le slogan "Laisser aller, laisser passer", la réflexion de F. Quesnay : "Ce n'est pas le débit des productions qui manque dans une nation où la plus grande partie des citoyens ne consomment jamais autant qu'ils voudraient consommer, c'est le bon prix qui manque lorsqu'il n'est pas assuré par une libre concurrence du commerce."

D'où aussi la considération de l'atteinte au droit de propriété comme "un crime de lèse-majesté divine et humaine".

- Le rôle de l'Etat doit se borner à celui du despote éclairé pour enseigner et faire respecter l'ordre naturel providentiel.

Et puisque l'Etat doit lever des impôts pour financer ses dépenses, afin de limiter l'effet distorsionniste de ce prélèvement, les Physiocrates préconisèrent un impôt unique : l'impôt foncier payé par les seuls propriétaires fonciers. Reprenant à leur compte la proposition d'un de leurs contemporains :"Un seul Dieu, un seul prince, une seule loi, un seul impôt, une seule mesure".

- Seule l'agriculture est féconde, productive, car seul le travail de la terre permet la multiplication des richesses matérielles, c'est-à-dire la création d'un "produit net".

Les autres secteurs et activités (industrie et artisanat ou Secondaire, services et commerces ou Tertiaire) furent considérés par les Physiocrates comme stériles, car incapables d'engendrer un "produit net".

- Les richesses circulent dans l'économie entre les classes sociales et à travers différentes fonctions, à la manière du sang dans le système circulatoire (F. Quesnay fut le médecin du roi).

Le tableau économique de Quesnay<sup>10</sup> (1758) se voulait être "la première règle d'arithmétique que l'on ait inventée pour réduire au calcul exact, précis, la science élémentaire et l exécution perpétuelle de ce décret de l'Eternel :"Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front" (Quesnay, *Philosophie rurale ou économie générale et politique de l'agriculture*, 1763).

En dépit de ses lacunes et confusions, ce tableau de F. Quesnay constitua une construction intellectuelle absolument considérable qui annonça, avec deux siècles d'avance, la naissance de la comptabilité nationale moderne. Ce tableau ne décrit qu'une reproduction simple, c'est-à-dire un système dont les richesses se reproduisent à l'identique, mais en soulignant le rôle primordial du capital investi ("avances") et la productivité exclusive du secteur primaire ("classes productives"). F. Quesnay laissa la porte ouverte à l'analyse de la croissance (avec l'hypothèse de l'épargne et de l'accumulation du capital chez les propriétaires fonciers et les fermiers) et de la crise de récession (avec l'hypothèse du "luxe de décoration" incitant les propriétaires fonciers à moins consommer des produits de la terre pour davantage consommer des produits artisanaux ou des services).

- Le commerce extérieur est dédaigné par les Physiocrates car il est considéré comme "un pis-aller pour les nations auxquelles le commerce intérieur ne suffit pas pour débiter avantageusement les productions de leurs pays" (F. Quesnay).

On retrouve ici à peu près l'idée de David Hume et l'erreur des économistes de cette époque.

#### **Adam Smith (1723-1790)**

Fils d'un contrôleur des douanes, destiné à la carrière ecclésiastique, Smith est néanmoins devenu professeur de littérature (université d'Edimbourg) et de philosophie (Université de Glasgow) pour mourir en commissaire des douanes.

Ami des Physiocrates français, Smith, après sa *Théorie des sentiments moraux* (1759), publia en 1776 son œuvre capitale sur le fonctionnement du systeme capitaliste industriel : *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

Bien qu'étant très brillant et ayant le mérite de dépasser les insuffisances des Physiocrates dans l'analyse des rouages économiques<sup>11</sup>, Smith fut souvent très confus, voire contradictoire, dans ses réflexions.

- Tout en regrettant que la richesse matérielle soit préférée à la sagesse et à la vertu, il préconisa des moyens pour créer des richesses matérielles.

Tout en affirmant avec philosophie que "la sagesse et la vertu n'ont pour véritables admirateurs que le nombre choisi et trop borné des sages. La plupart des hommes sont admirateurs et presque adorateurs de la richesse et de la puissance" (*Théorie des sentiments moraux*), Smith analysa les mécanismes fondamentaux de l'enrichissement des nations : la division du travail et l'accumulation du capital. Tout en affirmant qu'il s'agissait de phénomènes

naturels.

"Cette division du travail, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat ; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues..." (Richesse des Nations, Livre I).

- Tout en déplorant l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, du consommateur par le producteur, il faisait l'éloge du système de "liberté naturelle", de la "main invisible", et condamnait l'interventionnisme étatique.

D'une part, Smith critiquait l'irrationalité d'un système qui permettait à une minorité (employeurs, producteurs), d'opprimer la majorité (travailleurs, consommateurs), et qui inversait la logique de l'économie (revoir page 8).

D'autre part, parlant de l'industriel, du commerçant, il soulignait leur utilité et défendait le principe de libre entreprise.

"A la vérité, son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société... Il est conduit par une main invisible, pour remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler." Et, "... Tout système qui cherche ou, par des encouragements extraordinaires, a attirer vers une espèce particulière d'industrie une forte portion du capital de la société que celle qui s'y porterait naturellement, ou, par des entraves extraordinaires, à détourner forcément une partie de ce capital..., est un système réellement subversif de l'objet même qu'il se propose comme son principal et dernier terme. Bien loin de les accélérer, il retarde les progrès de la société vers l'opulence et l'agrandissement réels..." (Richesse des Nations, Livre IV).

- Smith combattait l'Etat autoritaire, interventionniste, de l'époque féodale et mercantiliste. Il était favorable, comme les Physiocrates français, à un Etat-Gendarme. Mais sa définition était beaucoup plus précise :

"Dans le système de la liberté naturelle, le souverain n'a que trois devoirs à remplir; trois devoirs, à la vérité, d'une haute importance, mais clairs, simples, et à la portée d'une intelligence ordinaire. Le premier, c est le devoir de défendre la société de tout acte de violence ou d'invasion de la part des autres sociétés indépendantes. Le second, c'est le devoir de protéger, autant qu'il est possible, chaque membre de la société contre l'injustice ou l'oppression de tout autre membre, ou bien le devoir d'établir une administration exacte de la

justice. Et le troisième, c'est le devoir d'ériger et d'entretenir certains ouvrages publics et certaines institutions que l'intérêt privé d'un particulier ou de quelques particuliers ne pourrait jamais les porter a ériger et entretenir, parce que jamais le profit n'en rembourserait la dépense..." (Richesse des Nations, Livre IV).

#### 22. LES LIBERAUX "CLASSIQUES" DU DEBUT DU XIXe SIECLE

Dépassement des thèses physiocratiques et approfondissement des réflexions d'Adam Smith. Apologie de l'individualisme, de l'utilitarisme et de l'économie de marché.

#### 221. LE CONTEXTE DE LA NAISSANCE ET DE L'EPANOUISSEMENT DU LIBERALISME ECONOMIQUE "CLASSIQUE"

Ce contexte se caractérise par l'éclosion de l'esprit scientifique et matérialiste et des philosophies utilitariste, hédonistique, individualiste et et positiviste (XVIIe siècle e XVIIIe siècle qualifié de "siècle des Lumières").

Dès le XVIIe siècle, René Descartes (1596-1650) considéra que le explications du monde, matériel et humain procédaient de la logique scientifique et non des croyances mythiques. Et les positions des philosophes tels que Thomas Hobbes (1588-1679), John Locke (1632-1704), David Huma (1711-1776), Jeremie Bentham (1748-1852)... se détachaient nettement et de la morale des époques antique et médiévale, et de l'empirisme de l'époque mercantiliste. Le XVIIIe siècle, "siècle des Lumières", siècle "où l'être humain arrive à l'âge adulte" (Kant), siècle de l'esprit encyclopédiste, critique, rationaliste, individualiste, correspondant à ce qu'Auguste Comte appela, dans la "loi des trois états", l'état positif et industriel (après les états théologique et philosophique), fut aussi particulièrement favorable à l'épanouissement du libéralisme économique.

Ce, d'autant plus que les révolutions agricole et démographique, puis celle du commerce et du crédit ont non seulement déclenché un important exode rural, mais aussi de profondes modifications dans l'échelle des valeurs morales et sociales.

D'où les revendications pour le libéralisme politique, donc pour la démocratie, c'est-à-dire pour une modification du partage du pouvoir au profit de la nouvelle classe : la bourgeoisie des affaires, devenue très influente dès la fin du XVIIIe siècle.

La participation de la Gentry rurale et de la Bourgeoisie de la City au gouvernement de la Grande-Bretagne date de 1689 (4 siècles après la création de la Chambre des Communes, à côté de celle des Lords). Et l'influence prépondérante des Bourgeois dans la vie politique, en France comme dans les autres pays d'Europe, commença dès l'époque de Louis XV et de Louis XVI. D'où aussi l'adhésion des milieux intellectuels non seulement au libéralisme politique mais aussi au libéralisme économique, donc aux valeurs nouvelles. C'est ce que Joseph Schumpeter (dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*)

appela "la troisième avenue" qui guidait le comportement de la classe moyenne, et qui conduisait à la promotion sociale des individus de talent.

C'est ce qui a incité J.-P. Rioux à écrire (dans *La révolution industrielle : 1780-1880*) :

"Les enseignants, parfois issus du peuple ou des classes moyennes, piétinent dans leur statut ambigu de semi-bourgeois... souvent gagnés aux idées humanitaires de gauche, ils consolident néanmoins inconsciemment le système qui leur offre ascension sociale et considération" <sup>12</sup>

# 222. LES TRAITS CARACTERISTIQUES DU LIBERALISME ECONOMIQUE "CLASSIQUE"

L'économie politique libérale "classique", dépassant le Mercantilisme et la Physiocratie, constitue un ensemble cohérent de conceptions et de théories dont les caractéristiques sont les suivantes.

- Une forte croyance en l'existence des lois naturelles pour la plupart implacables pour l'homme (loi de la population, loi du rendement décroissant des terres, loi de la rente foncière, loi de la baisse du profit,...). D'où une tendance au pessimisme (sauf chez les libéraux français).
- *Une méthode scientifique*, principalement déductive et abstraite ; une analyse mécaniste des phénomènes socio-économiques faisant fi de l'Histoire, de la Sociologie et de la Psychologie.

Cette approche a permis à ces économistes "classiques" de totalement négliger les dimensions socio-historiques des phénomènes économiques analysés (ex : négligence des questions concernant le partage initial des richesses et des pouvoirs, les différences de conditions socio-politiques entre les catégories sociales, les différences de conditions et de niveaux de développement entre les nations...).

C'est ce qui a suscité la réaction des Ecoles historique et protectionniste allemandes et notamment des Socialistes, dont Karl Marx, qui traita les économistes libéraux "classiques" de "boxeurs" à la solde des Bourgeois, se spécialisant dans l'apologétique.

- Une philosophie profondément individualiste et utilitariste ou hédonistique.

Avec évidemment l'influence de Jeremie Bentham, d'Adam Smith, de Davic Hume, comme de Thomas Hobbes, de John Locke (voir infra) et de Bernard de Mandeville (*La fable des abeilles ou vices privés et vertus publiques*, 1714). Cette philosophie allait bien dans le sens des besoins de l'époque : besoins d'émancipation des individus vis-à-vis de l'Etat, de l'Eglise et des diverses corporations, besoins de s'enrichir sans être gêné par la morale chrétienne, par

l'ascétisme puritain, tout en se rassurant avec le nouveau slogan "on s'enrichit avec autrui" ou le nouveau principe de la "main invisible".

- *Un fort accent mis sur l'économie industrialisante* de la Grande-Bretagne.

Dépassant ainsi nettement le Mercantilisme (accent mis sur le commerce, en dépit des formes bullionniste - adoptée par les Espagnols et les Portugais - et industrialiste - adoptée par les Français sous Colbert), et la Physiocratic (accent mis sur l'agriculture).

#### 223. LES PRINCIPAUX ECONOMISTES LIBERAUX "CLASSIQUES"

223.1 Jean-Baptiste Say et le courant optimiste français.

Du Traité d'économie politique (1803) de J.-B. Say, on peut retenir trois idées essentielles.

#### - Richesses = Utilité

A une époque où les économistes étaient encore hésitants dans la conceptualisation de la richesse, objet essentiel de l'économie politique ou de la science économique <sup>13</sup>, J.-B. Say insista sur la notion de l'utilité.

Pour lui, le travail productif est celui qui permet de créer une utilité, et la production est l'acte de création des utilités.

Autrement dit, il n'y a création de richesses que si l'homme ajoute aux ressources naturelles une utilité, c'est-à-dire une aptitude à satisfaire un besoin humain. Et les richesses peuvent prendre n'importe quelle forme, du moment qu'elles représentent une utilité pour l'homme. Le travail peut très bien, selon Say, être improductif s'il ne permet de créer aucune utilité, même s'il permet de créer un produit quelconque.

#### - Loi des débouchés.

Pour Say, l'offre crée toujours sa propre demande. D'où son optimisme.

"Un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus..." Bref, pour Say, "c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits" et "les produits s'échangent toujours contre les produits".

Pour Say les déséquilibres économiques ne peuvent s'expliquer que par des catastrophes naturelles, ou par la mauvaise politique des gouvernements qui

cherchent à maintenir certaines situations de pénurie ou qui entravent la libre circulation des marchandises.

#### - Indépendance des marchés.

Pour Say, l'économie est composée de plusieurs marchés : marchés des biens et services, marchés des facteurs de production. Ces marchés sont supposés parfaits et l'autorégulation de chaque marché de facteur de production s'effectue de façon indépendante de celle des autres marchés de facteurs comme des marchés des biens et services.

Pour Say, donc, les prix des facteurs de production (travail, capital, agents naturels) sont ceux des "services productifs" de ces facteurs et sont déterminés selon la loi de l'offre et de la demande, et de façon indépendante les uns des autres. Ces prix, qui sont en même temps les revenus des facteurs de production (salaire, profit, loyer de la terre), constituent les coûts de production des biens et services, donc la valeur limite des prix de ces biens et services.

"La concurrence des producteurs entre eux tend sans cesse à faire baisser la valeur des produits au niveau de leurs frais de production, qui se composent de la valeur de tous les services productifs qui ont concouru à la création de ce produit" (*Traité d'économie politique*, 3° édition, 1817).

Cette conception très microéconomique de Say dans l'analyse de la formation des revenus des facteurs, donc de la répartition du revenu global, qui va être reprise par les "néo-classiques" marginalistes à la fin du XIXe siècle, escamote toutes les questions d'ordre socio-politico-historique et révèle encore une fois son optimisme.

Car si, pour une raison quelconque, l'offre de travail devient excédentaire, selon Say, le salaire doit baisser et puisque le profit et le loyer de la terre se fixent indépendamment du salaire, l'ensemble des coûts de production doit baisser et les prix des biens et services doivent baisser. Sous-entendant ainsi que la baisse de la demande des travailleurs n'est compensée par aucune hausse de demande des capitalistes et des propriétaires fonciers et permet une baisse des prix des biens et services strictement proportionnelle. Ce qui est plutôt simpliste.

Le courant optimiste des économistes libéraux français, avec J.-B. Say, Frédéric Bastiat, Charles Dunoyer, s'opposa à la fois au courant pessimiste des économistes libéraux anglais mais aussi aux socialistes utopistes français comme J.-J. Rousseau (1712-1778) et son idéalisme social ; Charles Fourier (1772-1837), Louis Blanc (1811-1882) et leur socialisme associationniste... Sismonde de Sismondi (1772-1842), Dupont White (1807-1878) et leur socialisme interventionniste ; Saint-Simor (Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon - 1760-1825) et son socialisme technocratique ; Pierre-Joseph Proudhon (1802-1864) et son socialisme anarchiste et mutualiste. Pour les libéraux français, c'est le pessimisme des économistes anglais

qui est à l'origine de la naissance de la pensée socialiste.

### 223. 2 Thomas Robert Malthus, David Ricardo, John Stuart Mill et le courant pessimiste anglais

Tout en défendant fermement le système d'économie libérale, c'est-à-dire capitaliste et bourgeoise, en affirmant que les intérêts égoïstes des individus sont en parfaite harmonie avec l'intérêt général de la société, les économistes libéraux britanniques avaient tous une vision très pessimiste de l'évolution de ce système d'économie.

#### **Thomas Robert Malthus (1766-1834)**

A travers ses œuvres (Essai sur le principe de la population, 1798, Principes d'économie politique au point de vue de leur application pratique, 1820, Définitions en économie politique et mesure de la valeur, 1823) on peut retenir de Malthus les principales idées suivantes.

#### - Principe de la population

Avec la révolution démographique en Europe au XVIIIe siècle et notamment en Grande-Bretagne<sup>14</sup> et l'important exode rural<sup>15</sup>, la misère du prolétariat déraciné, entassé dans les faubourgs des grandes villes industrielles, qui en fut la conséquence directe, impressionna profondément Malthus (pasteur anglican avant d'être économiste).

D'où son fameux essai (publié sans nom d'auteur), dans lequel il exposa son principe de la population et ses conseils. Pour lui, la population humaine tendait à croître selon une progression géométrique, c'est-à-dire par voie de multiplication, alors que les subsistances ne pouvaient croître que selon une progression arithmétique, c'est-à-dire par voie d'addition. La famine, les épidémies ou les guerres seraient, selon lui, au rendez-vous pour une autorégulation ("frein naturel").

D'où sa cruelle mise en garde :

"Un homme qui naît dans un monde déjà occupé..., au grand banquet de la nature ne trouve point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller et ne tarde pas à mettre sa menace à exécution."

Pour éviter ce "frein naturel", Malthus proposa un remède moral avec le célibat prolongé, la restriction volontaire de procréation. En fait, cette solution de l'abstinence était plutôt adressée aux pauvres. D'ailleurs, Malthus, d'abord favorable à la législation d'aide aux pauvres, fut vite amené à s'opposer aux "poor laws", en vigueur en Angleterre depuis 1601 (avec les Work-houses qui ressemblaient davantage aux prisons qu'aux hospices, et la pratique du "louage" des enfants pauvres). D'où la réaction de Karl Marx qui qualifiait "d'infâme" cet essai de Malthus.

- Principe de la rente différentielle et de la tarification au coût marginal

Pour expliquer l'inflation du prix du blé à son époque (doublement estimé entre 1700 et 1800), Malthus dès 1815 (dans Fondements d'une opinion sur la politique de restriction à l'importation du blé étranger et Enquête sur la nature et le progrès de la rente) émit l'idée que la hausse au prix du blé était due au rendement décroissant des terres, donc au coût croissant de l'exploitation intensive de terres anciennes ou de l'exploitation de nouvelles terres de moins en moins fertiles.

"Le prix du produit, dans toute contrée en voie de progrès, doit être à peu près égal au coût de production sur la terre de la moins bonne qualité effectivement utilisée, ou du coût de l'obtention d'un produit additionnel sur l'ancienne terre, qui rapporte seulement les revenus normaux du capital agricole avec peu de rente ou sans aucune rente..."

Cette inflation du prix agricole était, selon Malthus, le signe du progrès économique, mais aussi la cause de la chute des profits et même des salaires.

"On peut poser comme une vérité irréfutable que toutes les fois qu'une nation atteint un degré considérable de richesse et une densité considérable de population, ce qui ne peut avoir lieu sans une grande chute à la fois des profits du capital et des salaires du travail, la séparation des rentes, comme en quelque sorte attachées aux sols d'une certaine qualité, est une loi aussi invariable que l'action du principe de gravité."

Cette analyse très précise de Malthus fut reprise par David Ricardo et fut à l'origine de la stratégie économique de la Grande-Bretagne avec suppression des Corn Laws et pratique du libre échange au XIXe siècle. Elle fut aussi reprise par les "néoclassiques" marginalistes à la fin du XIXe siècle dans l'ensemble de leur construction théorique (raisonnement a la marge, d'où le terme de marginaliste). Aujourd'hui même, la tarification au coût marginal reste l'une des options dans la gestion des entreprises publiques.

# - Principe de la demande effective solvable

Contrairement à J.-B. Say, Malthus considérait que la demande commandait l'offre e non l'inverse. Autrement dit, c'est la demande qui crée l'offre et non l'offre qui crée sa propre demande.

"La première chose dont on ait besoin..., avant même tout accroissement de capital et de population, c'est une demande effective de produits, c'est-à-dire une demande faite par ceux qui en ont les moyens et la volonté d'en donner un prix suffisant."

Là encore, la modernité de Malthus est remarquable. Cette conception malthusienne introduisait dans l'analyse économique le principe fondamental de l'anticipation,

donc la dimension Temps et Psychologie. Par conséquent, elle permettait à Malthus d'envisager les situations de crises économiques, sans se référer aux catastrophes naturelles ou aux erreurs des gouvernements.

Ce principe de la demande effective fut repris par John Maynard Keynes er 1936 dans sa *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt, et de la monnaie*, et constitue la base de ce que l'on peut appeler l'économie politique de la demande, combattue aujourd'hui par ce que l'on nomme l'économie politique de l'offre (Supply Side Economics).

# **David Ricardo (1772-1823)**

David Ricardo peut être considéré comme le plus grand des économistes libéraux "classiques". Ses grandes théories développées dans ses *Principes d'économie* politique et de l'impôt (1817) ont exercé une influence considérable au XIXe siècle notamment en Grande-Bretagne. Elles constituent encore, de nos jours, des points de repère importants, particulièrement en matière de commerce international.

Cependant, avec Ricardo, l'économie politique s'est nettement orientée vers l'étude de la répartition en délaissant celle de la production, donc celle de la croissance et des crises. Pour Ricardo, en effet, et contrairement a J.-B. Say, à T.R. Malthus e même à A. Smith, l'objet essentiel de l'économie politique devrait être l'étude de la répartition des richesses, une fois produites, et, à travers elle, celle de la formation des prix des richesses. Car, selon lui, il n'existe pas de lois objectives gouvernant la production des richesses, alors qu'il en existe qui déterminent la répartition de ces richesses. (Voir la lettre de Ricardo à Malthus, page 24). Même si ses théories sont critiquables et son approche très insuffisante, force est de reconnaître, comme l'a fait Mrs Joan Robinson, que plusieurs siècles après la naissance de l'économic politique, de la science économique, s'il est un domaine où cette science devrait éclairer le plus les esprits c'est bien celui de la répartition des richesses, des revenus. (Voir page30). Or, c'est justement en ce domaine que les économistes éprouvent le plus de mal à offrir des réponses précises et satisfaisantes aux questions parfaitement légitimes et fondamentales.

De Ricardo, nous pouvons retenir les principales théories suivantes.

#### - Théorie de la valeur

En admettant, comme J.-B. Say et d'autres économistes, que l'utilité est le fondemen de la valeur des choses, Ricardo estime que dans l'échange : "Les choses, une fois qu'elles sont reconnues utiles par elles-mêmes, tirent leur valeur échangeable de deux sources, de leur rareté et de la quantité de travail nécessaire pour les acquérir." Cependant, dépassant A. Smith, Ricardo affirma et démontra que cette valeur d'échange ne devrait pas être confondue avec la rémunération du travailleur. Car dans la quantité de travail nécessaire à produire une chose échangeable, il y a deux

types de travail : le travail présent du travailleur et le travail passé cristallise sous forme de capital (équipement, outillage, matières premières...).

"La valeur d'une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire et non de la rémunération plus ou moins forte accordée à l'ouvrier... L'emploi des machines et des capitaux fixes et durables modifie considérablement le principe qui veut que la quantité de travail consacrée à la production des marchandises détermine leur valeur relative... Il arrivera donc, qu'à raison de la durée plus ou moins grande des capitaux, ou ce qui revient au même, en raison du temps qui doit s'écouler avant que les différentes espèces de marchandises puissent être amenées sur le marché, leur valeur ne sera pas exactement proportionnelle à la quantité de travail qui aura servi à les produire."

Ricardo, avec pertinence, répondit ici à l'interrogation de Smith qui ne parvenait pas à expliquer de façon convaincante la différence entre la valeur d'échange d'une marchandise et celle de la rémunération du travailleur qui la fabriquait. Cette différence, pour Ricardo, est la rémunération du capital, c'est-à-dire celle d un travail passé. Evidemment, Karl Marx, qui s'inspirait beaucoup de l'approche ricardienne dans son analyse de l'économie capitaliste, réfuta cette explication en prétendant que cette différence, n'était rien d'autre que du travail "non-payé", autrement dit la plus-value dégagée par le travailleur et appropriée par le capitaliste. Bref, l'expression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

# - Théorie de la rente différentielle et du profit résiduel

Pour Ricardo, la rente qui est la rémunération du propriétaire foncier, n'est qu'une rente différentielle qui est née et qui se développe avec la hausse des coûts du fait de la nécessité d'exploiter intensivement les terres anciennes ou extensivement les terres nouvelles. Il reprit ici l'analyse de T.R. Malthus en la précisant davantage. On peut résumer ainsi son raisonnement. Les terres sont à rendement décroissant, donc à coût d'exploitation croissant. La population humaine est en constante augmentation. Donc, l'exploitation intensive ou extensive des terres nécessaire pour nourrir une population en croissance fait augmenter les coûts (coûts du travail et du capital). Les produits agricoles résultant de cette exploitation doivent valoir plus cher pour couvrir les coûts élevés. Dans ce cas, il y a un processus d'alignement à la hausse des prix agricoles, et les exploitants des terres anciennes à faibles coûts réalisent une rente de situation due à la différence des coûts, donc à la différence des rendements. C'est la rente différentielle, qui est accaparée par les propriétaires fonciers du fait de leur situation de monopole ou de quasi-monopole.

Cette rente différentielle ne peut que se développer au fur et à mesure que la

population humaine augmente, vu que les terres cultivables sont en quantité limitée et à rendement décroissant. Cette rente différentielle est bien, dans l'analyse ricardienne, la conséquence de l'inflation des prix agricoles (ellemême conséquence de la croissance démographique et de la rareté des terres cultivables). Elle n'en est pas la cause.

Ainsi se trouve "innocentée" la rente foncière 16. Cependant, ce phénomène de la rente différentielle inquiétait Ricardo qui y voyait la cause principale de la baisse du profit (et surtout du taux de profit 17) des capitalistes exploitants. Donc de la disparition à terme de l'incitation à investir et de l'avènement de ce qu'il appelait "l'état stationnaire" de l'économie.

D'où ses propositions d'ouverture des frontières pour mettre fin au protectionnisme agricole de la Grande-Bretagne depuis l'époque de Cromwell avec les Corn Laws et l'Act of Navigation. Avec Cobden et sa ligue anti-Corr Laws, la Grande-Bretagne a finalement aboli ces lois protectionnistes en 1848 (pour les Corn Laws) et 1850 (pour l'Act of Navigation), avant la signature du fameux traité commercial avec la France de Napoléon III en 1860. D'où aussi ses célèbres théories des coûts comparatifs et de l'équilibre automatique de la balance des comptes (voir plus loin).

## - Loi de baisse tendancielle du profit

Quant au profit, Ricardo le considère comme un simple résidu revenant à l'exploitant capitaliste, une fois le salaire et la rente réglés par ce dernier. Autrement dit, la répartition du revenu global est selon Ricardo de nature tripartite :

Valeur production totale = Revenu global = Salaire+Rente+Profit.

Puisque, selon lui, les rendements des terres sont décroissants, la production totale croît moins vite que la quantité de facteurs de production (travail et capital). Puisque le nombre de travailleurs augmente, même si le taux de salaire reste au niveau du minimum vital<sup>3</sup>, ce dernier augmente avec le coût de la vie (dont les prix agricoles), donc la masse de salaire augmente plus vite que la valeur de la production. Puisque la rente foncière augmente constamment, du fait de la "loi de la rente différentielle", le profit résiduel ne peut que baisser tendanciellement.

Et le taux du profit baisse davantage encore puisque le capital engagé (au dénominateur du rapport) augmente. C'est la "loi de la baisse tendancielle du profit" de Ricardo.

En matière de commerce international, deux théories sont à présenter, celle des "coûts comparatifs" et celle de "l'équilibre automatique de la balance des comptes".

- Théorie des coûts comparatifs (ou des avantages comparatifs)

Si Adam Smith, dès 1776, a déjà préconisé le libre échange et la division internationale du travail (DIT), il ne raisonnait encore qu'en termes de coûts (or d'avantages) absolus. Ricardo estima insatisfaisant ce raisonnement qui risque de ne pas convaincre les nations, produisant tout moins cher que les autres, à accepter la spécialisation, donc le libre échange. Il proposa un raisonnement en termes relatifs. Pour lui : "une nation a intérêt à se spécialiser et à importer des biens qu'elle pourrait produire à un coût plus faible, aussi longtemps que son efficience dans la production d'autres biens exportables est encore relativement plus grande."

L'exemple fourni par Ricardo avec le vin et le drap produits à la fois par la Grande-Bretagne et le Portugal fut absolument clair. Si, pour les mêmes quantités, la Grande-Bretagne doit dépenser 100 hommes par an pour fabriquer du drap et 120 hommes par an pour fabriquer du vin, et le Portugal respectivement 90 hommes par an et 80 hommes par an, il est évident qu'en termes de coûts absolus, le Portugal produit tout en moins cher et n'a aucun intérêt à se spécialiser et à accepter le libre échange.

Mais, en termes de coûts relatifs ou comparatifs :

vin/drap, on a 120/100=1,2 pour la Grande Bretagne, et 90/80=1,125 pour le Portugal, drap/vin, on a 100/120=0,8333 pour la Grande-Bretagne et 80/90=0,8888 pour le Portugal.

Dans ce cas, il est clair que la Grande-Bretagne produit relativement moins cher le drap et le Portugal produit relativement moins cher le vin. La spécialisation des deux pays et le libre échange entre eux sont bénéfiques à tous.

Tant que la Grande-Bretagne, avec le libre échange, peut obtenir plus de 0,8333 unité de vin importée pour une unité de drap exportée, ou peut perdre moins de 1,2 unité de drap pour une unité de vin produite, elle a intérêt à se spécialiser en drap et importer du vin. Même raisonnement pour le Portugal<sup>18</sup>.

Pour Ricardo, si dans un même pays l'échange des richesses s'effectue sur la base d'un échange de quantités de travail égales, le capital et le travail peuvent circuler librement d'un endroit à l'autre, permettant ainsi le nivellement du profit et des salaires, il n'en est pas de même dans le cas des échanges internationaux.

Et l'échange international peut se faire entre quantités de travail inégales, par suite du défaut de mobilité de la population et du capital. Cet échange international doit même se faire car il permet à toutes les nations de profiter au meilleur niveau possible (quantité, qualité, prix) des richesses produites par tous, sans obliger le capital et le travail à se déplacer d'une nation à une autre.

Si le raisonnement de Ricardo est brillant et pertinent, il est évident qu'il ne peut s'appliquer qu'aux seules nations à niveau de développement comparable, qu'à la condition de l'homogénéité des produits et des goûts, qu'en l'absence de toute forme d'impérialisme en matière de fixation des prix, d'organisation du transport des

marchandises et de crédit de financement des échanges, d'administration des technologies et même des besoins.

Tel n'a jamais été le cas, notamment entre les pays fortement et précocement industrialisés et les autres. D'où le phénomène très connu de l'échange inégal, d'impérialisme économique, voire de colonialisme économique. D'où les réactions de protectionnisme (très connues chez les Allemands au XIXe siècle très légitimes dans les PVD de nos jours et même dans beaucoup de pays industrialisés). D'où la nécessité d'instituer des conventions internationales - pour éviter les guerres commerciales ou l'impérialisme économique - du type GATT, Yaoundé, Lomé, AMF...

Nous pouvons aussi remarquer que les pays industrialisés (à commencer par la Grande-Bretagne au XIXe siècle) ont une grande promptitude à utiliser des arguments du type ricardien lorsqu'ils ont besoin de conquérir les marchés extérieurs afin d'écouler leurs surplus, et à crier à la concurrence déloyale à l'égard de beaucoup de PVD et notamment de PNI (pays nouvellemen industrialisés) à propos du bas niveau du coût de main-d'œuvre dans ces pays. Par ailleurs, les pays industrialisés ne se contentent plus d'exporter leurs capitaux et leurs marchandises vers les PVD, comme au XIXe siècle ; ils exportent leurs technologies, leurs usines et bien sûr leurs besoins vers les PVD, dans une grande stratégie de multinationalisation (et donc de "délocalisation des avantages comparatifs") et d'impérialisme économique (car interdisant aux PVD d'avoir la possibilité d'entreprendre un développement auto-centré).

- Théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes.

Dans l'esprit de Ricardo, et vu la nature peu complexe des échanges internationaux au début du XIXe siècle, la balance des comptes comprend essentiellement la balance commerciale

Pour Ricardo, cette balance ne peut jamais être durablement déséquilibrée, ni dans le sens d'un déficit ni dans celui d'un excédent. Elle tend à s'équilibrer spontanément, et les nations qui s'ouvrent au libre échange ne doivent alors n'avoir aucune crainte d'être durablement déficitaires.

Par ailleurs, cet équilibre automatique de la balance des comptes permet, selon Ricardo, non seulement de répartir le stock d'or mondial de façon optimale, c'est-à-dire en fonction des besoins réels de chaque nation, mais aussi d'harmoniser les prix des marchandises, donc le coût de vie entre les nations. C'est la parfaite illustration de la "main invisible" et de la propagande libérale selon laquelle on s'enrichit avec autrui dans le "laisser faire, laisser aller".

Le raisonnement ricardien, en la matière, est très simple : lorsqu'une nation connaît un déficit de sa balance des comptes, elle subit une sortie d'or (quand le point de

sortie d'or est atteint, c'est-à-dire quand il apparaît plus intéressant à cette nation de régler son déficit avec de l'or plutôt qu'avec des devises). Il s'ensuit une baisse de son stock d'or, donc une contraction de sa masse monétaire en circulation (raisonnement, ici, dans le cadre du système d'étalon or pur, en vigueur à l'époque). D'où une chute des prix au sein de l'économie nationale (raisonnement, ici, avec référence à la théorie quantitative selon laquelle le mouvement des prix monétaires est directement et strictement proportionnel à celui de la masse monétaire en circulation). D'où amélioration de la compétitivité nationale et baisse des importations, hausse des exportations. D'où résorption automatique et intégrale du déficit antérieur. Et vice versa.

A l'évidence, il s'agit ici encore d'une théorie très séduisante, en apparence ; d'un argument de poids pour propager la doctrine libre échangiste.

Mais on ne peut oublier que la Grande-Bretagne avait besoin du libre échange pour sacrifier son agriculture et se tourner résolument vers l'industrie, comme pour étendre son empire colonial et commercial. Et, en regardant de près la réalité historique du XIXe siècle, on peut remarquer que <sup>19</sup>:

- l'étalon or était loin d'être pur, et le "currency principle" préconisé par Ricardo était loin d'être appliqué. Les monnaies fiduciaire (en papier) et scripturale (en comptes courants bancaires) étaient déjà très largement émises en contrepartie des créances (sur l'Etat et les agents non financiers)...
- la théorie quantitative était loin d'être vérifiée, surtout à court et même à moyen termes. Donc une diminution du stock d'or n'entraînait pas forcément une chute des prix nationaux ;
- et même si les prix nationaux baissaient suite à une sortie d'or, provoquée par un déficit extérieur, les importations et les exportations ne pourraient ni facilement ni promptement évoluer dans les sens indiqués par le raisonnement ricardien.

Tout dépend des élasticités de ces importations et exportations vis-à-vis des prix relatifs nationaux/étrangers et vis-à-vis des taux de change monnaie nationale/devises étrangères. Tout dépend aussi de l'influence du mécanisme des revenus (analysée par la suite par les néo-keynésiens).

# **John Stuart Mill (1806-1873)**

Si Adam Smith (1776) est considéré comme le précurseur du classicisme libéral, David Ricardo (1817) comme le plus grand des économistes de ce courant de pensée, John Stuart Mill (fils de l'économiste James Mill, très lié avec J. Bentham e J.-B. Say, fondateur dans sa jeunesse de l'Utilitarian Society, employé de la Compagnie des Indes, membre du Parlement britannique) est apparu comme le dernier représentant du libéralisme classique.

Très influencé par le courant de pensée socialiste renaissant en France au début des années 1830, mais encore grand défenseur du libéralisme économique, J.S.

Mill, avec ses *Principes d'économie politique* de 1848 (année de crise économique et financière en Europe ; des révolutions en Europe notamment en Suisse, en Allemagne, en Italie et en France avec la chute de la Monarchie de Juillet le 24/2/1848 ; de la parution du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels) marqua à la fois l'apogée et l'impasse de la pensée libérale.

Et c'est Karl Marx qui assura le prolongement du classicisme économique er opposant à la pensée libérale une critique violente dans *Le Capital* (1867).

Si J.S. Mill est parvenu à offrir dans ses*Principes* une brillante synthèse de la pensée classique libérale en y apportant d'importantes précisions, il a dû admettre que le système d'économie capitaliste fonde sur la propriété privée, tout en étant capable de créer des richesses et d'assurer le progrès socio-économique, était loin de pouvoir résoudre les problèmes d'inégalités et de misères, donc d'assurer véritablement la défense des libertés pour tous les individus.

Tout en préconisant l'égalité des sexes pour limiter la croissance démographique, donc celle des misères populaires, l'(association ouvriers-entrepreneurs pour réduire la lutte des classes, l'économie contemplative avec ralentissement de l'accumulation du capital et de la recherche de croissance, il avoua ne pas être "enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire". Et d'ajouter que "le meilleur état pour la nature humaine est celui dans lequel personne n'est riche, personne n'aspire à devenir plus riche et ne craint d'être renversé en arrière par les efforts que font les autres pour se précipiter en avant."

# 224. LE SOCIALISME RENAISSANT A L'EPOQUE DE J.S. MILL

En réaction contre l'économie politique "classique" libérale, trois courants de pensée se sont développés au XIXe siècle.

# - L'école historique<sup>20</sup>

En opposition avec les "classiques" libéraux qui prétendaient découvrir des "lois naturelles", universelles, permanentes, régissant l'activité économique des sociétés humaines, et par conséquent l'évolution des formes de ces sociétés, l'Ecole historique considérait l'Histoire comme élément fondamental qui devrait expliquer l'évolution des relations économiques.

Nous pouvons rappeler ici que pour Ricardo (dans une lettre adressée à Malthus en 1820) "l'économie est, selon vous, une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une enquête au sujet de la distribution du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. On ne peut rapporter à aucune loi la quantité des

richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur distribution. De jour en jour, je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science." Pour J.S. Mill, la production des richesses obéit à des lois qui "partagent le caractère e vérités physiques" et c'est seulement la distribution des richesses qui est "une institution exclusivement humaine" et qui peut être fondée soit sur un système de propriété privée soit sur un système de propriété commune.

L'école historique reprochait aux "classiques" libéraux la tendance à l'abstraction déductive, à la simplification abusive de la réalité économique et historique. Pour elle, il convenait de procéder à une observation détaillée non seulement des phénomènes économiques et des comportements individuels, mais aussi des institutions juridiques et politiques, des croyances sociales pour pouvoir saisir dans leur totalité les faits socio-économico-historiques. Elle rejetait donc la conception étroite et simplificatrice de l'individu, de l'homo œconomicus, parfaitement rationnel et entièrement dominé par la psychologie hédonistique; elle rejetait aussi la conception du rôle passif de l'Etat-gendarme.

## - L'école protectionniste

En réaction contre l'impérialisme britannique, les économistes américains (dont Henry Charles Carey) et surtout allemands (dont notamment Friedrich List) développèrent vers les années 1840 la doctrine du Protectionnisme éducateur. Mais le protectionnisme, préconisé dans le passé par les Mercantilistes et critiqué par les Physiocrates puis par les Classiques libéraux, était déjà défendu par l'Allemand Johann Gottlieb Fichte (1762-1814) avec sa doctrine du socialisme rationaliste, notamment dans son célèbre ouvrage *L'Etat commercial fermé* (1800). Fichte s'est montré très sévère à la fois envers le Mercantilisme et envers le libéralisme :

"Les gens émigrent et cherches sous d'autres cieux un refuge contre cette pauvreté à laquelle ils ne peuvent échapper sur le sol national ; ou bien encore le gouvernement en fait une marchandise dont il tire de l'argent de l'étranger... Les propriétés agricoles voient baisser leurs prix ou demeurent incultes dans un pays privé d'habitants... L'Etat se vend lui-même son autonomie, il recueille des subsides, se faisant ainsi la province d'un autre pays... Il y a là une marche progressive irrésistible où l'on guérit un mal par un mal plus grand".

Avec Friedrich List (1789-1846) qui, le premier, a eu l'idée de construction du Zollverein (réalisé en 1834), et le *Système national d'économie politique* (1840), les protectionnistes ne s'opposèrent pas seulement au libre-échange générateur de l'impérialisme, mais aussi à l'approche individualiste des classiques libéraux. Pour List, si les sociétés humaines doivent passer par cinq stades (état sauvage, état pastoral, état agricole, état agricole-manufacturier, état

complexe ou normal, c'est-à-dire état agricole-manufacturiel-commercial) l'Etat doit veiller à réaliser l'éducation industrielle de la nation en instituant un protectionnisme éducateur dans les phases intermédiaires. Cependant, pour List, ce protectionnisme éducateur ne peut s'appliquer qu'aux nations disposant des ressources leur permettant d'accéder au stade final, n'ayant pas encore une industrie satisfaisante pour faire face à la concurrence étrangère.

#### - Les écoles socialistes

En réaction contre l'individualisme et l'égoïsme forcenés prônés par les Classiques libéraux, contre les inégalités, les abus de pouvoir, les misères des classes laborieuses générées par la pratique du libéralisme économique, la pensée socialiste oppose à la problématique de liberté individuelle, celle de la cohésion sociale et de la dignité humaine.

De Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) et son idéalisme social à Pierre Josepl Proudhon (1809-1865) et son socialisme anarchiste, le socialisme utopiste s'opposa farouchement au "laisser-faire, laisser-aller" des libéraux et rêva d'une société sans classe, sans égoïsme, sans oisiveté, sans propriété privée (gouvernement des techniciens chez les Saint-Simoniens, ateliers sociaux autogestionnaires avec Louis Blanc, phalanstères de Charles Fourier, colonie communiste de New Harmony et Indiana de Robert Owen...)

Après le communisme utopique de Thomas Moore (L'utopie, 1516) et de Giovanni Campanella (La cité du soleil, 1623) s'inspirant du communisme aristocratique de Platon et développé en pleine période mercantiliste, cette renaissance du socialisme intervint dans un monde profondément bouleversé par la révolution industrielle, et à une époque où, conscients de leur sort d'exploités, les ouvriers commençaient à s'organiser pour revendiquer leurs droits de citoyens libres et l'amélioration des conditions de travail et de rémunération.

Le droit de coalition ouvrière fut reconnu en 1824 en grande-Bretagne, en 1864 en France, en 1869 en Allemagne.

En Grande-Bretagne, naissance du syndicalisme avec la Grand Nationa Consolidated Trades Union en 1834, créée par Robert Owen, patror philanthrope et socialiste, avec 50.000 membres. Son échec conduisit à la création des syndicats de métiers à partir de 1846, réunis dans une centrale de liaison : le London Trades Council, en 1870.

En France : grève ouvrière tolérée en 1864, syndicalisme reconnu en 1884, création de la C.G.T. en 1895.

Multiplication des coopératives ouvrières à partir de 1815 en Grande-Bretagne, et des sociétés de secours mutuel dès 1830. Modification des législations du travail des 1819 en Grande-Bretagne et 1841 en France.(Loi Guizot, applicable de fait en 1893...).

Ce socialisme utopiste et brouillon trouvera son expression scientifique dans

l'œuvre de Karl Marx à partir de 1867 (publication du premier livre du *Capital*), œuvre qui se heurtera au renouveau du libéralisme économique avec les néoclassiques marginalistes à partir de 1870.

### 23. LE NEO-CLASSICISME DE LA FIN DU XIXe SIECLE

Ce courant de pensée prétend au dépassement des querelles doctrinales (autour du régime de la propriété privée, du rôle de l'Etat dans l'économie...) et à la construction d'une science économique "neutre", "pure".

# 231. LE CONTEXTE SOCIO-HISTORIQUE

Le courant de pensée néo-classique libéral est né et s'est développé dans un contexte socio-historique tout a fait particulier de la fin du XIXe siècle.

## - Sur le plan social

Avec l'influence du courant de pensée socialiste, mais aussi avec le développement de l'industrialisation, donc de la concentration ouvrière, le mouvement ouvrier s'est développé. On assiste notamment à la naissance des premières internationales ouvrières (première internationale créée en 1864 à Londres avec tous les socialistes et notamment les Proudhoniens, mais qui échoue en 1876 cause de la querelle entre marxistes et anarchistes. Fondation de la deuxième internationale, d'inspiration marxiste, en 1889, lors du centenaire de la Révolution française. Enfin, troisième internationale, en 1919, pour soutenir le gouvernement soviétique menacé par la guerre civile et la réaction étrangère).

Au niveau syndical, si la TUC (Trades Union Congress) fut instituée en 1868 et Grande-Bretagne, la répression pratiquée par les Etats ont retardé la constitution des grandes centrales syndicales (U.S.A.: 1886, AFL, Ass. Fed. of Labor; Allemagne 1890, résurrection syndicale et création de l'Association générale des travailleurs en 1900; Italie: 1891, création de la Confédération italienne des Travailleurs catholiques après l'encyclique sociale de Léon XIII "Rerum Novarum" et création de la C.G.T. italienne en 1906; France: 1895, création de la C.G.T. française, plus de 10 ans après le vote de la loi Waldeck-Rousseau en 1884 autorisant la formation des syndicats).

Face à ce mouvement ouvrier, la Bourgeoisie, tout en luttant contre les anciennes classes possédantes, bourgeoisie chercha aussi à constituer des blocs pour mieux asseoir son pouvoir. La grande bourgeoisie (avec de grandes familles ou dynasties telles que les Krupp, les Rotschild, les Pereire, les Mallet, les Hottinger, les Moreau, les Dellesert, les Schneider...) triompha et influença profondément l'évolution des économies et des sociétés (influence des Lobbies sur la » politique du parti républicain américain ; des banquiers et industriels sur les gouvernements conservateurs britanniques ; en France, "les droits de l'homme et le Code civil ont permis aux" dynasties bourgeoises de traiter d'égal à égal avec l'aristocratie traditionnelle, qui se soumet après 1830, se retire sur ses terres ou accepte de siéger dans des conseils d'administration où la particule est une image de marque flatteuse"(J.-P. Rioux)<sup>21</sup>. Elle assura son influence sur l'opinion avec la presse et la

littérature, la pratique de la philanthropie, le financement de l'éducation et des recherches, les possibilités de promotion sociale offertes à la population active. "Ses dons, ses bals de charité, ses réseaux mondains lui assurent une Eglise catholique à évêques dociles ou sensibles à ses flatteries. Ses influences, ses budgets de recherche technique lui assurent un milieu enseignant dévoué où, des humanités gréco-latines à l'Ecole des Mines et aux conseils d'administration, l'esprit de finesse couvre les opérations de Bourse. Sa promotion mondaine, ses tapages expriment de façon ostensible la supériorité que lui reconnaît l'ensemble du corps social, à grand renfort de Légions d'honneur"<sup>22</sup>

# - Sur le plan politique

A côté des partis politiques conservateurs, on assiste à la naissance des partis politiques d'inspiration socialiste et ouvrière.

En Grande-Bretagne : 1893, création de l'Independant Labour Party, puis et 1906 du Labour Party.

Aux U.S.A.: 1869, fondation des "Knights of Labor", puis en 1877 du Socialis Labor Party.

En Allemagne : 1863 création du premier parti socialiste allemand, Association générale des travailleurs avec Ferdinand Lassalle.

En France : après l'expérience de la Commune de Paris en mars-mai 1871 (suite à la défaite française en 1870 et la constitution de la Ille République avec Thiers et les conservateurs) écrasée dans le sang par les "Versaillais", les socialistes ont dû attendre 1876 pour organiser, non sans difficultés, des "congrès ouvriers"; en 1879, au congrès de Marseille, est créée la Fédération du parti des travailleurs de France, sous l'impulsion de Jules Guesde; en 1881. au congrès de Saint-Etienne, scission en Parti ouvrier français (POF), animé pa Jules Guesde et Paul Laffargue et Fédération des travailleurs socialistes animée par Paul Brousse et Jules Joffrin, qui donnera naissance en 1890 au Parti socialiste ouvrier révolutionnaire (PSOR). En 1896, création du Part Socialiste Révolutionnaire (PSR), avec les communards amnistiés, dont A Blanqui et E. Vaillant. A partir de 1901, formation de deux partis de gauche : Parti socialiste ce France (PSDF) avec le POF et le PSR d'inspiration marxis et révolutionnaire et le Parti socialiste français (PSF) avec Brousse, Jaurès qu s'affirmait évolutionniste. Au "congrès du Globe" de 1905, l'unité des socialistes s'affirma avec la naissance de la SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière.

En Italie et en Pologne : 1892, création du Parti socialiste.

En Autriche: 1889, fondation du Parti social démocrate autrichien

En Russie : 1898, fondation du Parti ouvrier social-démocrate, puis scission au congrès de Londres en 1903, entre Mencheviks et Bolcheviks (dirigés par Lenine).

## - Sur le plan international

La fin du XIXe siècle fut caractérisée par une importante expansion coloniale.

En Grande-Bretagne, sous l'influence du Puritanisme, les écrivains exaltaient le rôle de l'Angleterre, "nation élue", dans sa mission de promotion du progrès et de la civilisation (Thomas Carlyle, 1795-1881) et célébraient le "fardeau de l'homme blanc" (Rudyard Kipling, 1865-1936).

Cette expansion coloniale a abouti à la proclamation de la reine Victoria impératrice des Indes en 1877, à l'occupation de l'Egypte par les Britanniques en 1882, à la conquête de la Cochinchine dès 1862, au partage de la Chine à partir de la guerre de l'opium, en 1840, entre les Puissances européennes, avec le système des concessions.

## - Sur le plan économique

La deuxième moitié du XIXe siècle voit s'opérer le démarrage économique des principaux pays occidentaux. En 1880, le PNB de ces pays était de plus de cinq fois supérieur à celui de 1750 et de presque quatre fois supérieur à celui de 1800<sup>23</sup>. La population de ces pays, qui était en 1802 de 224,8 millions d'habitants (23,56 % du total mondial), est passée en 1900 à 524,5 millions d'habitants (31,78 % du total mondial), soit une multiplication par 2,33 en un siècle<sup>24</sup>

En Europe, la puissance des machines à vapeur est passée de 450.000 CV er 1840 à 2.760.000 CV en 1870 et 6.350.000 CV en 1888. Le réseau ferré est passé, en Europe, de 23.500 km en 1850 à 104.000 km en 1870, puis 282.000 km en 1900. En Russie, respectivement 1.000 km, 10.500 km et 50.000 km. Er Amérique du Nord, respectivement 14.800 km, 40.000 km et 357.000 km.

Ce développement économique était aussi accompagné d'une très importante tertiarisation des économies, avec la multiplication des activités de services liée à l'urbanisation, à la complexité croissante de l'économie, au développement des besoins nouveaux et du pouvoir d'achat des individus.

Quelques exemples : En France, le nombre de commerçants, de transporteurs, d'employés est passé de 0,770 million en 1876 à 1,8 million en 1911 ; les commerces d'alimentation ont vu leurs effectifs tripler en 25 ans à partir de 1850.

Avec le développement de l'activité bancaire et financière, ainsi que celui de la capacité d'épargne des individus, non seulement le nombre d'établissements financiers a fortement augmenté<sup>25</sup>, mais l'activité bancaire est devenue de plus en plus populaire et a commencé à participer véritablement à l'effort de croissance (au lieu de se contenter de financer l'Etat et le commerce international comme auparavant). Ainsi, la monnaie de banque (monnaie scripturale) s'est très fortement développée et les dépôts d'épargne se sont aussi sensiblement accrus.

#### Masse monétaire de 3 grands pays : R.U., F, USA (milliards \$ et %)

	1815	1848	1872	1892	1913
Mo.Métal.	678 (33%)	1002 (17%)	1748 (28%)	1961 (15%)	2638 (10%)
Mo. papier	267 (26,5%	311 (20%)	1355 (32%)	1816 (22%)	3818 (19%)
Mo. script.	65 (6,5%)	278 (17%)	1176 (27%	4365 (54%)	13345(68%)
TOTAL	1010 (100%)	1591 (100%)	4279 (100%)	8142 (100%)	9563 (100%)
				(M. Niveau, p. 268)	

#### Bilan de la CDC (millions de F. et %)

(Caisse des Dépots et Consignations française qui accueille l'essentiel des dépôts d'épargne et qui finance essentiellement l'Etat et les collectivités locales)

	1816	1848	1870	1890	1913
Dépôts/Cons.	7 (87,5%)	96 (36%)	498 (33,13%)	572 (10,3%)	592 (6,19%)
Caisse d'épargne		108 (40,6%)	647 (43,05%)	3417 (68,7%)	6308 (65%)
Caisse prévoy.	-		161 (10,1%)	756 (15,2%)	2056 (21,5%)
Org. divers	1 (12,5%)	10 (3,76%	26 (1,73%)	73 (1,47%)	573 (6%)
Divers	-	52 (19,55%)	171 (11,38%)	215 (4,52%)	34 (0,35%
TOTAL	8 (100%)	266 (100%)	1503 (100%)	4973 (100%)	9563 (100%)
				(R. Priouret, dans J. Bouvier, p. 149)	

## - Sur le plan scientifique

C'est à partir du début du XIXe siècle que l'on assista à un formidable épanouissement des sciences mathématiques et notamment des calculs infinitésimaux et différentiels (découverts par les grecs depuis Zénon, Leucippe, Eudoxe et surtout Archimède, plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, enrichis notamment au XVIII siècle par Kepler et Galilée, puis au XVIIIe siècle par Euler et Lagrange). Cett évolution des sciences mathématiques n'a pas seulement servi au développement des sciences physiques mais aussi à celui de la science économique.

Ainsi, William Godwin (1756-1836, Essai sur la justice politique et son influence sur la moralité et le bonheur, 1793) et surtout Jeremie Bentham (1748-1832, Principes de morale et de législation, 1789; Manuel d'économie politique, 1793-1795; Institute d'économie politique, 1801-1804) s'étaient-ils déjà largement servi du raisonnement à la marge pour développer leur réflexion sur les concepts d'utilité, de bonheur et de justice sociale. Malthus et Ricardo, au début du XIXe siècle, ont aussi utilisé le raisonnement à la marge pour élaborer leurs théories des prix et notamment de la rente foncière (théorie de la rente différentielle).

Par la suite, Henri von Thünen (L'Etat isolé, 1824), Hermann Henrich Gosser (Exposition des lois de l'échange, 1854) ont nettement développé ce raisonnement à la marge pour introduire dans la science économique ce que l'on nomme aujourd'hui la théorie du choix optimal (Pour Thünen "l'application de doses successives de travail sur une terre doit continuer jusqu'à ce que le rendement supplémentaire obtenu grâce au dernier travailleur employé soit égal en valeur au salaire qu'il reçoit", pour Gossen le comportement du consommateur obéit à une loi qui veut que la satisfaction maximale possible soit obtenue lorsque les satisfactions qui lui sont procurées par les unités monétaires marginales dépensées pour l'achat de divers biens sont égales).

Avec Augustin Cournot (1801-1877, Principes mathématiques de la théorie

des richesses, 1838; Exposition de la théorie des chances et des probabilités, 1843; Traité de l'enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire, 1861), l'introduction du raisonnement à la marge est capitale dans la formulation de la théorie des prix et des marchés (le maximum de profit pour une entreprise est obtenu lorsque son coût marginal est égal à sa recette marginale... et en situations de monopole et de duopole étudiées par Cournot, cette égalisation Cm = Rm permet non seulement la détermination de la quantité offerte mais aussi du prix pratiqué par l'entreprise sur le marché).

Enfin, avec Arsène-Jules Dupuis (polytechnicien, administrateur des Ponts e Chaussées, *De la mesure de l'utilité des travaux publics*, 1844; *De l'influence des péages sur l'utilité des voies de communication*, 1849; *De l'utilité et de sa mesure*; *de l'utilité publique*, 1853), on peut dire que la véritable théorie de la valeur-utilité marginale est née, annonçant ainsi l'école néo-classique marginaliste de 1870, avec notamment Stanley Jevons et Léon Walras qui, tous deux, lui rendront un important hommage : "L'ingénieur français Dupuit est probablement celui auquel il faut faire remonter le mérite d'avoir le tout premier parfaitement compris la théorie de l'utilité", écrit S. Jevons en 1879 dans la préface de la deuxième édition de sa *Théorie de l'économie politique*.

# 232. LES PRINCIPALES IDEES DES NEO-CLASSIQUES MARGINALISTES

# 232.1 La problématique du choix rationnel

Pour les néo-classiques marginalistes, tous les problèmes de l'économie politique peuvent être ramenés à un seul, celui du choix rationnel.

Ainsi, la demande de biens et services procède-t-elle d'un choix rationnel du consommateur entre plusieurs biens et services ou entre un bien ou service et la monnaie à débourser. La production et l'offre des biens et services procèdent aussi d'un choix rationnel des producteurs entre plusieurs facteurs de production, entre la recette attendue et les coûts à supporter. La demande et l'offre des facteurs de production (travail, capital, matière) procède aussi d'un choix rationnel des individus qui ont besoin de ces facteurs ou qui détiennent ces facteurs. Le travailleur, par exemple, qui détient une force de travail, l'offre à l'employeur en faisant un choix rationnel entre son temps de loisir et son temps de travail offert qui le prive de loisir, lui coûte en termes de fatigue, de liberté, de manque à gagner dans une éventuelle autre activité, de vieillissement, d'accidents du travail..., mais lui rapporte un revenu lui permettant d'acquérir des richesses qu'il ne peut produire.

Ce choix rationnel est conçu comme un choix optimal, c'est-à-dire celui qui procure à l'individu le maximum de plaisir (ou d'utilité, ou de satisfaction, ou de bonheur) possible, eu égard aux différentes contraintes dont l'aspect principal est le revenu (ou le budget) de l'individu.

En termes mathématiques, il s'agit d'un calcul d'optimisation sous contraintes

(maximisation de l'utilité ou de production ou de recette ou de profit... sous contraintes du revenu ou du budget ou de la technologie ou du temps à vivre...).

A supposer que tous les individus dans la société soient parfaitement rationnels, parfaitement informés de tout ce qui se passe dans la société, alors leurs différents choix ne peuvent être que rationnels ou optima. L'optimum de toute la société est alors obtenu (optimum social).

Avec cette problématique de choix rationnel et optimal, les néo-classiques marginalistes ont considéré que la question fondamentale en économie politique n'était pas celle de la recherche d'une quelconque justice au sens moral du terme, mais seulement celle de l'optimum, de l'efficience, de la satisfaction maximale des besoins de chacun et de l'ensemble de la communauté, avec l'utilisation la plus rationnelle des ressources disponibles (naturelles et humaines).

La répartition du revenu national, donc l'inégalité ou l'injustice dans cette répartition, qui préoccupait tant les philosophes et les économistes de la période antérieure, et qui est à l'origine de la critique socialiste et marxiste, est devenue chez les néo-classiques marginalistes une simple question de détermination des prix des facteurs de production, résultant elle-même des choix rationnels des individus.

Dans cette optique, on peut dire qu'il n'y a pas de répartition juste ou injuste mais seulement optimale ou sous-optimale, rationnelle ou irrationnelle, efficiente ou inefficiente. Il ne s'agit donc pas de procurer beaucoup de richesses à des individus qui ne savent pas en profiter ou les utiliser de façon rationnelle pour eux et pour l'ensemble de la communauté. On rejoint ici la fameuse thèse aristotélicienne de la justice distributive (Voir *Ethique aristotélicienne* en annexe de la dissertation sur Max Weber).

Keynes, lui-même disciple des marginalistes, a dû avouer que "l'immense accumulation de capital fixe qui, pour le plus grand bénéfice de l'humanité, a été réalisée au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, n'aurait jamais été possible dans une société où la richesse aurait été répartie de façon équitable" (Les conséquences économiques de la paix, 1919). Et l'un de ses plus célèbres disciples, Mrs Joan Robinson a pu ironiser : "En situation de concurrence parfaite, le salaire réel de chaque type d'emploi est supposé mesurer le produit marginal qu'il apporte à la société. Le salaire d'un professeur d'économie politique représente sa contribution à la société et il en va de même pour celui d'un éboueur. Cette théorie est évidemment très satisfaisante pour les professeurs d'économie politique, mais ici encore, ce raisonnement ne me paraît mener nulle part. Il n'y a pas d'autre façon de mesurer le produit marginal d'un agent économique Quelconque que de se fier au salaire qu'il reçoit. En bref, nous n'avons sous la main aucune théorie valable en matière de distribution. Nous n'avons rien à dire sur le sujet qui, plus qu'un autre, passionne les gens que la science économique est supposée éclairer".

Les marginalistes, en réfutant la théorie de la valeur-travail des classiques et de Marx, élaborent une nouvelle théorie de la valeur d'échange, en empruntant aux mathématiciens le raisonnement à la marge.

Pour eux, si la valeur d'usage d'un bien est fondée sur l'utilité totale de ce bien, c'est-à-dire sur son aptitude à satisfaire un besoin, un désir de l'homme, la valeur d'échange d'un bien n'est pas fondée sur le travail mais sur l'utilité marginale de ce bien, c'est-à-dire l'utilité de la dernière dose de ce bien qu'un individu désire.

W. Stanley Jevons (1835-1882, *Théorie de l'économie politique*, 1871), Carl Menger (1840-1921, *Les fondements de l'économie politique*, 1871), Léon Walras (1834-1910, *Elements d'économie politique pure*, 1874) sont les trois grands économistes de l'école marginaliste à avoir bien précisé cette notion de valeur-utilité marginale.

Après avoir précisé les concepts de besoin, d'utilité et d'économicité des biens (Carl Menger), ces économistes précisent la notion de valeur d'échange :

"C'est un fait que le travail, une fois qu'il a été dépensé, n'a pas d'influence sur la valeur future d'un objet : il a disparu et est perdu pour toujours. Dans le commerce, ce qui a disparu est disparu pour toujours ; nous devons toujours partir de zéro à chaque moment et payer les valeurs des choses en considérant leur utilité future... La valeur dépend uniquement du degré final d'utilité." (S. Jevons)

Ainsi, contrairement aux classiques et à Marx qui affirmaient que, dans un échange, les individus échangent en fait deux quantités de travail égales, pour les marginalistes, dans un échange, les individus échangent en fait deux utilités marginales. Chaque individu se débarrasse d'une quantité de bien dont l'utilité marginale lui apparaît comme faible, et acquiert en contre-partie une quantité d'un autre bien dont l'utilité marginale lui apparaît comme importante.

Si, pour les "classiques" et Marx, une unité d'un bien X s'échange contre deux unités d'un bien Y, c'est parce que l'unité du bien X a requis deux fois plus de travail pour être produite que l'unité du bien Y ; pour les marginalistes "néo-classiques", c'est parce que l'utilité marginale du bien X est deux fois supérieure à celle du bien Y.

Bref, si pour les "classiques" et Marx la valeur relative de deux biens est égale au rapport de deux quantités de travail nécessaires à produire chaque unité de ces deux biens, pour les marginalistes "néo-classiques" elle est égale au rapport des utilités marginales de ces deux biens. Ainsi, pour les marginalistes, l'échange entre deux biens se réalise lorsque le rapport de leur utilité marginale est strictement égal à celui de leur prix monétaire. Autrement dit, lorsque les utilités marginales pondérées par les prix des deux biens sont strictement égales.

C'est la règle d'égalisation des utilités marginales pondérées.

On a: 
$$\frac{Umx}{Umy} = \frac{Px}{Py}$$
 ou  $\frac{Umx}{Px} = \frac{Umy}{Py}$ 

Umx = utilité marginale de X

Px = prix monétaire de X

Umy = utilité marginale de Y

Py = prix monétaire de Y

Umx et Umy sont supposées décroissantes avec x et y (besoins saturables)

# 232.3 La théorie de l'équilibre partiel

Au niveau des individus, c'est la théorie du choix optimal ou de l'équilibre du choix.

Chaque individu a des désirs ou besoins (qui peuvent être représentés par une fonction-objectif) dont il cherche à obtenir la satisfaction maximale. Mais chaque individu a des contraintes (qui peuvent être représentées par une fonction de contrainte) qu'il doit respecter. Le problème est donc la recherche de l'optimum ou de l'équilibre du choix, c'est-à-dire celui qui procure le maximum de satisfaction des désirs ou besoins, tout en tenant compte des contraintes.

Ce choix optimal est atteint lorsque les utilités marginales pondérées des biens désirés sont strictement égales.

Du type: 
$$\frac{Umx}{Px} = \frac{Umy}{Py} = \frac{Umz}{Pz} = ...$$

(voir Annexe A4)

Pour un travailleur qui cherche à maximiser son bien-être et qui doit choisir entre travailler et profiter du temps libre, il y a aussi un choix optimal. Sa contrainte étant 24 heures à vivre par jour, il doit savoir partager au mieux ce temps. Si l'on considère<sup>(1)</sup> son temps de travail qu'il veut offrir à la société et (w) son taux de salaire horaire, et si l'on suppose qu'il travaille pour gagner un salaire (wl) destiné à être utilisé entièrement pour acheter une quantité de biens et services (q) dont le prix unitaire est (p), alors l'utilité marginale de son temps de travail offert est en fait l'utilité marginale de q. On a : Uml = Umq. Si l'on considère son temps de loisir c'est-à-dire de non-travail ( $l_0 = 24$  -l), le coût du loisir est en fait son salaire perdu et le coût marginal du loisir, c'est-à-dire en fait le prix du loisir, c'est w.

Dans ce cas, le choix optimal est obtenu lorsque 1 et 10 sont tels que

$$\frac{Uml_0}{w} = \frac{Umq}{p}$$
 ou  $\frac{Uml_0}{Umq} = \frac{w}{p}$ 

Cette théorie marginaliste de l'équilibre individuel peut très bien être utilisée par les pouvoirs publics pour orienter le comportement des individus, des entreprises. Exemple : Pour relancer les investissements des entreprises (c'est-à-dire augmenter K), on cherche à réduire le coût relatif du capital . Dans ce cas, l'équilibre du choix, avec peut perturbé. Pour le rétablir il faut que peut diminue à son tour. Et pour cela, ou Pmk diminue ou Pml augmente, ou les deux à la fois. Or, pour que Pmk diminue, il faut que K augmente, et pour que Pml augmente, il faut que L diminue. (Pmk et Pml sont supposées décroissantes avec k et l, hypothèse de rendements décroissants).

Pour réduire le chômage dans le sens de réduction de l'offre du travail (des travailleurs) on peut réduire le taux de salaire w, ce qui signifie à la fois réduction du coût marginal du loisir et réduction du pouvoir d'achat de l c'est-à-dire q.

L'équilibre de choix des travailleurs est perturbé, wavec augmente et wl diminue

(donc q diminue donc Umq augmente et  $\frac{Umq}{p}$  augmente si p reste inchangé). Si  $\frac{Umq}{p}$  augmente moins vite que  $\frac{Uml_0}{w}$ , les travailleurs peuvent être incités à augmenter  $l_0$ , donc réduire 1. On peut aussi envisager (notamment pour les femmes et les jeunes) d'augmenter le coût marginal de la recherche d'emplois (avec des allocations multiples), ce qui revient à réduire Uml et/ou augmenter Uml<sub>0</sub>, et donc encourager les individus à préférer  $l_0$  à l.

#### Au niveau des marchés

Avec Augustin Cournot, puis Walras, Alfred Marshall (*Principes d'économie politique*, 1890), F.Y. Edgeworth (*Psychologie mathématique*, 1887), les marginalistes développent l'analyse de la formation des prix et du profit sur différents types de marché.

Pour les premiers néo-classiques, c'est la concurrence pure et parfaite (CPP) qui constitue le cas général, le monopole un cas particulier.

Avec John Maurice Clark (L'économique des coûts fixes, 1923), Pierre Sraffa (Les lois des rendements dans les conditions de la concurrence, 1926) et surtout Edward Chamberlin (La théorie de la concurrence monopolistique, 1933) et Joan Robinson (L'économique de la concurrence imparfaite, 1933), les économistes ont progressivement abandonné l'hypothèse de la CPP pour analyser des formes de marché beaucoup plus proches de la réalité, notamment l'oligopole et la concurrence monopolistique.

Le marché est le lieu de rencontre entre offre et demande concernant un bien ou un service. L'offre du marché est la somme des offres individuelles et la demande du marché est la somme des demandes individuelles.

Si le marché est parfait (concurrence pure et parfaite ou CPP, revoir définition à la page 9), alors il y a autorégulation de l'offre et de la demande grâce à la parfaite flexibilité du prix (prix d'équilibré) et le prix d'équilibre s'impose à tous, offreurs

comme demandeurs. On dit que le prix est une donnée (qui échappe à la volonté de chacun).

Dans ce cas, les entreprises sont des "*Price Takers*", c'est-à-dire doivent se soumettre au prix du marché, sans pouvoir le fixer elles-mêmes, individuellement.

Pour chaque entreprise, donc, quelle que soit la quantité produite et vendue, le prix est le même : celui du marché, à un moment donné.

Puisque la recette moyenne RM n'est autre que le prix  $\frac{P(RM = \frac{RT}{q} = \frac{P.q}{q} = P)}{q}$ , et que la dernière unité produite est vendue au même prix que les autres unités, alors la recette marginale Rm est aussi égale au prix. D'où RM = Rm = P

Puisque les coûts unitaires (moyen et marginal) varient avec la quantité produite, alors la logique veut que : tant que le coût marginal (Cm) est inférieur à la recette marginale (Rm), c'est-à-dire, ici, au prix (P), la dernière unité produite et vendue reste rentable, c'est-à-dire rapporte un profit positif (Πm>0). Dans ce cas, le profit total (qui comprend le profit marginal) croît, et l'entreprise a intérêt à continuer à produire et à vendre. Lorsque Cm<Rm, c'est-à-dire Cm<P, alors Πm<0, et le profit total diminue.

Il en résulte que : lorsque Cm = Rm = P, alors  $\Pi m = 0$  et le profit total est maximum.

(Pour la démonstration mathématique, voir annexe A5)

Bref : pour maximiser son profit, chaque entreprise doit, en CPP, produire et offrir une quantité telle que son coût marginal (Cm) ou coût de la dernière unité produite, soit parfaitement égal à sa recette marginale (Rm) ou recette de la dernière unité offerte. Autrement dit, telle que le profit marginal ou profit sur la dernière unité offerte soit nul.

Vu la transparence, la fluidité du marché CPP, l'existence d'un quelconque profit, aussi faible soit-il, incite de nouveaux producteurs à entrer sur le marché. Donc : offre globale augmente et prix d'équilibre diminue. Ce, jusqu'à ce que tout profit soit annulé. Ainsi : le prix d'équilibre en longue période s'établit au niveau du minimum du coût moyen le plus faible sur le marché, et seule l'entreprise ou les entreprises ayant ce coût moyen le plus faible resteront sur le marché.

Bref : en CPP, s'il peut exister du profit à court terme, tout profit doit disparaître à long terme. Les entreprises couvrent tout juste leurs coûts et les consommateurs sont au maximum satisfaits (en volume de consommation, en prix).

Si pour une raison quelconque, les ressources deviennent rares, les coûts de

production augmentent et l'offre diminue (ou devient nulle), alors le prix d'équilibre du marché augmente. Bref : la CPP indique instantanément et l'intensité des besoins des consommateurs et la rareté des ressources disponibles.

Au total, la CPP permet à la fois de satisfaire au mieux les besoins et d'allouer au mieux les ressources disponibles d'une économie.

Les économistes libéraux classiques et néo-classiques considèrent que tous les marchés devraient être des CPP, donc il devrait y avoir, selon eux, à la fois satisfaction maximale possible des besoins de chacun, allocation optimale des ressources de l'économie et profit nul.

En fait, croire que les marchés sont des CPP, c'est croire que tous les individus sont parfaitement rationnels, parfaitement informés de tout ce qui se passe dans l'économie, parfaitement libres de s'y mouvoir, parfaitement incapables d exercer sur autrui un effet de domination. *Ce qui relève aune pure fiction*.

Néanmoins, le modèle théorique de la CPP est utile pour la compréhension des marchés réels qui sont imparfaits<sup>26</sup>, des phénomènes qui sont à l'origine de l'imperfection des marchés, donc du blocage du mécanisme de l'autorégulation, à l'origine des gaspillages des ressources...

Ainsi, pour éviter les gaspillages des ressources, la hausse des prix, l'abus de pouvoir des entreprises nationales concentrées..., on peut pratiquer l'ouverture des frontières, c'est-à-dire le libre-échange. C'est par exemple ce qu'a fait la Grande-Bretagne au XIXe siècle<sup>27</sup>, ce que font les nations dans le cadre du GATT depuis la Deuxième guerre mondiale, ce qu'essaient de faire la Chine populaire et l'URSS aujourd'hui. Pour éviter les goulets d'étranglement - donc chômage et pénurie de main-d'œuvre - on peut pratiquer la flexibilité du travail avec amélioration de l'information, suppression des entraves, désengagement de l'Etat, déréglementation... C'est ce qu'essaient de faire, depuis la fin des années 70, les pays industrialisés.

Cependant, aucun marché ne pouvant être parfait et les marchés n'étant pas capables d'offrir des solutions à tous les problèmes qui se posent à l'économie et à la société (par exemple : besoins de justice sociale, de satisfaction en biens et services collectifs dont l'éducation, la justice, la défense, la sécurité ne sont pas des moindres, de prévisions à moyen et long terme...), un bon compromis doit être recherché entre marché et intervention de l'Etat, entre marché et plan, entre efficience économique et justice sociale.

C'est le problème essentiel pour toute économie et toute société.

# 232.4 Les théories de l'équilibre général et de l'optimum social néo-classiques

Si, pour S.-B. Say (1803) il existe une loi dite "loi des débouchés" (selon laquelle toute offre crée automatiquement une demande de même valeur, même si l'échange dans l'économie s'effectue avec de la monnaie. Autrement dit la monnaie est "neutre") et il y a indépendance des marchés (lesquels sont considérés comme parfaits); et si l'approche de l'équilibre partiel considère comme indépendants les

choix et les équilibres des individus, des entreprises individuelles, il est évident que l'on ne peut aborder, comprendre l'économie dans son ensemble. Car l'économie n'est pas simplement une juxtaposition des choses et des individus, en situation d'indépendance les uns par rapport aux autres.

L'interdépendance entre les divers phénomènes, les divers choix, les diverses décisions individuelles doit donc être appréhendée pour comprendre l'économie, la société.

Abandonnant l'approche partielle pour une approche globale, peut-on encore démontrer l'existence des équilibres individuels et de l'équilibre général ? Léon Walras et Vilfredo Pareto prétendent que oui, mais leur démarche, contrairement à celle des macro-économistes, demeure typiquement micro-économique. Ils partent des situations individuelles pour aboutir à l'équilibre général (L. Walras) ou à l'optimum social (V. Pareto).

## Equilibre général de Léon Walras

*En premier lieu*, pour Walras, si dans une économie, dans une société, chaque individu est rationnel, il utilise la totalité de ses dotations initiales de ressources (sa force physique, sa force mentale, ses biens matériels) pour rechercher le maximum de sa satisfaction, de son bien-être, de son utilité.

Dans ce cas, la somme des valeurs des demandes nettes (excès de demande sur l'offre) doit être nulle, quel que soit le système des prix relatifs (prix d'un bien par rapport à un autre bien). Autrement dit, la valeur totale des demandes doit être égale à celle des offres. Bref, l'équilibre économique global est automatiquement atteint.

C'est la *première loi de Walras*, qui n'est qu'une autre expression de la loi de J.-B. Say.

En second lieu, pour Walras, avec l'échange des dotations initiales des ressources, en fonction de leurs désirs, de leur fonction d'utilité, les individus (consommateurs, producteurs, travailleurs, employeurs) peuvent non seulement atteindre leur optimum (maximum d'utilité ou de satisfaction sous contraintes) mais aussi obtenir ensemble l'optimum social du type Pareto (situation à partir de laquelle l'amélioration du sort d'un individu ne peut se réaliser qu'avec la dégradation de celui d'au moins un autre individu).

Ces optima individuels et cet optimum social peuvent être atteints avec égalisation de tous les TMS (taux marginaux de substitution entre biens et/or entre facteurs de production). Cependant si ces optima individuels et cet optimum social correspondent à la fois à la meilleure situation possible et pour chaque individu et pour toute la collectivité, et à l'équilibre global de l'économie (1ère loi de Walras), ils ne permettent pas forcément la réalisation

des équilibres partiels sur chaque marché de biens ou de facteurs de production. Pour qu'il y ait en même temps équilibre sur chaque marché, il faut un "commissaire priseur" (c'est-à-dire en fait un marché en concurrence parfaite) qui, par tâtonnements successifs, permet l'ajustement parfait de l'offre et de la demande sur chaque marché.

Ainsi, si les individus sont rationnels et acceptent de pratiquer l'échange de leurs dotations initiales de ressources, et si les marchés sont en concurrence parfaite, alors il y a optimum pour chaque individu, optimum social au sens de Pareto, et équilibre à la fois global et sur chaque marché de biens ou de facteurs de production/

C'est l'équilibre général walrassien.

En dernier lieu, pour Walras, seuls les prix relatifs permettent, avec leur parfaite flexibilité, la réalisation de l'équilibre général. Si pour une raison quelconque les ressources, les goûts des individus, la technologie du système productif... sont modifiés, les prix relatifs varient et modifient la valeur des dotations initiales de ressources ainsi que les calculs d'optimisation des individus.

Le système économique est modifié mais l'équilibre général est toujours réalisé, tant que les individus restent rationnels, pratiquent l'échange, et tant que les marchés sont en concurrence parfaite.

Si l'on introduit dans ce raisonnement le marché de la monnaie (ou du numéraire) alors, pour Walras, s'il y a n marchés en tout et s'il y a équilibre sur (n-1) marchés, il y a forcément équilibre sur le nième marché, celui de la monnaie (ou du numéraire). En effet, l'offre des biens ou des facteurs de production correspond, dans une économie avec monnaie (ou numéraire) à la demande de la monnaie, et la demande des biens ou des facteurs de production correspond à l'offre de la monnaie.

L'équilibre sur le nième marché, celui de la monnaie, permet de déterminer la valeur absolue (en monnaie) des prix et donc de toutes choses dans l'economie. Mais cet équilibre ne modifie en rien le système.

C'est la deuxième loi de Walras.

Bref, la monnaie (ou le numéraire) est "neutre" et ne remplit qu'un rôle très subalterne, très secondaire dans l'économie.

On rejoint, encore une fois, la loi de J.-B. Say et on exprime ici l'optique dichotomique, quantitativiste des classiques et néo-classiques.

(Dichotomie : distinction nette entre deux domaines, le réel et le monétaire, avec une monnaie considérée comme un simple "voile", avec des individus considérés comme parfaitement capables de raisonner en termes réels, en termes de prix relatifs, c'est-à-dire non-victimes de l'illusion monétaire.

Quantitativisme : doctrine selon laquelle l'évolution du niveau général des prix absolus, c'est-à-dire exprimés en monnaie est strictement dans le même sens et dans la même proportion que celle de la quantité de monnaie en circulation. Bref, comme dira Milton Friedman dans les années 1950, "l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire".)

Avec les théories de l'optimum social de Vilfredo Pareto, de l'équilibre général de Léon Walras, on peut affirmer ceci :

Dans une économie, donc dans une société, si tous les individus sont dotés différemment de ressources à l'origine, et si ces dotations ne sont pas identiques, il ne faut pas y voir un quelconque problème d'inégalité ou d'injustice. Pourvu que les marchés soient en concurrence parfaite, les optima individuels, l'optimum social, l'équilibre global et les équilibres partiels des marchés sont automatiquement réalisés. Ce, pour le bien de tous. Une intervention d'une autorité quelconque (ex : Etat) ne pourrait que perturber dans le mauvais sens cet état de choses.

On retrouve ici l'affirmation de A. Smith (1776), selon laquelle le marché représente "l'accord admirable de l'intérêt et de la justice". Et on comprend mieux, avec ces théories libérales, l'opposition farouche des libéraux contre l'Etat-Providence, contre toute tentative de correction de la "justice distributive" (dans les dotations initiales des ressources, donc antérieure à l'échange). La "justice commutative", résultant de l'échange libre et spontané, suffit à assurer, selon les libéraux, à la fois équité et efficacité (voir Dissertation sur le thème de la supériorité du marché comme mode de régulation, construite à partir du texte "la justice distributive contre l'Etat redistributeur" de Pierre Rosanvallon, *La crise de l'Etat-providence*).

# 24. JOHN MAYNARD KEYNES ET LE LIBERALISME INTERVENTIONNISTE

Dans les années 1920 (après la Première guerre mondiale) et 1930 (après le krach boursier de 1929) les déséquilibres, tant sur les marchés des biens et services que sur celui du travail étaient chose évidente et ne semblaient guère promis à une résorption spontanée.

La *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de J.M. Keynes, publiée en 1936, synthèse de la pensée keynésienne, est venue à point nommé pour révolutionner la pensée économique et la politique économique de l'époque.

J.M. Keynes (né en 1883, date de la mort de K. Marx, décédé en 1946, dès la fin de la Deuxième guerre mondiale et un an après l'entrée en vigueur du SMI de Bretton Woods qui a failli être la concrétisation de son plan), fut à la fois universitaire (professeur à Cambridge), haut fonctionnaire (membre de la Royal Commission on Indian Currency and Finance dès 1913, responsable des finances britanniques d'Outre-mer pendant la Première guerre, représentant du ministère des Finances de la Grande-Bretagne à la conférence de la Paix à Paris après la Première guerre, conseiller financier de la Couronne, gouverneur de la Banque d'Angleterre et chef de la délégation britannique à la conférence de Bretton Woods en juillet 1944), journaliste (membre de la rédaction de l'*Economie Journal* pendant 33 ans) et homme d'affaires.

Il a, avant 1936, publié de nombreux articles et ouvrages, dont *La monnaie et les finances de l'Inde (1913), Les conséquences économiques de la Paix* (1919) (après sa démission du ministère des Finances, 3 jours avant la signature du traité de Paris, en désaccord avec Lloyd George. Il démontra dans ce ouvrage les dangers du transfert massif des sommes monétaires de l'Allemagne vers les pays vainqueurs au titre de réparation des dommages de guerre), *Essai sur la réforme monétaire*, en 1923 (dans lequel il s'opposa aux conclusions du rapport Cunlife de 1918 et au retour au système d'étalon-or d'avant-guerre), *Les conséquences économiques de M. Churchill*, en 1925 (dans lequel il critiqua sévèrement la politique économique de Churchill et notamment la décision de ce dernier de rétablir l'étalon-or d'avant-guerre), *Traité sur la monnaie*, en 1930 (qui marqua sa rupture définitive avec son maître, A. Marshall, donc avec le courant de pensée néo-classique marginaliste).

# 241. LES DIFFERENCES FONDAMENTALES ENTRE KEYNES ET LES NEO-CLASSIQUES

241.1 Rejet de la loi de J.-B. Say et formulation du principe de la Demande effective

On se souvient que pour J.-B. Say (1803), les produits s'échangent toujours contre les produits (même en économie monétaire, c'est-à-dire avec la monnaie comme intermédiaire d'échange), et donc l'offre crée toujours sa propre demande. C'est la fameuse loi des débouchés (revoir page 17).

Dans cette optique, les producteurs ne devraient pas se soucier du problème de débouchés pour leur production, l'équilibre des marchés et donc de l'économie est chose évidente, la monnaie apparaît comme un simple "voile", remplissant un rôle très subalterne d'instrument d'échange et d'étalon de valeur. Cette vision dichotomique fut adoptée par tous les classiques et néo-classiques.

Pour Keynes, au contraire, et en reprenant l'idée de R.T. Malthus (*Principes d'économie politique*, 1820), ce n'est pas l'offre qui crée sa demande mais l'inverse.

Ce sont les entreprises qui anticipent une demande future solvable et leur assurant un niveau acceptable de profit (demande "économiquement rentable"). Une fois cette demande anticipée déterminée, ces entreprises décident du volume de l'emploi des facteurs de production (dont le travail) et produisent des richesses pour les offrir. Simultanément, elles distribuent des revenus qui vont être répartis en consommation (demande) et épargne (non-demande).

Au lieu que ce soit la demande qui s'adapte à l'offre, permettant aux entreprises de fixer le niveau d'offre optimal, (c'est-à-dire avec maximisation du profit), pour Keynes, c'est l'offre qui doit s'adapter à la demande (anticipée). Donc, si la demande anticipée (appelée demande effective) doit être "économiquement rentable", elle n'assure pas forcément le profit maximum aux entreprises. C'est le problème de *la contrainte du marché*. Par ailleurs, puisque de cette demande anticipée en biens et services dépend la demande des facteurs de production (dont le travail), on comprend aisément qu'avec Keynes, le plein emploi des facteurs de production n'est pas chose évidente (voir infra).

Puisque les revenus distribués, contrepartie de la valeur de la production, ne sont pas tous destinés à être consommés, il y a surproduction et infériorité des recettes des entreprises par rapport à leurs dépenses. C'est le problème de l'épargne non-réintégrée dans le circuit économique. Pour assurer l'équilibre entre offre (ou ressources) et demande (ou emplois) en biens et services, il faut réintégrer l'épargne sous forme de demande en biens d'équipement (Investissement). C'est la condition de l'équilibre économique (Investissement = épargne ou I = S, avec S = Saving = Epargne).

Ceci dit, même si cet équilibre est atteint, son niveau ne dépend que de celui de la demande globale anticipée des entreprises, niveau qui est "techniquement réalisable" mais qui ne permet pas forcément la réalisation du plein emploi des facteurs de production disponibles.

"Lorsque l'emploi croît, le revenu réel global augmente. Or l'état d'esprit de la communauté est tel que lorsque le revenu réel croît, la consommation globale augmente, mais non du même montant que le revenu. Par suite, les employeurs réaliseraient une perte si l'emploi supplémentaire était consacré en totalité à produire des biens de consommation immédiate. Pour qu'un certain volume de l'emploi soit justifié, il faut donc qu'il existe un montant d'investissement courant suffisant pour absorber l'excès de la production totale sur le volume que la communauté désire consommer lorsque l'emploi se trouve à ce niveau. Car, faute d'un tel montant d'investissement, les recettes des entrepreneurs seraient inférieures au chiffre nécessaire pour les décider à offrir ce volume d'emploi. Il s'en suit que, pour une valeur donnée de ce que nous appellerons la propension à consommer, c'est le montant de l'investissement courant qui détermine le niveau d'équilibre de l'emploi. Le montant de l'investissement dépend lui-même de ce que nous appellerons l'incitation à investir. Ainsi, la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau étant donnés, il n'y aura qu'un seul volume de l'emploi compatible avec l'équilibre; tout autre volume conduirait à une inégalité entre l'offre globale et la demande globale de la production considérée dans son ensemble. Ce volume ne peut être plus grand que le plein emploi..., mais en général, il n'y a pas de raison de penser qu'il doive être égal au plein emploi". (Théorie générale, p. 51-52).

Dans cette demande effective (anticipée par les entreprises), et dans le cadre d'une économie fermée, il existe trois éléments.

- 1. La consommation finale des ménages (C) qui, selon Keynes est une fonction croissante du revenu des ménages (R), lequel est fonction croissante du volume de production et de l'emploi global.

Le paramètre qui détermine cette relation positive entre C et R et qui illustre l'influence des phénomènes tels que les variations de l'unité de salaire, de l'écart entre le revenu brut et le revenu net, des valeurs en capital, de la politique fiscale, du taux de l'intérêt (influence négligeable à court terme, selon Keynes), est dénommé par Keynes *la propension à consommer*.

Cette consommation des ménages obéit, selon Keynes à une *double loi psychologique* qui fait que C croît toujours moins fortement que R et qui peut être résumée par l'expression "plus on est riche et moins on consomme".

"La loi psychologique fondamentale sur laquelle nous pouvons nous appuyer en toute sécurité, à la fois a priori et en raison de notre connaissance de la nature humaine et, a posteriori, en raison des renseignements détaillés de l'expérience, c'est qu'en moyenne et la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu". (lère loi).

Autrement dit, si C = f(Rd)

on a:  $\frac{dC}{dR_d} > 0 \text{ et } < 1$ 

avec  $R_d$  = Revenu global disponible d'est-à-dire net d'impôt = R-T

"Mais, en dehors des variations de courte période du revenu, il est encore évident que *l'élévation absolue du montant du revenu contribue, en règle générale, à élargir l'écart entre le revenu et la consommation*. Car les motifs des individus à satisfaire leurs principaux besoins actuels, personnels et familiaux, sont normalement plus puissants que leurs motifs à épargner, lesquels n'acquièrent une force réelle qu'au moment où un certain niveau de confort est atteint. Ces raisons font qu'en général une proportion de plus en plus importante du revenu est épargnée à mesure que le revenu croît". (2ème loi).

Autrement dit,  $\frac{C}{R_d}$  diminue et  $\frac{S}{R_d} = \frac{R_d \cdot C}{R_d}$  augmente.

En interprétant ces deux lois psychologiques, les néo-keynésiens proposent la formulation suivante :

 $C = \alpha R_d + b$  avec  $\alpha = \frac{dC}{dR_d} > 0$  et < 1 et constant à court terme (c'est la propension marginale à consommer) b> 0 et désigne la consommation incompressible (lorsque Rd = 0)

# Ce qui fait que :

 $\frac{C}{Rd} = \alpha + \frac{b}{Rd} > \alpha$  et décroissant, avec Rd (c'est la propension moyenne à consommer) et que  $\frac{dC}{Rd} = \frac{dC}{dR_d/R_d} = \frac{dC}{dR_d} \cdot \frac{C}{R_d} < 1$  et croissant avec Rd (c'est l'élasticité de la consommation par rapport au revenu disponible)

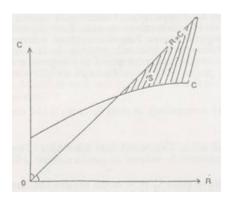


Schéma de KEYNES (C non-linéaire, 0 <dC/dR< 1 et décroissant)

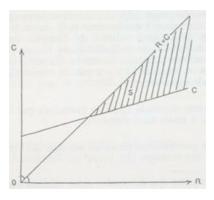


Schéma de HANSEN (C linéaire, 0 <dC/dR< 1 et constant)

## -2. L'investissement des entreprises (I).

L'investissement est par définition la formation du capital, c'est-à-dire des moyens de production. C'est une demande : celle des biens de production ou d'équipement.

En courte période (l'analyse keynésienne est limitée à la courte période car "à long terme on sera tous morts" disait Keynes sous forme de boutade), l'investissement dépend largement des décisions antérieures qui sont ellesmêmes fondées sur des anticipations à long terme (car un investissement est un acte qui engage tout un système sur une longue période).

Pour Keynes, à court terme, le volume de l'investissement des entreprises peut être considéré comme indépendant du revenu global. Cet investissement dépend, selon Keynes, de l'incitation à investir, c'est-à-dire de la différence entre l'efficacité marginale anticipée du capital (rendement marginal anticipé) et le coût marginal du capital (taux d'intérêt, qui est le prix de la renonciation à la liquidité).

$$I = f(e,i)$$
  
avec  $e = taux$  d'efficacité marginale du capital, et  $i = taux$  d'intérêt

$$\frac{\partial I}{\partial e} > 0$$
 et  $\frac{\partial I}{\partial i} < 0$ 

Keynes estimait que c'était e qui était la variable déterminante.

"Il est probable, en effet, que les fluctuations dans l'estimation de l'efficacité marginale des divers types de capitaux, telle qu'elle est faite par le marché d'après les principes décrits ci-dessus seront trop considérables pour qu'on puisse les compenser par les variations pratiquement possibles du taux d'intérêt."

Cette remarque de Keynes a permis aux néo-keynésiens d'émettre l'hypothèse extrême d'inélasticité de I par rapport à i pour démontrer la pleine efficacité d'une politique budgétaire et l'inefficacité d'une politique monétaire (voir infra) dans leur

querelle avec les monétaristes.

3. Les dépenses publiques (G) sont supposées exogènes, c'est-à-dire nondéterminées par le système mais dépendant uniquement de la volonté des pouvoirs publics.

Lorsque la "demande effective" est déterminée, l'équilibre macro-économique sur le marché des biens et services peut être déterminé, avec R = D, c'est-à-dire R = C + C, c'est-à-dire C + C (car, par définition, le revenu global, dans une économie fermée avec Etat, se répartit en impôt C, consommation C, et épargne C).

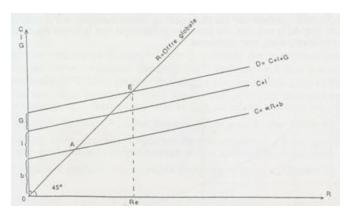


Schéma à 45° de Hansen

L'angle RAC mesure l'épargne au sens large, c'est-à-dire S et T (qui n'est autre qu'une épargne forcée). A l'équilibre E et  $R_E$ , on a I+G=S+T. En deçà de E et  $R_E$ , D>R, donc il y a déséquilibre de type inflationniste. Au-delà de E et  $R_E$ , D< R, donc il y a déséquilibre de type déflationniste.

241.2 Rejet du concept de neutralité de la monnaie, donc de l'optique dichotomique et quantitativiste

Si pour J.-B. Say l'offre crée sa propre demande et les produits s'échangen toujours contre les produits, même dans une économie monétaire, cela sousentend que la monnaie est neutre, que les agents économiques n'ont pas de préférence pour la monnaie, ne thésaurisent pas la monnaie.

Cette neutralité de la monnaie se retrouve dans la théorie quantitative de la monnaie (connue depuis la controverse Malestroit-Bodin au XVIe siècle, e surtout avec les libéraux classiques tels que Ricardo, Stuart Mill au début du XIXe siècle, les libéraux néo-classiques tels que Walras et Pareto à la fin du XIXe siècle, les libéraux du XXe siècle tels que Fisher avec sa célèbre formule MV = PT, Pigou avec la formule de Cambridge M = kPT, Don Patinkin, Miltor Friedman).

Keynes réfuta cette conception et estima au contraire que la monnaie n'était pas

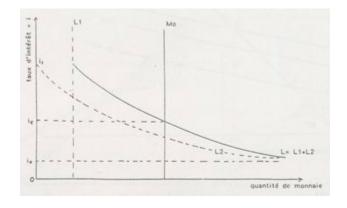
neutre, que les agents économiques avaient une préférence pour la monnaie (ou pour la liquidité), que la thésaurisation ou l'encaisse oisive et spéculative jouait un rôle fondamental dans l'économie.

Pour lui, la demande de monnaie (ou la fonction d'encaisse) a trois motifs : Transaction, Précaution, Spéculation. Les deux premiers motifs déterminent l'encaisse active ou transactionnelle et précautionnelle  $(L_1)$ , qui est fonction croissante du revenu des agents économiques. Le troisième motif détermine l'encaisse oisive ou spéculative  $(L_2)$ , qui est fonction décroissante du taux de l'intérêt (lorsque les agents économiques ont fait l'arbitrage entre C et S, ils constituent une encaisse transactionnelle et précautionnelle pour faire face aux besoins de consommation, et le reste de leur revenu est détenu soit sous forme de titres soit sous forme d'encaisse oisive ou spéculative).

C'est avec cette encaisse oisive ou spéculative que les agents économiques achètent des titres dans un esprit spéculatif. Si pour une raison quelconque le taux d'intérêt du marché diminue, le cours des titres en Bourse augmente, alors les agents économiques spéculent sur une baisse de cours, donc une hausse du taux d'intérêt et ils se débarrassent de leurs titres pour accroître leur encaisse oisive ou spéculative. Et, vice versa. Lorsque le taux d'intérêt est estimé trop bas, le cours des titres est alors estimé trop haut, tous les spéculateurs deviennent "baissiers" et liquident tous leurs titres, l'encaisse oisive ou spéculative devient maximale ou tend vers l'infini. C'est ce que Keynes appelait la "trappe à liquidité").

Pour Keynes, l'encaisse oisive ou spéculative est déterminante du volume d'encaisse globale en économie, et non l'encaisse transactionnelle et précautionnelle. D'où l'allure de la courbe représentative de l'encaisse globale qui épouse celle de l'encaisse oisive ou spéculative.

Face à cette encaisse globale (ou demande globale de monnaie), l'offre de la monnaie (Mo) est considérée par Keynes (comme par les classiques et néo-classiques, d'ailleurs) comme exogène, car ne dépendant que de la volonté des pouvoirs publics qui ont la haute main sur la création ou la destruction monétaire dans une économie.



 $i_0$  = taux d'intérêt minimal qui rend  $L_2$  =  $\infty$ 

 $i_1$  = taux d'intérêt maximal qui rend  $L_2$  = 0

i<sub>e</sub> = taux d'intérêt d'équilibre qui permet l'égalisation de l'offre et de la demande de monnaie

On remarque que dans cette approche keynésienne concernant la monnaie et le marché monétaire, c'est l'équilibre monétaire qui détermine le taux de l'intérêt, c'est-à-dire le prix de la monnaie ou de la renonciation à la liquidité ou de la préférence pour la liquidité. Et ce sont les pouvoirs publics qui, en manipulant l'offre de monnaie, peuvent modifier le taux de l'intérêt, donc le niveau de l'investissement I, donc le niveau de la demande effective et en fin de compte les niveaux de revenu et d'emploi dans l'économie.

C'est ce que l'on appelle "l'optique intégrée" (par opposition à l'optique dichotomique).

On comprend dès lors que les pouvoirs publics, grâce à une politique monétaire expansive (monnaie abondante et à bon marché) ou restrictive (monnaie rare et chère), peuvent, dans l'optique keynésienne, modifier l'équilibre économique et le niveau de l'emploi.

## 241.3 Rejet de l'idée du plein emploi automatique

Pour les libéraux, classiques, néo-classiques, l'équilibre général de l'économie se réalise spontanément grâce à la parfaite rationalité des agents économiques (qui utilisent toutes leurs dotations initiales de ressources pour maximiser leur satisfaction, qui ne sont pas victimes de l'illusion monétaire, donc sont capables de raisonner en termes de prix relatifs, donc de taux de salaire relatif ou réel), à la nature de concurrence pure et parfaite des marchés (dont ceux du travail et du capital), autrement dit de la parfaite flexibilité des prix relatifs.

Cet équilibre général contient l'équilibre des marchés du travail et du capital, par conséquent correspond au plein emploi des facteurs de production.

Pour Keynes, au contraire, les agents économiques, et notamment les travailleurs, sont victimes de l'illusion monétaire et donc ne sont pas capables de raisonner en termes de prix relatifs.

Par ailleurs, l'équilibre général, selon Keynes, correspond au double équilibre sur le marché de la monnaie et sur celui des biens et services, mais pas forcément sur celui du travail.

En effet, c'est l'équilibre sur le marché monétaire (avec influence des pouvoirs publics) qui détermine le taux d'intérêt i, lequel détermine à son tour le niveau d'investissement I, ainsi que celui de l'emploi (demandé par les entreprises) assurant l'équilibre économique sur les biens et services (avec S = I en économie fermée et sans Etat, ou S+T = I+G en économie fermée avec Etat, ot

S+T+M = I+G+X en économie ouverte et avec Etat).

Le niveau de l'emploi demandé par les entreprises et correspondant à l'équilibre tant sur le marché monétaire que sur le marché des biens et services ne correspond pas forcément au niveau de l'emploi offert par les travailleurs, lequel, selon Keynes, ne dépend que de la population active disponible, c'est-à-dire des facteurs structurels (démographie, culture, législation...).

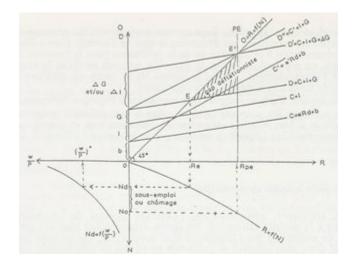
Keynes estima que les contraintes du marché et le pessimisme des entreprises empêchaient ces dernières d'arrêter un niveau d'emploi demandé (N<sup>d</sup>) égal ou supérieur à celui de l'emploi offert par les travailleurs (N°). D'où un équilibre macro-économique de sous-emploi.

Ce sous-emploi est même permanent selon Keynes car, pour que ce sous-emploi (No>Nd) se résorbe spontanément, il faudrait que soit le taux de salaire nominal (W), soit le taux de salaire réel puisse baisser. Or, selon Keynes, W ne peut baisser (existence des syndicats et des lois sociales), et en situation d'équilibre de sous-emploi, il y a un "gap déflationniste" (c'est-à-dire une tendance à la surproduction si l'on quitte l'équilibre pour rechercher le plein emploi) donc une tendance à la baisse de P, par conséquent à la hausse de P.

La seule façon de réaliser l'équilibre économique de plein emploi, de résorber le sous-emploi sans provoquer de surproduction est, selon Keynes, 1 intervention de l'Etat pour redresser de façon exogène la demande effective globale.

D'où sa proposition concernant les politiques budgétaire et monétaire pour relancer les investissements privés, la consommation privée et les dépenses publiques.

(voir graphique page suivante)



## Remarques concernant le graphique :

- La courbe R = f(N) dans le cadran RON représente la fonction de production globale. C'est une fonction croissante car plus N augmente, et plus la production, donc le revenu, augmentent ( $\frac{dR}{dN} > 0$  ou productivité marginale du travail positive). C'est une fonction concave, car on travaille avec l'hypothèse de productivité du travail décroissante (c'est-à-dire  $\frac{dR}{dN}$  décroissant).

L'équilibre économique (D = O point E) détermine  $R_E$  et  $N^d$  (niveau d'emploi demandé par les entreprises) qui est, selon Keynes, inférieur à  $N^o$  (niveau d'emploi offert par les travailleurs). D'où chômage.

- La courbe d'emploi des entreprises. C'est une fonction décroissante car représente un coût pour ces entreprises.

Si E et  $R_E$  sont déterminés,  $N^d$  l'est et  $\stackrel{\text{W}}{\Rightarrow}$  aussi. S'il y a sous-emploi et chômage, les entreprises ne peuvent pas réduire  $\stackrel{\text{W}}{\Rightarrow}$  pour résorber ce sous-emploi (voir supra).

Remarques concernant les mesures de politique économique permettant la résorption du sous-emploi sans provoquer de crise économique

## La politique budgétaire de relance

- Keynes estima que toute variation des *dépenses autonomes* (exogènes) exerçait un important *effet multiplicateur* sur le niveau de production, donc du revenu, donc de l'emploi.

En effet, à l'équilibre économique, on a :

$$R = C + I + G \qquad \text{(en économie fermée)}$$

$$\rightarrow \Delta R = \Delta C + \Delta I + \Delta G$$

$$= \alpha R d + \Delta I + \Delta G \qquad \text{(car } \alpha = \frac{\Delta C}{\Delta R d} = \text{propension marginale à consommer)}$$

$$= \alpha (\Delta R - \Delta T) + \Delta I + \Delta G \qquad \text{(car } R d = R - T = \text{revenu disponible)}$$

$$= \alpha \Delta R - \alpha t \Delta R + \Delta I + \Delta G \qquad \text{(car } t = \frac{\Delta T}{\Delta R} = \text{propension marginale à imposer)}$$

$$\rightarrow \Delta R = \frac{1}{1 - \alpha + \alpha t} (\Delta I + \Delta G)$$

Ex: 
$$\sin \alpha = 0.8 \text{ et t} = 0.2$$
  
 $a \text{vec } \Delta I = 10 \text{ et } \Delta G = 20$   
 $\text{on a } \Delta R = \frac{1}{0.36} (10 + 20) = 83,3333$   
Ex:  $\sin R_E = 5000 \text{ et } R_{PE} = 5500$   
 $\alpha = 0.8 \text{ et t} = 0.2$ 

Pour parvenir au plein emploi, c'est-à-dire  $R_{PE} = 5500$  en respectant

l'équilibre économique, on peut faire :  $\Delta I + \Delta G = 0.36(5500-5000) = 180$ .

Evidemment, dans la réalité, les choses sont beaucoup plus complexes et il n'est pas aussi aisé de résorber le sous-emploi (voir infra).

- En interprétant la pensée keynésienne, on peut aussi réduire les impôts (ou prélèvements obligatoires) pour relancer l'économie et résorber le sous-emploi. Car il existe un *effet multiplicateur fiscal* (qui est négatif). En effet, à l'équilibre économique, on a :

$$R = C + I + G$$
 (en économie fermée)  

$$= \alpha Rd + b + I + G$$
  

$$= \alpha (R-T) + b + I + G$$
  

$$R = \alpha R - \alpha T + b + I + G$$

Si T =  $tR + \theta$  avec  $\theta$ = impôt autonome ou forfaitaire

$$\Rightarrow R = \alpha R - \alpha t R - \alpha \theta + b + I + G$$

$$\Rightarrow R = \frac{-\alpha \theta + b + I + G}{1 - \alpha + \alpha t}$$

 $\Rightarrow$  si, toutes choses égales par ailleurs, l'Etat réduit  $\theta$  de d $\theta$ < 0, on a :

$$\frac{dR}{d\theta} = \frac{-\alpha}{1 - \alpha + \alpha t} < 0$$
Ex:  $\alpha = 0.8$ ;  $t = 0.2$ 

$$a vec d\theta = -10, on a dR = \frac{-0.8}{0.36} (-10) = +22.22$$
Ex:  $si RE = 5000 et RPE = 5500, \alpha = 0.8 et t = 0.2$ 

pour atteindre RPE = 5500, on peut faire :

$$d\theta = \frac{0.36}{0.8} (+500) = -225$$

- L'Etat peut aussi augmenter G ( $\Delta G > 0$ ) et réduire T. Il peut aussi augmenter G e augmenter T pour financer  $\Delta G > 0$ .

La question est de savoir quelles sont les mesures politiquement praticables et économiquement optimales.

A propos de  $\Delta G > 0$  financé par  $\Delta T > 0$  égal (politique de relance avec équilibre budgétaire marginal), le *théorème de Haavelmo* dit que si  $\Delta G = \Delta T > 0$ , alors  $\Delta R = \Delta G = \Delta T > 0$ .

En effet 
$$\Delta G > 0 \Rightarrow \Delta R' = \frac{1}{1 - \alpha + \alpha t} \Delta G > 0$$
  
 $\Delta T > 0 \Rightarrow \Delta R'' = \frac{-\alpha}{1 - \alpha + \alpha t} \Delta T < 0$   
 $\Delta G = \Delta T \Rightarrow \Delta R = \Delta R' + \Delta R''$ 

$$\begin{split} \Delta R &= \frac{\Delta G - \alpha \Delta G}{1 - \alpha + \alpha t} > 0 \\ &= \frac{(1 - \alpha) \Delta G}{1 - \alpha + \alpha t} > 0 \end{split}$$

Au cas où T est complètement exogène, c'est-à-dire t=0, on a  $\Delta R = \frac{1-\alpha}{1-\alpha} \Delta G = \Delta G = \Delta T > 0$ 

- L'Etat peut aussi modifier arbitrairement la répartition du revenu national, au profit des économiquement faibles (majoritaires et ayant un a important) et aux dépens des économiquement forts (minoritaires et ayant un a faible). Ainsi le a moyen national (moyenne arithmétique pondérée par les parts de revenu) s'accroît et C s'oriente à la hausse plus fortement.

Dans ce cas, sans recourir à  $\Delta G > 0$ ,  $\Delta I > 0$  ou  $\Delta T < 0$ , on peut aussi atteindre le plein emploi avec  $R_{PE}$ .

C devient  $C' = \alpha'Rd + b$ et D devient D'' = C' + I + G(voir graphique)

### La politique monétaire de relance

Pour Keynes, l'offre de monnaie étant exogène (ne dépendant que de la volonté des pouvoirs publics) et la demande de monnaie étant  $L = L_1 + L_2 = f(R) + g(i)$ , avec

 $\frac{\partial L}{\partial R} > 0$  et  $\frac{\partial L}{\partial i} < 0$ , il est concevable qu'une augmentation de Mo permet à  $L_1$  de croître et donc à R de croître.

Cependant, il estima que  $L_2$  était plus déterminant que  $L_1$ , dans L; dans ce cas *l'effet multiplicateur de l'offre de monnaie* n'est pas, selon lui, direct mais indirect.

Autrement dit, la relation  $\Delta Mo > 0 \Rightarrow \Delta I_1 > 0 \Rightarrow \Delta R > 0$  est peu significative,. Par contre, la relation  $\Delta Mo > 0 \Rightarrow \Delta i < 0 \Rightarrow \Delta I > 0 \Rightarrow \Delta R > 0$  est très significative, surtout s'i y a  $\Delta G > 0$  en plus.

Donc, pour Keynes et les keynésiens, vu la grande stabilité de la fonction de consommation C et la grande volatilité de la fonction d'encaisse L, l'effet multiplicateur des dépenses autonomes (dont G) est très important et l'effet multiplicateur de l'offre de monnaie n'est qu'indirect.

La politique budgétaire est préférée à la politique monétaire. Cette dernière est, certes, utile, mais ne doit, à leurs yeux, que servir de mesure d'accompagnement.

## 242. LE PROLONGEMENT DE L'ANALYSE KEYNESIENNE : LE MODELE IS-LM

de John Richard Hicks (Britannique) et Alvin Hansen (Américain)

L'approche keynésienne, on l'a vu, est une approche "intégrée", avec intégration de la monnaie, donc de l'équilibre monétaire, dans l'explication de l'équilibre macro-économique.

La hiérarchie des marchés, dans cette approche, est la suivante :

- -marché monétaire, dont l'équilibre détermine i qui est une variable de I ;
- marché des biens et services, dont l'équilibre est lié à celui du marché monétaire, caractérisé par l'égalité I = S au sens large, et qui détermine les niveaux de production, de revenu, d'emploi demandé par les entreprises et éventuellement les administrations ;
- marché du travail, dont l'équilibre n'est obtenu qu'avec un "ajustement du côté court", c'est-à-dire de l'offre du travail des travailleurs sur la demande du travail du système productif qui lui est inférieure. Donc sous-emploi et chômage.

L'approche keynésienne, tout en soulignant l'importance de la monnaie dans l'économie, débouche sur la préférence de l'action budgétaire en matière de politique économique (effet multiplicateur des dépenses autonomes, dont les dépenses publiques), sous-estimant ainsi la politique monétaire.

#### 242.1 Le modèle IS-LM et les limites de l'effet multiplicateur

Le modèle IS-LM permet de souligner les limites de l'effet multiplicateur des dépenses autonomes, donc de l'action budgétaire, tout en montrant distinctement l'effet multiplicateur des dépenses autonomes et celui de l'offre de monnaie, donc l'intérêt de la politique monétaire.

### IS-LM avec une économie fermée

Soient 
$$C = \alpha R_d + b = \alpha (R - T) + b$$
  $\Rightarrow$  la consommation

$$I = -\beta i + I_0$$
  $\Rightarrow$  l'investissement

$$G = G *$$
  $\Rightarrow$  les dépenses publiques (exogènes)

$$T = tR + \theta$$
  $\Rightarrow$  les prélèvements obligatoires

$$M_0 = M *_0$$
  $\Rightarrow$  l'offre de monnaie (exogène)

$$L = l_1 R - l_2 i$$
  $\Rightarrow$  la demande de monnaie

$$\Rightarrow \qquad \text{Equilibre monétaire}: \qquad \qquad M^{\star}_{o} = l_{1}R - l_{2}i$$
 
$$\text{Equation de LM}: \qquad \Rightarrow \qquad R = \frac{l_{2}i + M^{\star}_{o}}{l_{1}}$$

c'est l'ensemble des couples (R,i) assurant l'équilibre monétaire

en différentielle totale : 
$$\Rightarrow$$
  $dR = \frac{l_2}{l_1} di + \frac{1}{l_1} dM^*o$   
 $\Rightarrow$   $di = \frac{l_1 dR - dM^*o}{l_2}$ 

⇒Equilibre réel (marché des biens et services)

Offre Biens et Services = Demande Biens et Services

$$R = C + I + G *$$
=  $\alpha(R - tR - \theta) + b - \beta i + I_0 + G *$ 
=  $\alpha R - \alpha tR - \alpha \theta + b - \beta i + I_0 + G *$ 

Equation de IS 
$$\Rightarrow R = \frac{I_0 + G^* - \beta i - \alpha \theta + b}{1 - \alpha + \alpha t}$$

c'est l'ensemble des couples (R,i) assurant l'équilibre réel

en différentielle totale 
$$\Rightarrow$$
  $dR = \frac{1}{1 - \alpha + \alpha t} (dI_0 + dG^*) - \beta di$   
 $\Rightarrow$   $dR = \frac{1}{1 - \alpha + \alpha t} (dI_{0+} dG) - \beta \frac{l_1 dR - dM^*_0}{l_2}$ 

donc:

$$dR = \frac{1}{1 - \alpha + \alpha t + \beta \frac{l_1}{l_2}} (dI_0 + dG^*) + \frac{1}{(1 - \alpha + \alpha t) \frac{l_2}{\beta} + l_1} dM^*_0$$

$$Multiplicateur des dépenses autonomes Multiplicateur de de l'offre de monnaie$$

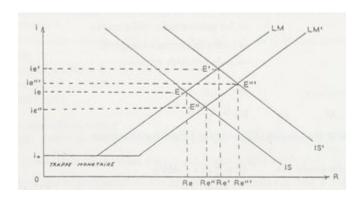
Nous remarquons que si la politique budgétaire consiste à faire augmenter  $I_o$  et/ou G ( $dI_o > 0$  et dG > 0), alors R augmente en conséquence. C'est l'effet multiplicateur des dépenses autonomes.

Mais, dans ce modèle IS-LM, l'élément réduit l'effet multiplicateur de ces dépenses autonomes. C'est ce que l'on appelle *l'effet d'éviction* (la hausse de Io, et notamment des dépenses publiques  $G^*$ , induit celle de i, qui provoque une chute de  $I = \beta i$ . Les dépenses publiques ou l'action budgétaire de relance en général évincent les investissements privés et donc réduisent l'effet de croissance escompté de R).

Nous remarquons aussi qu'à côté de l'effet multiplicateur des dépenses autonomes, il y a un effet multiplicateur de l'offre de monnaie.

Donc, si l'Etat augmente M \*<sub>o</sub> (politique monétaire de relance), R va augmenter en conséquence.

L'Etat peut donc pratiquer une politique budgétaire, une politique monétaire, ou les deux en même temps pour orienter R, donc le niveau de l'emploi.



E (avec  $i_e$  et  $R_E$ )  $\Rightarrow$  équilibre initial

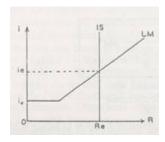
E' (avec  $i_{e'}$  et  $R_{E'}$ )  $\Rightarrow$  équilibre avec une politique budgétaire de relance

E" (avec  $i_{e}$ " et  $R_{E}$ ")  $\Rightarrow$  équilibre avec une politique monétaire de relance

E''' (avec  $i_{e'''}$  et  $R_{E'''}$ )  $\Rightarrow$  équilibre avec une politique monétaire et une politique budgétaire de relance combinées

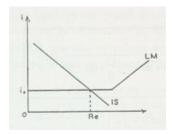
## 242.2 Le modèle IS-LM et l'illustration des querelles entre libéraux et keynésiens (libéraux interventionnistes)

Avec le modèle IS-LM, on peut aussi illustrer la querelle entre libéraux et keynésiens.



- Ainsi, Si I est insensible aux variations de i (cas où I ne dépend que du rendement escompté du capital, cas où les investisseurs peuvent facilement répercuter toute hausse de i sur leurs prix), alors  $\beta=0 \Rightarrow$  le multiplicateur de l'offre de monnaie est insignifiant et l'effet d'éviction dans le multiplicateur des dépenses autonomes est nul. Donc la politique monétaire n'a aucune efficacité alors que la politique

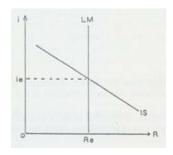
budgétaire est pleinement efficace. IS est vertical.



- Si l'économie tombe dans la "trappe à liquidité" (avec un taux d'intérêt trop bas incitant les agents économiques à liquider tous leurs titres pour détenir leur épargne exclusivement sous forme d'encaisse oisive), alors  $L_2 = \infty \Rightarrow$  le multiplicateur de l'offre de monnaie est insignifiant et l'effet d'éviction dans le multiplicateur des dépenses autonomes est nul. Donc la politique monétaire n'a aucune efficacité alors que la politique budgétaire est pleinement efficace.

LM est horizontal en croisant IS.

Ces deux cas de figure sont appelés cas "keynésiens" et servent à justifier la préférence par les keynésiens de la politique budgétaire.



- Si l'encaisse oisive est nulle ou insignifiante, autrement dit si la monnaie est "neutre" et n'est détenue (demandée) par les agents économiques que pour des motifs de transaction ou de précaution, alors  $L_2=0 \Rightarrow$  le multiplicateur des dépenses autonomes est insignifiant et l'effet multiplicateur de l'offre de monnaie est maximal. Donc la politique budgétaire n'a aucune efficacité alors que la politique monétaire est pleinement efficace. LM est vertical.

Ce cas est appelé cas "néo-classique" et sert comme argument technique aux libéraux qui contestent 1 intervention abusive de l'Etat-providence et qui estiment que la politique monétaire est le moindre mal (surtout si elle est conduite par des autorités monétaires très indépendantes des pouvoirs politiques comme aux USA, surtout si elle est conduite dans une optique moyen terme et de façon non-discrétionnaire comme le suggèrent les Monétaristes).

- En économie ouverte, le modèle IS-LM s'enrichit de deux éléments nouveaux :
  - \* l'exportation, considérée comme exogène, c'est-à-dire indépendante du revenu national R: X = X \*
  - \* l'importation, considérée comme endogène : M = mR + n

Dans ce cas, on a:

$$dR = \frac{1}{1 - \alpha + \alpha t + m + \beta \frac{l_1}{l_2}} (dI_0 + dG^* + dX^*) + \frac{1}{(1 - \alpha + \alpha t + m) \frac{l_2}{\beta} + l_1} dM^*_o$$

Nous remarquons que les deux multiplicateurs sont affaiblis car 0 < M < 1 et les importations constituent pour 1 économie nationale une sorte de "fuite", tout comme l'épargne et les prélèvements obligatoires. Ces importations peuvent même, dans des cas extrêmes, induire des effets pervers.

- En cas d'offre de monnaie partiellement endogène (hypothèse selon laquelle la monnaie est aujourd'hui essentiellement créée donc offerte par les banques pour satisfaire à la demande de crédits des agents économiques qui, elle, est endogène ; et les autorités monétaires ne contrôlent pas parfaitement cette création monétaire).

L'offre de monnaie devient :  $M_0 = M_0 + \gamma R$ , avec  $0 < \gamma < 1$ 

Dans ce cas, on a:

$$\mathrm{d} R = \frac{1}{1-\alpha+\alpha t+m+\beta\,\frac{l_1-\gamma}{l_2}} (\mathrm{d} I_0 + \mathrm{d} G^\star + \mathrm{d} X^\star) + \frac{1}{(1-\alpha+\alpha t+m)\,\frac{l_2}{\beta} + (l_1-\gamma)}\,\mathrm{d} Mo$$

Nous remarquons que les deux multiplicateurs sont renforcés car  $0 < \gamma < 1$ 

## 25. LE NEO-LIBERALISME CONTEMPORAIN ET L'ANTI-KEYNESIANISME

L'approche keynésienne, nous l'avons vu, conduit à l'interventionnisme étatique dans l'économie. Cette approche et cet interventionnisme sont aisément compréhensibles si l'on se place dans le contexte des années 1930.

Cependant la théorie de Keynes s'intitule *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, et pour Keynes, le sous-emploi est un cas général, et non un cas particulier, de l'économie capitaliste de marché.

Les libéraux non-interventionnistes contestent ce point de vue et considèrent que la théorie de Keynes ne traite qu'un cas particulier. Par conséquent les politiques économiques, l'intervention de l'Etat en économie ne sont utiles qu'à court terme et dans un cas particulier. Elles deviennent nocives à long terme, et l'économie tend naturellement à long terme vers une situation d'équilibre de plein-emploi (ou avec un chômage "naturel").

On peut résumer cette approche néo-libérale en exposant ici les différents arguments et techniques de raisonnement des néo-libéraux.

## 251. L'INVERSION DE LA HIERARCHIE DES MARCHES

Pour les libéraux, l'économie est avant tout réelle et la monnaie n'est qu'un actif parmi d'autres qui composent le patrimoine des agents économiques. La hiérarchie des marchés dans l'analyse de l'équilibre général est la suivante : marché du travail, marché des biens et services et marché de la monnaie (hiérarchie inverse de celle de Keynes).

#### Sur le marché du travail

Les travailleurs comme les entrepreneurs sont rationnels et raisonnent en termes de prix relatifs, de pouvoir d'achat et d'optimalité (maximisation de la satisfaction, de la production, du profit sous contraintes du temps, du revenu, des ressources disponibles, de la technologie existante). Il en résulte :

 $N^{d} = f(\frac{w}{p}) =$  demande du travail des entreprises (fonction décroissante)

No g g offre du travail des travailleurs (fonction croissante). voir supra : théories néo-classiques de l'équilibre partiel et de l'équilibre général.

Donc l'équilibre  $N^d = N^o$  est spontané car les deux fonctions ont la même variable ; l'une des fonctions étant croissante, l'autre décroissante.

Cet équilibre est réalisé grâce à la parfaite flexibilité de pà la parfaite rationalité des individus et au caractère parfait du marché. Cet équilibre permet

l'obtention de l'optimum et des travailleurs et des entreprises, et détermine les niveaux de pet de N qui correspondent au plein-emploi.

#### Sur le marché des biens et des services

N, issu de l'équilibre du marché du travail, détermine, avec un stock de capital et une technologie donnés, le niveau de production, donc de revenu, correspondant au pleinemploi.

Ce revenu global (des ménages travailleurs et capitalistes) est réparti en consommation et épargne. La consommation détruit une partie de la production et l'épargne sert à financer l'investissement, c'est-à-dire la formation du capital à partir de l'autre partie de la production.

L'équilibre sur le marché des biens et services est, en fait, l'équilibre entre épargne (S) et investissement (I).

Or, pour les libéraux, S = offre du capital = fonction croissante du prix du capital, c'est-à-dire du taux de l'intérêt i, et I = demande du capital = fonction décroissante de i.

D'où équilibre spontané entre S et I, donc entre offre des biens et services et demande des biens et services en général.

Cet équilibre du marché des biens et services détermine donc le niveau du taux d'intérêt i et tout un système de prix relatifs  $(P_x, P_y, P_z, \dots)$  Il correspond toujours au pleinemploi du travail.

#### Sur le marché de la monnaie (ou du numéraire)

L'offre de monnaie est exogène et la demande de monnaie est endogène mais n'a qu'un seul motif de transaction (ou éventuellement de précaution).

$$M_o = M_o^*$$

$$M_d = f(R) = \frac{1}{V}PT = \frac{1}{V}PQ$$

avec V = vitesse de circulation de la monnaie, supposée constante à court terme

P = niveau général des prix monétaires (ou absolus)

T = volume des transactions

Q = volume de production

L'équilibre du marché monétaire est spontané (Deuxième loi de Walras) et détermine le niveau général des prix monétaires (ou absolus) en situation de l'équilibre général de plein-emploi.

Avec cette présentation, l'équilibre général de plein-emploi est chose spontanée.

L'intervention de l'Etat ne peut que dérégler ce mécanisme spontané.

# 252. L'UTILISATION DE L'HYPOTHESE D'EFFET D'ENCAISSE REELLE (Don Patinkin) ET D'EFFET DE PATRIMOINE (A.C. Pigou)

En reprenant l'hypothèse keynésienne de l'existence d'un gap déflationniste au-delà de l'équilibre de sous-emploi, mais en considérant que la consommation ne dépend pas uniquement du revenu, mais aussi du pouvoir d'achat de l'encaisse (encaisse réelle), ou du patrimoine, le raisonnement des libéraux est le suivant :

En situation d'équilibre de sous-emploi (cas particulier selon les libéraux), si les entreprises désirent accroître l'emploi, il y a une tendance à la surproduction ou gap déflationniste (hypothèse keynésienne). Dans ce cas, P baisse et l'encaisse réelle ou le pouvoir d'achat du patrimoine augmente. Il en résulte une hausse de consommation et la suppression du gap déflationniste. L'équilibre de plein emploi peut donc être obtenu spontanément sans intervention de l'Etat.

# 253. LA REFORMULATION DE LA THEORIE QUANTITATIVE ET LA PROPOSITION DE LA POLITIQUE MONETAIRE MONETARISTE par Milton Friedman

(The Quantity Theory of Money: a Restatement, 1956; The Role of Monetary Policy, 1968; Inflation and Monetary System, 1968)

## Un raisonnement à long terme et en termes de patrimoine

Contrairement à Keynes qui raisonnait à court terme et en termes de gestion de portefeuilles (partage de R en C et S puis partage de S en encaisse et portefeuilles de titres), M. Friedman raisonne à long terme et en termes de gestion du patrimoine. Pour Friedman, les agents économiques sont capables de raisonner à long terme en pratiquant une gestion du patrimoine, c'est-à-dire en faisant un choix rationnel entre différents actifs (humains, réels, financiers, monétaires) composant leur patrimoine.

- Alors, *la consommation* n'est plus fonction du simple revenu courant, mais fonction du "revenu permanent" (moyenne des revenus sûrs à long terme, abstraction faite des revenus "transitoires" qui ont un caractère accidentel et qui peuvent être positifs ou négatifs selon la conjoncture à court terme, celle-ci pouvant être en expansion ou en récession). Cette consommation est donc très instable à court terme mais très stable à long terme. Dans ce cas, l'effet multiplicateur des dépenses autonomes, qui dépend de la stabilité de la propension marginale à consommer a, est insignifiant. La politique budgétaire d'inspiration keynésienne est alors inefficace.

- Par contre, *la demande de monnaie*, selon Friedman, est une demande d'un actif parmi d'autres actifs constituant le patrimoine des agents économiques, ce, dans l'optique de gestion du patrimoine et de maximisation de l'utilité totale. Puisque chaque actif a un rendement et un coût, la demande de monnaie, en tant qu'actif, résulte d'un calcul d'optimisation avec de multiples taux de rendement ou taux d'intérêt comme variables-guides. Cette demande de monnaie est considérée comme très stable à court comme à long terme, et homogène de degré 1 par rapport au revenu R et au niveau de prix P, bref par rapport au revenu réel

Dans ce cas, toute modification de l'offre de monnaie induit celle de la demande de monnaie, qui s'adapte à cette offre, et donc induit une modification strictement proportionnelle, et dans le même sens, de R.

L'effet multiplicateur de l'offre de monnaie est très important, et la politique monétaire est très efficace à court terme.

Cependant, le niveau général des prix P varie aussi dans le même sens et la même proportion que l'offre de monnaie. L'inflation se développe alors avec une relance monétaire. Tant que l'économie est en sous-emploi (cas particulier pour Friedman, comme pour les libéraux) et que les agents économiques sont victimes de l'illusion monétaire (à court terme), alors une politique monétaire de relance est valable et le chômage diminue. Mais, à long terme, lorsque l'illusion monétaire disparaît et que la production (donc le revenu réel) ne peut croître qu'en fonction des facteurs réels (population, ressources naturelles, technologie,...) il y a un "chômage naturel" incompressible, et toute relance monétaire au-delà de la capacité réelle de croissance de la production, donc du revenu réel, ne peut qu'engendrer une inflation.

### La condamnation des politiques économiques et de l'intervention de l'Etat

Pour M. Friedman, les politiques économiques, l'intervention de l'Etat ont une efficacité nulle (politique budgétaire) ou très limitée dans le temps (politique monétaire) et sont en tous les cas nocives à long terme. Non seulement elles contribuent à accroître abusivement le poids de l'Etat dans l'économie, entravant la liberté d'initiative des agents économiques et introduisant de multiples rigidités dans l'économie, mais elles permettent aussi à l'Etat de se mettre hors-la-loi en émettant abusivement de la monnaie pour financer ses dépenses, en provoquant une inflation qui n'est autre qu'un impôt illégal puisqu'il s'agit d'un prélèvement illégal sur l'encaisse des agents économiques ("impôt-inflation").

"Il est beaucoup plus facile pour le gouvernement d'accuser les horribles capitalistes ou les vilains syndicats qui s'évertuent à exercer une pression sur les salaires, ou encore les agriculteurs impossibles qui sont incapables de

développer la production alimentaire, que de faire son propre mea culpa."

Pour Friedman, "l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire". Même s'il admet l'existence de multiples causes réelles de l'inflation, Friedman estime que l'inflation ne peut avoir lieu que si l'offre de monnaie le permet.

Or c'est l'Etat qui contrôle cette offre de monnaie, donc c'est, en dernière analyse, l'Etat qui est responsable de l'inflation et même du chômage avec l'introduction de multiples rigidités, d'entraves dans l'économie. L'Etat provoque l'inflation pour ses propres intérêts, pour prélever un impôt illégal. "Les départements du gouvernement, la Banque centrale et le Trésor, peuvent y avoir recours sans y être autorisés par la législation. C'est pourquoi le gouvernement fait aussi souvent appel à cet impôt lorsqu'il est contraint de faire face à ses dépenses. Et c'est également la raison pour laquelle cet impôt est si dangereux."

Puisqu'on ne peut supprimer l'Etat ni réparer rapidement et radicalement les dégâts accumulés, Friedman propose la pratique d'une politique monétaire non-discrétionnaire, à moyen terme, avec objectif quantitatif déclaré publiquement à l'avance, et avec absence d'intervention sur le taux de l'intérêt et le taux de change (politique du K % de croissance monétaire).

C'est *la politique monétaire monétariste* qui a pour finalité d'empêcher les abus de l'Etat et ses interventions nocives de casser le comportement d'anticipation inflationniste des agents économiques.

## La condamnation des politiques discrétionnaires et particulièrement celle du "stop and go"

Milton Friedman condamne donc toute politique économique discrétionnaire et surtout celle dite du "stop and go" (refroidissement et relance) fondée sur la relation de substituabilité entre inflation et chômage révélée par A.W. Phillips en 1958.

L'anticipation "adaptative" de l'inflation (en tenant compte des anticipations et erreurs d'anticipation du passé) des agents économiques empêche, selon Friedman, la réussite durable d'une politique de relance par l'inflation. Et l'Etat est condamné à injecter de plus en plus de monnaie, en favorisant de plus en plus le développement de l'inflation, sans pouvoir résorber le chômage. Au contraire.

Cette condamnation de Friedman reste néanmoins moins sévère que celle des théoriciens des anticipations "rationnelles". Pour ces derniers, tels que R.E. Lucas J.J. Sargent, N. Wallace, dans les années 70, l'anticipation de l'inflation des agents

économiques n'est pas adaptative mais rationnelle, c'est-à-dire que les erreurs d'anticipation du passé ne sont plus tenues en compte, conscients que les erreurs sont indépendantes d'une période à l'autre et que l'inflation est intimement liée aux variations de la masse monétaire.

Pour eux, il n'y a même pas de succès provisoire des politiques de relance, et même pas de substituabilité entre chômage et inflation.

# 254. L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'OFFRE (Supply Side Economics)

La condamnation de l'approche keynésienne, fondée sur l'idée d'un sous-emploi dû à la faiblesse de la demande et sur le principe d'une relance par la demande, conduit à l'élaboration d'une économie politique de l'offre (Supply Side Economics).

#### L'idée de stimulation de la demande est bien antérieure à Keynes

Rappelons tout d'abord que l'idée de stimulation de la demande pour développer l'offre ne date pas de Keynes. Elle date au moins des Physiocrates français, dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, qui préconisèrent déjà la politique de soutien de la demande pour éviter une crise de surproduction suivie d'une crise de récession dans le domaine agricole.

Robert Thomas Malthus, dans ses *Principes d'économie politique* en 1820, à l'opposé de J.-B. Say (1803), avait aussi bien insisté sur la notion de demande effective solvable, anticipée par les producteurs, qui devait, selon lui, être à l'origine d'une croissance ou d'une récession économique.

"La première chose dont on ait besoin..., avant même tout accroissement de capital et de population, c'est une demande effective de produits, c'est-à-dire une demande faite par ceux qui ont les moyens et la volonté d'en donner un prix suffisant... Il doit y avoir quelque chose dans la situation antérieure de la demande et de l'offre..., préalablement à la demande occasionnée par les nouveaux travailleurs, pour que l'emploi d'un nombre additionnel de personnes dans la production soit garanti."

Karl Marx, avec sa "loi de l'accumulation du capital" et son modèle de "reproduction élargie", avait bien mis l'accent sur la demande pour analyser et prophétiser la crise et la disparition du système capitaliste. Pour lui, la nature même de ce système conduit fatalement et logiquement au phénomène de l'accumulation irrationnelle du capital tout en appauvrissant les travailleurs. D'où une double crise de surproduction des biens de production (secteur I) et de sous-production des biens de consommation (secteur II), c'est-à-dire, en fait, de sous-consommation de la classe prolétarienne.

La prophétie marxiste ne s'est, certes, pas réalisée dans les grands pays capitalistes hautement industrialisés. Mais il est indéniable que le libre-échange, l'impérialisme commercial et économique, monétaire et financier pratiqués par les grands pays capitalistes vis-à-vis des PVD (déjà vigoureusement dénoncés par les économistes allemands dès le XIXe siècle - voir supra); la socialisation des économies capitalistes ainsi que la "capitalisation" du prolétariat (dont le Fordisme peut être considéré comme système précurseur) ont grandement contribué à donner tort à Marx.

Le penseur Alexandre Kojève peut alors dire que "Marx a tort parce qu'il avait raison", et que le seul qui avait bien compris Marx fut... Henry Ford!

Pour Kojève "les capitalistes postérieurs à Marx ont compris que le capitalisme moderne, hautement industrialisé, a abouti à une production de masse, rendant non seulement possible mais nécessaire, une augmentation permanente du revenu, donc du pouvoir d'achat, voire une élévation progressive du niveau de vie des masses populaires... Et nous pouvons donc dire que Ford fut le seul grand marxiste authentique et orthodoxe du XXe siècle."

En 1936, dans sa "Théorie générale", Keynes n'avait en fait rien innové. L'accent mis sur la demande pour expliquer l'équilibre de sous-emploi, le gap déflationniste, et pour préconiser des politiques d'intervention étatique, permet de situer Keynes dans ce courant de l'Economie Politique de la demande, remis er cause aujourd'hui par ce que l'on nomme l'Economie Politique de l'offre.

# Pour les économistes de l'offre, l'accumulation des politiques économiques développe excessivement le poids du secteur public et déresponsabilise les agents économiques

Pour les économistes de l'offre (Supply Siders ou adeptes de la Supply Side Economics), dont Arthur Laffer, J. Buchanan, D. Lee, l'accumulation des politiques économiques a contribué non seulement à développer excessivement le poids économique du secteur public, déprimant ainsi l'activité du secteur privé (effet d'éviction, hausse des coûts sociaux, multiplication des réglementations et de la bureaucratie, gaspillages, incohérence des politiques économiques,...) mais aussi, et peut-être surtout, à déresponsabiliser les agents économiques.

## - La courbe de Laffer et la critique de la surimposition

Pour financer les dépenses publiques (dépenses de fonctionnement, d'équipements collectifs, d'intervention économique, de transferts sociaux), mais aussi pour opérer une correction de la répartition primaire des revenus, les pouvoirs publics pratiquent des prélèvements obligatoires (en France : impôts d'Etat, impôts locaux et

cotisations sociales, c'est-à-dire parafiscalité). Ces prélèvements obligatoires, nous l'avons vu avec le modèle keynésien, exercent un effet multiplicateur négatif sur la production, donc sur le revenu et sur 1 emploi.

Mais un taux excessif (ou une pression excessive) de ces prélèvements obligatoires peut engendrer un effet beaucoup plus pervers.

Pour beaucoup de libéraux "trop d'impôt tue l'impôt". Et déjà, les Physiocrates français au XVIIIe siècle, pour minimiser l'effet distorsionniste de l'impôt, préconisèrent un système fiscal, très simple et le plus juste possible selon eux, avec un seul impôt, l'impôt foncier égal au 1/3 des redevances foncières reçues par les propriétaires fonciers. Keynes, lui-même, estimait qu'au-delà de 25 % de prélèvements, le système cesserait d'être libéral. Et plus récemment, les mouvements anti-impôts aux USA (avec les NTY - Nationa Taxpayers Union, NTLC - National Tax Limitation Commitee) ont réussi à faire adopter la "Proposition 13" pour amender la Constitution de la Californie er limitant la fiscalité foncière (6/6/1978). Enfin, le Président Giscard d'Estaing a admis dans les années 1970 qu'au-delà de 40 % l'économie française serait socialiste (ce taux est passé de 36 % en 1974 à 42 % en 1981!), et tous les gouvernements des pays industrialisés, à commencer par celui de R. Reagan, ont, dans les années 1980, réduit progressivement et sensiblement les taux de prélèvements (voir dossier : Etat-politique budgétaire).

Le raisonnement selon lequel "trop d'impôt tue l'impôt" est très simple : l'impôt abusif décourage l'effort productif, donc la production. Il réduit, voire supprime, l'assiette fiscale.

Déjà, au XVIIe siècle, John Locke considéra comme injuste l'impôt sur la production et le revenu, c'est-à-dire l'impôt sur l'effort et sur la contribution à la richesse sociale.

Et, dans les années 1960, R.A. Musgrave (The Theory of Public Finance, 1959) et J.-Cl. Dischamp (Contribution à la théorie des distorsions fiscales, 1960), ont démontré l'effet négatif d'une hausse de la pression fiscale sur l'offre du travail, donc sur la production, le revenu et l'assiette fiscale.

(hausse pression fiscale ⇒ baisse salaire reçu ⇒baisse coût des loisirs ⇒ tendance à la substitution loisir au travail ⇒baisse offre du travail. L'effet de revenu peut contrarier cette tendance, sauf si les revenus de transfert annulent cet effet de revenu).

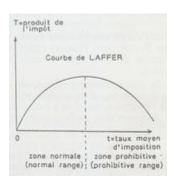
Pour Milton Friedman, la croissance de la pression fiscale décourage l'épargne et l'investissement productif et encourage la consommation gaspilleuse et ostentatoire. L'exemple choisi par Friedman (américain) est plein d'ironie à l'égard de l'économie britannique des années 60-70 (dirigée par les Travaillistes) : la consommation des Rolls Royce dans un pays "au bord de la faillite".

"Quelqu'un investit, disons, 30000£ dans une Rolls Royce, s'il investit cet argent dans des valeurs procurant un revenu, disons de 15 %, il aura un rendement brut de 4500£ par an. S'il est dans la tranche fiscale de 98 %, il ne lui reste que 90£ par an à dépenser après impôt. Il ne lui coûte donc que 90£ par an pour profiter de sa Rolls toute l'année! C est la forme de transport la moins coûteuse qu'il puisse acheter!".

P.C. Roberts (*The Breakdown of the Keynesian Model*, 1978) est allé plus loin en parlant de destruction d'impôt due à la croissance de la pression fiscale.

Exemple : un menuisier a une production et un revenu journalier de 100\$. S'il se trouve dans la tranche d'imposition de 15 %, son revenu disponible est de 85\$. S'il a besoin de peindre sa maison et si la journée de travail d'un peintre est de 80\$, il a intérêt à louer le service du peintre tout en continuant à produire de la menuiserie. L'assiette fiscale est alors double : 100\$ + 80\$ = 180\$. Si, par contre, l'Etat élève la pression fiscale à 25 % pour le menuisier, son revenu disponible devient 75\$ et il fera du bricolage pour repeindre sa maison, arrêtant sa production. L'assiette fiscale devient nulle et la production aussi (chez le menuisier comme chez le peintre).

A.B. Laffer (Taxation GNP and Potential GNP, 1978) n'a fait que résumer toutes ces analyses critiques avec une célèbre courbe : la courbe de Laffer.



Cette courbe montre qu'en élevant continuellement le taux moyen d'imposition (pression fiscale moyenne), les pouvoirs publics aboutiront paradoxalement à réduire puis détruire le produit de l'impôt (recette fiscale).

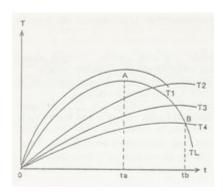
Il existerait donc une limite au-delà de laquelle tout accroissement de la pression fiscale engendre un effet pervers, en décourageant l'effort productif ou en encourageant les fraudes et évasions fiscales.

Si l'on connaît bien la relation T = f(t), et si cette relation est non-linéaire et concave, le maximum de T est facilement détectable.

J.M. Buchanan et D.B. Lee *Politics, Time and the Laffer Curve,* 1982), en s'appuyant sur la "Loi de Laffer", ont essayé d'analyser le comportement irrationnel" des Etats dans leur tendance à accroître la pression fiscale. Ils considèrent que la

relation T = f(t) est induite du comportement des contribuables qui offrent plus ou moins d'activités (c'est-à-dire qui demandent plus ou moins de matière imposable) en fonction de la pression fiscale. Mais ils constatent que la réaction à une augmentation de la pression fiscale n'est pas immédiate et donc qu'il existe différentes relations T = f(t) à court et à long terme.

En faisant l'erreur de raisonner sur une seule relation court terme T = f(t), les Etats, au lieu de maximiser T risquent fort de le minimiser.



Si l'Etat connaît la fonction long terme  $T_L$ , alors  $t_A$  est le taux d'imposition lui permettant de maximiser  $T_L$ . S'il ignore  $T_L$ , il cherche à raisonner avec des fonctions court terme  $T_1$ ,  $T_2$ ,  $T_3$ ,  $T_4$  (qui se déterminent avec la réaction progressive des contribuables à l'accroissement de la pression fiscale t) alors il accroît sans cesse t et voit  $T_L$  se réduire dans le temps. En supposant que  $T_L$  soit le maximum de la courbe  $T_L$ ,  $T_L$  qui est nettement supérieur à  $T_L$ , assure certes le maximum de recette fiscale avec  $T_L$  mais cette recette fiscale est nettement plus faible que celle procurée par  $T_L$  si l'Etat n'avait pas augmenté t et provoque la réduction de l'offre d'activités des contribuables.

## Pour les économistes de l'offre, il faut stimuler l'offre et non la demande

Pour les économistes de l'offre, afin de sortir l'économie de la situation de sousemploi, donc assurer une bonne croissance avec plein-emploi et le maximum d'offre d'activités des agents économiques (et du même coup le maximum de recettes fiscales pour l'Etat) il faut stimuler l'offre et non la demande. Il faut réduire la pression fiscale, et même les dépenses du secteur public, bref réduire l'intervention de l'Etat pour libérer les meilleures énergies de l'économie. L'augmentation de l'intervention étatique déprime l'activité économique en limitant les initiatives privées, la créativité des agents économiques, mais aussi favorise le développement de l'économie souterraine, clandestine, avec tous les inconvénients que cela comporte pour l'ensemble de la collectivité, et enfin stimule les comportements d'irresponsabilite, de bureaucratie, synonyme du gaspillage collectif.

See to animiath pototimatation of contain poto

## 255. LA CRITIQUE DE LA VISION NEO-CLASSIQUE ET LA REDEFINITION DE LA FONCTION DU MARCHE

Remise à la mode du libéralisme Hayekien (Friedrich August Hayek, survivant de l'Ecole autrichienne)

Avant de critiquer l'interventionnisme étatique, F.A. Hayek et l'Ecole autrichienne (dont les fondateurs à la fin du XIXe siècle furent Carl Menger, Bohm Bawek, voi Wieser) remet en cause le formalisme de l'approche néo-classique traditionnelle dominée par l'Ecole de Cambridge et notamment par l'Ecole de Lausanne (Walras, Pareto).

La critique porte essentiellement sur les conceptions de la concurrence parfaite, de la rationalité des agents économiques considérés comme des *homo œconomicus*,, d'un système socio-économique qui aboutit spontanément et de façon mécanique à l'optimum social et à l'équilibre général, de la neutralité parfaite de la monnaie et donc de la déconnection parfaite entre prix relatifs et prix monétaires.

F.A. Hayek et l'Ecole autrichienne croient, comme Bernard de Mandeville dans sa célèbre "Fable des Abeilles" (The Fable of the Bees : or Private Vices, Public Benefits", 1714) et comme Adam Smith dans sa Théorie des sentiments moraux (1759) et surtout dans sa Richesse des Nations (1776), à l'existence d'un ordre spontané, d'une "main invisible" qui, tout en laissant à chacun la liberté de poursuivre ses intérêts égoïstes, ses vices, permet la réalisation du meilleur bonheur collectif. Mais cet ordre spontané (qui ne doit rien à un quelconque mystère divin, à une quelconque sagesse des législateurs), qui est le marché, n'est pas conçu de façon formelle et statique comme chez les néo-classiques traditionnels.

Le marché est conçu davantage comme une "procédure de découverte et d'apprentissage" et il est, en dépit de ses imperfections, supérieur à tout système volontairement organisé. Le marché libre est le meilleur système car non seulement il permet d'atteindre la meilleure efficacité économique mais aussi le meilleur niveau de connaissances possible.

La supériorité du marché libre sur tout autre système volontairement organisé se justifie donc par son *efficacité économique* et son *efficacité cognitive* (cognition = connaissance).

L'intervention de l'Etat dans l'économie réduit donc l'efficacité cognitive du marché, en introduisant des systèmes de contraintes, de réglementations, de soutiens et d'aides qui faussent les informations et qui conduisent à des comportements irrationnels et non-spontanés.

Hayek et l'Ecole autrichienne condamnent :

- les manipulations monétaires qui créent des distorsions dans le système

d'informations et donc dans le comportement des agents économiques. Hayek et l'Ecole autrichienne s'opposent même au droit de régulation monétaire par la Banque centrale qui peut très bien avoir un comportement bureaucratique et dictatorial. Ils sont favorables à un système monétaire concurrentiel avec suppression du monopole d'émission de la Banque centrale;

- le système de changes flottants qui ne fait que reculer la résolution des problèmes et empêche la véritable concurrence de fonctionner ;
- le système de protection des groupes sociaux ou des secteurs en déclin qui empêche les ajustements requis en temps opportun et les rend plus coûteux à terme ;
- le système de crédits faciles, notamment à l'égard des pays en voie de développement, qui engendre des gaspillages sans permettre un véritable développement.

#### CONCLUSION

Au terme de ce bref exposé sur les libéralismes économiques et sur quelques faits marquants dans l'évolution des économies et des sociétés industrialisées, quelques remarques s'imposent.

## Le libéralisme économique affirme la supériorité des initiatives égoïstes individuelles et du marché libre

Comme le précisent les libéraux, le libéralisme économique n'est pas synonyme de la "loi de la jungle" ni de l'anomisme. C'est une doctrine qui affirme la supériorité des initiatives égoïstes individuelles et du marché libre (sanctionnant ces initiatives) sur tout système volontairement organisé en fonction d'une recherche a priori de l'intérêt collectif.

Cette doctrine, forcément plaisante et agréable pour les détenteurs des moyens de production (capital), et surtout pour les esprits entreprenants, a contribué fondamentalement à légitimer le système économique capitaliste qui a été à l'origine de la première révolution industrielle à la fin du XVIIIe siecle et d'une croissance économique sans précédent en l'espace de deux siècles.

## La prospérité économique, permise par l'application de cette doctrine, n'a pas été acquise sans énormes coûts pour les sociétés humaines

Cette prospérité économique, les progrès scientifiques et le développement social permis par l'application de cette doctrine au sein du système d'économie capitaliste (ou économie de marché) n'ont pas été acquis sans énormes coûts pour les sociétés humaines : misères des classes laborieuses, inégalités sociales, guerres, crises,

destruction de l'environnement, aliénation de l'humanité aux richesses matérielles, aux fausses valeurs.

D'où la réaction des intellectuels comme des classes opprimées.

J.S. Mill, lui-même, émit en 1848, un sérieux doute concernant l'aptitude du système économique libéral, donc du libéralisme économique, à libérer véritablement l'humanité, à défendre réellement la liberté de l'individu. Ce, avant même la sévère et pertinente critique de Karl Marx, critique ayant déclenché non seulement un mouvement de révolution sociale avec comme aboutissement la Révolution d'octobre 1917 et le partage du monde en deux blocs ennemis à régimes économiques et sociopolitiques opposés, mais aussi des réformes socio-économiques dans les pays capitalistes, dont le Keysénianisme constitue une doctrine-guide.

# Force est de constater qu'aujourd'hui le compromis entre le social et l'économique est loin d'être satisfaisant

Si l'excès de l'interventionnisme étatique, inspiré à la fois du socialisme et du keynésianisme, en engendrant de multiples rigidités et comportements irrationnels dans les économies modernes a déclenché la "contre révolution libérale" depuis les années 1960 et notamment 1980, même dans les économies dites socialistes, force est de constater que le compromis entre le social et l'économique, entre la liberté individuelle et le bien-être collectif est loin d'être satisfaisant.

Le marché parfait n'étant qu'une vision de l'esprit (libéral), l'Etat minimal n'étant encore qu'un vœu pieux, l'économie socialiste ou plus exactement le capitalisme d'Etat ayant fait faillite, avec notamment le changement spectaculaire de stratégie économique de la Chine populaire puis de l'URSS récemment, la recherche d'un bot compromis entre le social et l'économique, entre secteur public et secteur privé, entre l'épanouissement individuel et le bien-être collectif est encore loin d'être abouti. Ce compromis aboutira-t-il jamais dans un monde essentiellement dominé par une philosophie matérialiste ?

L'économie politique du bien-être (Welfare Economics) et l'efficacité cognitive du marché libre sont certes des concepts très séduisants. Reste à savoir ce que l'on entend par bien-être pour l'humanité, par système de connaissances et d'informations, et donc par comportement rationnel dans une économie de marché libre.

Si le bien-être consiste à puiser toujours davantage des ressources dans la nature jusqu'à détruire l'environnement, afin de satisfaire des besoins toujours croissants mais pas forcément toujours justifiables de la société humaine ; si les connaissances et les informations sont dictées par des puissances impérialistes à désir de pouvoir insatiable ; alors le libéralisme économique risque fort de ne jamais libérer les sociétés humaines, et le bien-être risque fort de n'être qu'une pure illusion.

#### Section III

# La contribution du libéralisme économique au développement économique et social depuis le XVIIIe siècle 28

A chaque étape de son existence, la société humaine doit trouver des solutions aux différents problèmes qui lui sont posés. Et l'essentiel de ces problèmes n'est autre que la recherche de libération de l'homme de toutes sortes de contraintes auxquelles il est soumis.

Avec la croissance démographique et le développement de nouveaux besoins, les simples préoccupations et résolutions d'ordre philosophique, religieux, moral, politique ne suffisent plus face aux réalités.

Même des doctrines, telles le Mercantilisme ou le Calvinismes (ou Puritanisme), très pragmatiques et très favorables à l'émancipation et à l'épanouissement de ce que, sous la Révolution française, on nommait le Tiers-Etat (autrement dit de la nouvelle classe bourgeoise, roturière, laïque, à esprit entreprenant), apparurent, dès le XVIII6 siècle, comme insuffisantes voire anachroniques.

Le libéralisme économique, né en plein "Siècle des Lumières" et en pleine période de révolution intellectuelle, technique et surtout démographique, en Europe, peut être considéré comme une doctrine ayant offert très opportunément la bonne solution - du moins une solution très efficace et séduisante - aux problèmes posés à l'époque. Solution qui va révolutionner l'économie de l'Occident, déjà très imprégné du Mercantilisme et du Puritanisme depuis le XVIe siècle. Par conséquent révolutionner l'économie mondiale. Car, depuis le XVIIIe siècle, avec ses révolutions industrielles, l'Occident - dont les principales grandes puissances détentrices du leadership technologiques ont été successivement la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique - n'a cessé d'entraîner dans son sillage e de dominer l'économie du reste du Monde.

Reste à savoir si le "point de vue final de la rationalisation de la vie", pour emprunter une expression de Max Weber<sup>29</sup>, ainsi que les moyens préconisés et mis en application par le Capitalisme - concrétisation du libéralisme économique - sont de nature à pouvoir véritablement libérer l'homme.

En dépit du succès foudroyant et indiscutable du libéralisme économique, réalisé sur une tres courte période (fin XVIIIe - fin XXe siècles) et ayant permi à ceux qui le pratiquent de dominer le Monde entier ; en dépit du progrès indéniable et admirable obtenu sur le plan de la démocratisation tant

économique que socio-politique, intimement liée au développement économique, force est de constater que l'objectif de libération de l'homme est loin d'être atteint. Aliénation croissante aux richesses matérielles, et même aux gadgets futiles ; développement de l'angoisse existentielle et de la violence gratuite ; dénatalité et vieillissement démographique qui ne s'expliquent pas uniquement par l'émancipation culturelle des individus, et qui créent cette image d'îlots de prospérité assiégés ; creusement continuel du fossé entre nations riches et nations pauvres... sont autant d'indices qui suscitent l'interrogation, le doute.

Interrogation et doute déjà formulés par le dernier des grands économistes libéraux "classiques", John Stuart Mill, dès 1848<sup>30</sup>, et certainement salutaires aujourd'hui devant l'effondrement de la référence marxiste<sup>31</sup> dans le Monde, comme de la résurgence de multiples intégrismes et extrémismes.

# 31. LE LIBERALISME ECONOMIQUE : UNE SOLUTION OPPORTUNE ET EFFICACE AUX PROBLEMES POSES AUX SOCIETES MODERNES

# 311. L'OPPORTUNITE DE SA NAISSANCE ET LA LOGIQUE DE SA DEDUCTION

Après la longue période de la condamnation, ou en tout cas du mépris de la chrématistique, notamment avec l'activité du commerce dont la finalité est la réalisation du profit pécuniaire et non la satisfaction des besoins "naturels", <sup>32</sup> l'Occident a connu, au XVIe siècle, deux grandes doctrines très "libérales".

Avec le Calvinisme (ou Puritanisme), et sa thèse de la prédestination, la recherche de l'enrichissement matériel n'est plus un péché mais un moyen louable au service, non seulement de l'homme, mais aussi et surtout, de Dieu<sup>33</sup>. Le commerce de l'argent (le prêt à intérêt) n'est même plus condamné. Avec le Mercantilisme, le marchand (mercante) gagne toutes ses lettres de noblesse dans la société, et la recherche de l'enrichissement matériel est devenue même la finalité de tout individu, de toute nation.

Les thèses exposées par John Hales et par Antoine de Montchrestien, par exemple, furent aussi séduisantes et encourageantes pour les classes "vulgaires" que celles de Jean Calvin<sup>34</sup>.

Mais le libéralisme économique, à partir du XVIIIe siècle et surtout du XIXe siècle est allé encore plus loin pour convaincre et séduire les individus dans leur quête du bonheur matériel. Désormais, il ne s'agit plus seulement de s'enrichir pour servir l'Etat-Prince (Mercantilisme) ou pour faire la gloire de Dieu (Calvinisme), mais aussi et surtout pour son propre intérêt égoïste ; Il ne s'agit plus de s'enrichir aux dépens d'autrui (Mercantilisme), ni tout en pratiquant l'ascèse (Calvinisme), mais de le faire au profit de tous et pour jouir de la vie.

Boisguillebert (Dissertation sur la nature des richesses, 1712), n'hésitait pas à préconiser de laisser agir la nature humaine "de façon que seul le profit soit l'âme de tous les marchés". Bernard de Mandeville (Fable des abeilles, 1714) soutenait que les vices privés faisaient les vertus publiques. David Hume (Recherche sur les principes de la morale, 1715) ne se gênait pas pour se faire l'avocat d'un système d'inégalités sociales, qui ne s'expliqueraient que par "les différents degrés entre les arts, les sciences et l'industrie", et insister sur les dangers d'une politique d'égalitarisme qui ne pourrait que plonger toute la société "à la dernière indigence". Jérémie Bentham (Principes de morale et de législation, 1789) n'hésitait pas à affirmer que l'Utile devait remplacer le Bien, la Science remplacer la Morale et la Religion, sinon un système économique ne pourrait que reposer "sur du sable mouvant". Et, bien sûr, Adam Smith

(Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776) démontrait magistralement que la "main invisible" assurait la compatibilité parfaite entre intérêts égoïstes des individus et intérêt général de la collectivité.

Désormais, il n'est plus question pour les individus de se plier au jugement arbitraire et hasardeux d'une quelconque autorité (Eglise, Etat-Prince). L'arbitrage des décisions, donc des désirs exprimés de chacun, est assuré par un marché parfait qui n'est autre qu'un "commissaire-priseur" impartial (Léon Walras), qu'un immense tribunal populaire neutre. L'ordre, indispensable à la défense de la liberté de chacun et à la réalisation de la prospérité pour tous, selon les tenants du libéralisme économique, n'est ni un ordre sacré, providentiel (Physiocrates), ni un ordre imposé arbitrairement par un Etat-Prince (Mercantilistes). C'est un ordre spontané, voulu e accepté par tous : c'est la "catallaxie" de Ludwig von Mises et de Friedrich August Hayek.

Désormais, il ne s'agit plus de simple profession de foi pour louer le système de liberté du commerce, de simples recettes empiriques pour enrichir l'Etat-Prince; mais d'analyses et de démonstrations d'apparence très scientifique pour faire prévaloir la supériorité du système d'économie libérale de marché sur tout autre système de régulation. Le libéralisme économique ne se contente pas d'être une doctrine normative, bien au contraire, les économistes libéraux prétendent offrir des explications scientifiques, donc "neutres" et positives, fondées sur des "lois naturelles" universelles et indépendantes de tout système idéologique.

L'opportunité de l'avènement du libéralisme économique et la forte séduction des thèses de l'économie politique libérale sont facilement compréhensibles dans le contexte de la société occidentale des XVIIIe et XIXe siècles.

Depuis le XVIe siècle, la double influence du Puritanisme et du Mercantilisme, ainsi que l'afflux massif des métaux précieux vers l'Europe en provenance du nouveau continent, ont permis, non seulement un très important développement du commerce, donc de l'économie marchande, mais aussi et surtout l'avènement d'une classe sociale nouvelle et d'un système d'économie nouveau : la bourgeoisie et l'économie capitaliste.

La chrématistique, dont parlait Aristote, s'est définitivement substituée à la véritable économique, dans le sens aristotélicien. C'est la recherche du profit pécuniaire qui est devenue le moteur de l'activité économique, c'est l'économie marchande qui a commencé à exercer son impérialisme sur l'économie domestique. Karl Marx parlait alors de la "circulation" (commerce) et de la plus-value issue de la circulation (profit tiré du commerce) ayant permis aux bourgeois de progressivement s'approprier les moyens de production du peuple

pour devenir des capitalistes manufacturiers. Max Weber, quant à lui, insistait sur l'influence de l'éthique puritaine dans la conception du "point de vue final de la rationalisation de la vie", et donc dans la formation de l'économie et de la société nouvelles. Fernand Braudel<sup>35</sup> analysait récemment ce phénomène de substitution du "contre-marché" (ou Private Market) au marché réel (ou Public Market).

Bref, un esprit nouveau est né en Europe dès le XVIe siècle, et a permis le pleir succès du libéralisme économique deux siècles plus tard.

Depuis le XVIIe siècle, avec l'éclosion de l'esprit scientifique et rationaliste et le bouillonnement de la pensée politique<sup>36</sup> remettant en cause à la fois le mysticisme, l'empirisme et l'autoritarisme du pouvoir féodal jusque-là en vigueur, l'explication du Monde et donc des rouages de l'économie et de la société humaines, a cessé de se référer au sacré, aux axiomes a priori.

Les découvertes scientifiques et techniques, qui se sont multipliées depuis le XVII siècle <sup>37</sup>, en Europe, ont aussi contribué à préparer l'avènement de ce que l'on appelle le "siècle des lumières" (XVIIIe siècle). Siècle que Kant considéra comme celui "où l'être humain arrive à l'âge adulte", et qui correspond à ce que Auguste Comte, dans sa "loi des trois états" appela l'état positif et industriel (succédant à l'état théologique et à l'état philosophique).

On comprend dès lors aisément le succès obtenu par l'économie politique libérale qui se voulait être non seulement le défenseur des libertés individuelles, mais aussi et surtout le résultat d'une démarche foncièrement scientifique, donc impartiale.

Enfin, depuis le XVIIIe siècle, avec les révolutions démographique et agricole et Europe, et notamment en Grande-Bretagne, l'exode rural massif n'a pas seulement permis la constitution d'un prolétariat misérable urbain très favorable à l'effort d'industrialisation, mais aussi la formation et de développement de la petite et moyenne bourgeoisie, des "cols blancs" qui servait avec dévouement et efficacité la grande bourgeoisie, les "grandes dynasties" financières, commerciales et manufacturières <sup>39</sup>.

Cette petite et moyenne bourgeoisie fut à la fois le fruit de l'application du libéralisme économique et le milieu le plus propice à la propagation des thèses économiques libérales. Elle constitua le plus efficace canal de diffusion des valeurs nouvelles et de défense de cette "troisième avenue" dont parlait si bien Joseph Shumpeter dans son *Capitalisme, socialisme et démocratie*.

Mais, mieux encore que le dévouement des "cols blancs" petits bourgeois, c'est l'ardeur du corps enseignant, au sein d'une société où le savoir et les

connaissances techniques sont devenus indispensables à la réussite, qui a permis la diffusion des idées libérales et des valeurs bourgeoises.

J.-P. Rioux (La Révolution industrielle : 1780-1880) écrit "Les enseignants, parfois issus du peuple ou des classes moyennes, piétinent dans leur statut ambigu de semi-bourgeois ; souvent gagnés aux idées humanitaires de gauche, ils consolident néanmoins inconsciemment le système qui leur offre ascension sociale et considération".

Le triomphe du libéralisme économique fut étroitement lié à l'âge d'or du capitalisme du XIXe siècle, après la première révolution industrielle, et avec le remplacement du système féodal par la société bourgeoise.

Si, en Grande-Bretagne, foyer de la première révolution industrielle de la fin du XVIIIe siècle, la participation de la Gentry rurale et de la Bourgeoisie de la City a gouvernement date de 1689 (4 siècles après la création de la Chambre des Communes), en France l'influence de la Bourgeoisie ne s'est nettement manifestée qu'avec la Révolution de 1789, pour triompher sous la Monarchie de Juillet et le Second Empire. L'historien G. Ripert(Aspects juridiques du capitalisme contemporain) n'hésite pas à affirmer : Je crois que l'on peut dater l'avènement du capitalisme en France de la Révolution de 1789. En détruisant l'ordre ancien qui aurait pu s'opposer au développement du capitalisme, elle a permis la création d'un régime nouveau qui devait en assurer le triomphe".

L'alliance entre les libéraux et les bourgeois est évidente et facilement compréhensible : c'est grâce aux thèses séduisantes du libéralisme économique que la bourgeoisie marchande, financière puis manufacturière a pu progressivement faire reculer et disparaître les prérogatives des anciennes classes et les réglementations contraignantes de l'Ancien Régime. Et c'est grâce à la bourgeoisie, notamment avec la prospérité économique créée, la modification du "pacte fiscal", donc du partage du pouvoir politique, que l'économie politique libérale a pu triompher.

Cette alliance, cette connivence, ont été à l'origine de la très sévère critique de Karl Marx à l'égard des économistes "bourgeois" : "la question n'était plus, aux yeux de 1 économie politique, de savoir si tel ou tel théorème était vérifié, mais s'il était utile ou nuisible au capital, convenable ou opportun, politiquement dangereux ou non. A la place d'enquêteurs désintéressés, on avait affaire à des boxeurs dont on loue les services ; à la place d'une recherche authentiquement scientifique, on trouvait la mauvaise conscience et la malice de l'apologétique."

#### 312. L'EFFICACITE INDISCUTABLE DE SON APPLICATION

### 312.1. Les performances en chiffres

Avec le système de libre entreprise, favorisé par des législations très libérales (notamment en matière d'emploi de la main-d'œuvre), et appuyé par un réseau d'institutions financières de plus en plus performantes, ainsi qu'un commerce international très inégal mais très juteux, l'économie capitaliste de marché a connu,

depuis la fin du XVIIIe siècle, une prospérité sans précédent. Surtout grâce à une série de révolutions techniques et technologiques, appelées révolutions industrielles<sup>41</sup>.

Cette prospérité a aussi permis à l'Europe d'abord, puis aux Etats-Unis d'Amérique ensuite, talonnés par le Japon depuis les années 1970, d'exercer une hégémonie incontestable et incontestée sur l'économie mondiale.

## A la veille de la première guerre mondiale, la suprématie de l'Europe occidentale et l'hégémonie de la Grande-Bretagne étaient incontestables

Avec une population représentant 26,5 % de la population mondiale en 1910, l'Europe réalisa 42 % du PNB mondial. Et la progression fut remarquable de 1860 à 1910, surtout en comparaison avec le recul du reste du monde.

- Part	dans la population i	mondiale	dans le PNB mo	ndial
	1860	1910	1860	1910
de l'Europe	23,3%	26,5%	36%	42%
des pays neufs	3,1%	6,6%	6%	25%
du reste du monde	73,6%	66,9%	58%	33%

(Paul Bairoch : "Commerce extérieur et développement économique en Europe")

Si la domination de l'Europe occidentale était évidente, la suprématie de la Grande-Bretagne était aussi indiscutable, sur tous les plans, surtout eu égard à sa faible population (15 millions en 1800, 39 millions en 1900). Cette suprématie a été progressivement et partiellement contestée, néanmoins, par l'Allemagne et les Etats-Unis à partir du début du XXe siècle.

#### - Part dans la production manufacturière mondiale

	1870	1896-1900	1913
de la G. Bretagne	31,8%	19,5%	14,1%
de la France	10,3%	7,1%	7%
de l'Allemagne	13,2%	16,6%	14,3%
des Etats-Unis	23,3%	30,1%	35,8%
de la Russie	3,7%	5%	4,4%
du Japon	equipment and appropriate	0,6%	1,2%

(SDN in M. Niveau Histoire des faits économiques contemporains)

#### - Part dans les exportations mondiales

	1840	1900	1913
de la G. Bretagne	32%	21%	15,2%
de la France	10%	8%	7,8%
de l'Allemagne	-	12%	13,1%
des Etats-Unis	8%	11%	11,5%

#### - Ampleur des investissements internationaux en 1914

Grande 18,380 milliards de dollars (dont 41,4 % en Asie, Afrique et

Bretagne : Océanie ; 34 % en Amérique du Nord ; 20,4 % en Amérique

centrale et latine. Bref: 95,8 % dans les colonies).

France: 7,350 milliards de dollars (dont 30,75 % en Russie;

25,85 % en Asie, Afrique et Océanie ; 16,33 % en Autriche-

Hongrie et dans les Balkans ; 8,98 % dans l'empire

ottoman; 5,44 % en Amérique du Nord).

Allemagne: 4,840 milliards de dollars (dont 24,38 % en Autriche-

Hongrie et dans les Balkans ; 19,63 % en Amérique centrale et latine ; 19,21 % en Amérique du Nord ; 18,18 % en Asie-

Afrique-Océanie ; 18,6 % en Russie et dans l'empire

ottoman).

Etats-Unis : 3,484 milliards de dollars (dont 47,32 % en Amérique

centrale et latine ; 24,9 % en Amérique du Nord ; 19,86 %

en Europe ; 7,93 % en Asie-Afrique-Océanie).

Au total, environ 34 milliards de dollars pour ces seules quatre puissances, sur 44 milliards dans le monde (recensés par l'ONU). Soit 77,3 %. Cette masse énorme de capitaux (il s'agissait des dollars-or) investis à l'étranger (qui représentait presque 4 fois la valeur des exportations de ces quatre puissances - environ 9 milliards de dollars - et deux fois la valeur des exportations mondiales - environ 19,5 milliards de dollars -) caractérisait bien la nature et la stratégie des grands pays capitalistes.

Avec le succès réalisé dans le développement des institutions financières, ces pays (notamment en Europe) ont pu canaliser une masse importante de l'épargne. Mais l'essentiel de l'équipement ferroviaire ayant été assuré, les débouchés à rendement élevé pour les capitaux disponibles ayant baissé (de plus de 5 % par an à environ 3 %), en Europe occidentale, la recherche des placements juteux, dans les pays neufs (dont les Etats-Unis) et en Europe centrale et orientale (Russie, empire austro-hongrois) comme dans les colonies (dont les Indes) devenait impérative<sup>42</sup>.

Ces investissements internationaux constituaient aussi, à l'évidence, un instrument nouveau de l'impérialisme, complément logique du commerce international, depuis toujours très inégal entre pays avances et sous-développés. D'où la critique virulente de Lénine, en 1916, avec "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", et sa réflexion à propos des investissements internationaux : "ce qui caractérisait l'ancien capitalisme où régnait la libre

concurrence, c'était l'exportation des marchandises ; ce qui caractérise le capitalisme actuel où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux". 43

- Expansion coloniale de la fin du XIXe siècle à la veille de la première guerre mondiale

La prospérité économique et l'avance technologique des grands pays capitalistes ont non seulement permis à ces pays de consolider leurs anciennes conquêtes coloniales, mais aussi de les développer.

Avec une population peu importante (notamment pour le cas de la Grande-Bretagne), les grands pays capitalistes ont pu contrôler directement d'immenses territoires et masses humaines.

		1876		1914
	Territoire	Population	Territoire	Population
spire britannique*	22 millions km <sup>2</sup>	252 millions	34 millions km <sup>2</sup>	394 millions
lonies de la France, l'Allemagne, des U. et du Japon	1 million km <sup>2</sup>	6 millions	14 millions km²	7 8 millions
tres colonies	4 millions km <sup>2</sup>	40 millions	8 millions km <sup>2</sup>	78 millions
tres colonies compris les Domis	A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH	40 millions	8 mil	lions km²

(J.-Ch Asselain Histoire économique, Dalloz, p

#### A partir de la première guerre mondiale

En dépit des crises et des guerres, les économies capitalistes n'ont cessé de prospérer et de développer leur hégémonie. Ce, néanmoins, avec quelques changements.

- Le pôle de développement, le leadership, ont changé de continent.

Les Etats-Unis d'Amérique<sup>44</sup>, à partir des années 1920, et surtout au sortir de la deuxième guerre mondiale, ont pris la place de la Grande-Bretagne, en net déclin<sup>45</sup>. Depuis les années 1960 et notamment 1970, parallèlement à la double crise du système monétaire international et de l'énergie, le Japon a réalisé de foudroyantes performances et est apparu de plus en plus prêt à revendiquer le rôle de leadership<sup>45</sup>. Entre temps, la vieille Europe, avec la CECA depuis 1951, la CEE depuis 1958<sup>6</sup>, a déployé d'importants efforts pour constituer un bloc homogène tant sur le plan stratégique (face aux Etats-Unis et à l'URSS) que sur le plan économique (face aux Etats-Unis et au Japon).

- Le libéralisme économique s'est métamorphosé

Le libéralisme économique pratiqué par les pays capitalistes s'est progressivement métamorphosé sous l'influence des critiques socialistes et marxistes, des luttes sociales, des guerres et des crises. C'est avec le keynésianisme depuis les années

1920 et surtout depuis la parution de la *Théorie générale* en 1936 et la grande dépression des années 1930, suite au krach boursier de 1929 ("jeudi noir" 24 octobre), que l'intervention des Etats est devenue importante et systématique. C'est l'ère du libéralisme dirigiste, de l'Etat-Providence.

En dépit de nombreuses et sévères critiques formulées par les néo-libéraux à l'encontre et du keynésianisme et de l'Etat-Providence (Monétarisme, Economie politique de l'offre, Théorie des anticipations rationnelles, Hayekisme...), en dépit des efforts de désétatisation et de dérégulation déployés depuis les années 1980, notamment en Grande-Bretagne avec Mme Thatcher e aux États-Unis avec R. Reagan, le libéralisme dirigiste semble avoir encore ur long avenir devant lui.

#### - L'expérimentation de la doctrine marxiste en URSS

Avec la Révolution d'octobre 1917, la Russie tsariste est devenue une république socialiste soviétique, mettant en expérimentation la doctrine marxiste sur le double plan politique (dictature du prolétariat) et économique (collectivisation des moyens de production, planification intégrale et impérative). L'URSS créée le 30/12/1922, est devenue une des deux super-puissances après la deuxième guerre mondiale, chef de file du bloc socialiste et notamment du Pacte de Varsovie et du CAEM (or COMECON)<sup>47</sup>. Le camp socialiste s'est élargi depuis la deuxième guerre, avec notamment la Chine populaire née en 1949.

Depuis l'expérience de Deng Xiao Ping en Chine populaire à partir de 1979 suivie de celle de Mikhaïl Gorbatchev en URSS à partir de mi-1985, on assista à un mouvement historique et spectaculaire de libéralisation économique et de démocratisation politique dans l'ensemble des pays socialistes. Certains n'hésitent pas à parler de la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, et de l'abandon du modèle d'économie planifiée d'inspiration marxiste.

### - La conférence de Bandung et le mouvement de décolonisation

Depuis la conférence de Bandung en Indonésie (18 au 25/04/1955) et le mouvement de la décolonisation, non seulement les pays dits du Tiers-Monde ont essayé de réussir leur indépendance politique (avec notamment la création du groupe des non-alignés à la conférence de Belgrade en septembre 1961), mais aussi et surtout leur développement socio-économique.

Depuis les années 1970, à côté des PVD pétroliers ayant réussi à créer l'OPEI (organisation des pays exportateurs de pétrole, 14/09/1960), un petit nombre de PVD non-pétroliers forme ce que l'on appelle aujourd'hui les NPI (nouveaux pays industriels) ou les NEI<sup>48</sup> (nouvelles économies industrielles). Les "petite dragons" de l'Asie du Sud-Est (Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour et bientôt Thaïlande et Indonésie) apparaissent comme les plus dynamiques et

performants de ces NPI. Et le Japon, avec son vieux projet remis au goût du jour de "zone de co-prospérité", semble fermement décidé à coopérer étroitement avec les "Petits dragons", voire avec le "grand dragon" qu'est la Chine populaire, pour remettre ouvertement en cause l'hégémonie américaine.

A travers ces changements, une constante fondamentale demeure : le libéralisme économique est loin de pouvoir assurer un système d'économie de marché véritablement concurrentiel, de pouvoir vaincre les misères. En tout cas, au niveau mondial. Bien au contraire : le "contre-marché" dont parlait Fernand Braudel, est plus que jamais puissant avec le phénomène des SMN (sociétés multinationales), des BMN (banques multinationales) ; et le fossé ne cesse de se creuser entre ce qu'il est convenu d'appeler le Nord et le Sud.

Avant la première guerre, le PNB par tête moyen des pays pauvres par rapport à celui de l'Europe est passe de 50 % (1860) à 30 % (1910), avec une population européenne représentant 25 % de la population mondiale. Par rapport à celui de la première puissance de l'époque (Grande-Bretagne), ce pourcentage est passe de 28 % (1860) à 11 % (1910).

En 1955 : le PNB par tête moyen des PVD par rapport à celui des PIEM<sup>9</sup> était de 7,3 % (4,8 % par rapport à celui des Etats-Unis). Le PNB par tête moyen des PVD à revenu faible par rapport à celui des PIEM était de 3,45 % (2,3 % pa rapport à celui des Etats-Unis).

En 1988: respectivement 4,3 % (3,8 %) et 1,8 % (1,6 %)<sup>50</sup>.

Et pourtant, de 1800 à 1987, le PNB mondial en dollar constant de 1975 es passé de 192 milliards à 15000 milliards, avec une population mondiale passant de 954 millions à 5 milliards. Soit une croissance du PNB par tête de 201\$ à 3000 \$<sup>51</sup> (une multiplication par presque 15, en dollar constant).

Il est donc clair que le fossé s'est nettement creusé entre nations riches et pauvres, au sein d'un phénomène global de fort enrichissement par tête.

A cette répartition très inégale et de plus en plus inégale des richesses, s'ajoute un système d'échanges internationaux très déséquilibré.

En % des exportations		1055	1000
	1913	1955	1988
PIEM	75%	62,1%	77%
PVD	25%	29,4%	17%
PVD à revenu faible		5,6%	4,1%

(Godet-Ruyssen, op. cit. et BIRD 1990)

Et pourtant les exportations mondiales, en volume, ont été multipliées par environ 7 de 1913 à 1988. Il est donc clair que l'expansion du commerce mondial n a pas profité globalement aux pays pauvres. Bien pire, elle a plutôt aggravé la dépendance et l'endettement de ces pays.

#### 312.2 Une efficacité et une performance réalisées avec un solide soutien de l'Etat

L'épanouissement et le triomphe du libéralisme économique à travers le système d'économie de marché capitaliste n'auraient jamais pu avoir lieu "sans la complicité active de la société" 52, ni sans le soutien actif de l'Etat.

Cette complicité, cette adhésion aux valeurs nouvelles, cet engouement pour la "troisième avenue", s'expliquent aisément à une époque où le développement des sciences et de l'esprit critique modifiait la vision du monde et de la société, où le libéralisme économique apparaissait comme le corollaire évident de la démocratie politique. L'abrogation des privilèges exorbitants des anciennes classes devait aller de pair avec celle des entraves au libre commerce et à la libre entreprise. La "troisième avenue" était grande ouverte à tous, et non réservée à quelques privilégiés bien nés.

Mais cela ne pouvait pas suffire. Puisque le libéralisme a besoin de l'ordre, il a besoin d'une autorité capable non seulement de définir les règles du jeu social mais aussi de les faire respecter. C'est l'Etat-Gendarme, l'Etat-Protecteur.

En Grande-Bretagne, par exemple, les lois sur les Enclosures, très favorables aux Landlords, ont bien permis la modernisation de l'agriculture et le développement de l'élevage et ont déclenché un vaste mouvement d'exode rural très utile à l'industrialisation. Les lois sur les sociétés et les banques telles le Bubble Act en 1719, le Joint Stock Banks Act en 1828, le Chartered Act en 1837, le Joint Stock Companies Act en 1856, furent essentielles pour instituer le capitalisme

	Population	PNB par tête
96 PVD	3,952 milliards	750\$
42 PVD à revenu faible	2,884 milliards	320\$
19 PIEM de l'OCDE	0,7511 milliards	17470\$
Etats-Unis	0,2463 milliards	19840\$

moderne, l'abolition des Corn Laws en 1848<sup>53</sup>, du Pacte colonial et de l'Act of Navigation en 1850, institués à l'époque de Cromwell et du Mercantilisme "commercialiste", ont aussi permis à la Grande-Bretagne de devenir très libre-échangiste et de dominer sur une très longue période le commerce international.

En France, la Révolution de 1789, avec notamment la confiscation des biens de la Noblesse et du Clergé, le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier en 1791 démantelant les corporations et interdisant les coalitions ; le Consulat avec la création de la Banque de France (1800), du Franc Germinal (1803), du livret du travail (1803), du Code Civil (1804) ; l'Empire avec le code du Commerce (1807) ont tous contribué à l'épanouissement du libéralisme économique et du capitalisme en France.

Cela n'a pourtant pas empêché le libéral Jean-Baptiste Say de s'opposer à Bonaparte en refusant toute collaboration, ni l'effet pervers de la réforme agraire de la Révolution qui était à l'origine de la "consolidation pour un siècle et demi d'un régime de petite exploitation et de petite propriété paysanne..." <sup>54</sup>, donc du retard français en matière d'exode rural<sup>3</sup>, de formation du prolétariat urbain, et même du vieillissement précoce de la population française <sup>55</sup>. Cet effet pervers peut être considéré comme l'un des facteurs fondamentaux du retard français vis-à-vis de la Grande-Bretagne, dans l'industrialisation.

C'est avec la Monarchie de Juillet (avec Louis-Philipe, "le roi bourgeois") e surtout le Second Empire, que le capitalisme français s'est réellement affirmé. Avec notamment la loi de 1842 sur la construction et l'exploitation des chemins de fer, la "fièvre des commandites" et le "boom des sociétés" dans les années 1850 et 1860, les lois de 1863 sur les SARL et de 1867 sur les SA, la naissance des banques commerciales (Crédit Mobilier et Crédit Foncier en 1852, CIC et 1859, Crédit Lyonnais en 1863, Société Générale en 1864), la fusion des compagnies de chemins de fer sous l'égide de l'Etat et du Crédit Mobilier des frères Pereire, la création par le Crédit Mobilier de la Compagnie Générale Maritime... <sup>56</sup>

En Allemagne, s'il est vrai qu'au XIXe siècle le libéralisme économique ne triomphait pas comme en Grande-Bretagne, en France, aux Etats-Unis, l'intervention de l'Etat, néanmoins, a sans conteste permis l'avènement d'une grande puissance industrielle, vers la deuxième moitié de ce siècle.

La constitution du Zollverein, en 1834, sous l'influence de Friedrich List et sous l'égide de la Prusse, la constitution du 2° Reich<sup>57</sup> (Empire Bismarkien) en 1871, le protectionnisme "éducateur" et les réformes sociales de Bismark, ont permis à l'Allemagne de "se muscler" et de se défendre contre l'impérialisme franco-britannique<sup>58</sup>.

L'intervention de l'Etat, au lieu de faire peser sur l'économie une bureaucratie néfaste ou de servir principalement les intérêts des capitalistes, "évoque plutôt... des idées de discipline,

1	1	800	18.	50	1:	950
	GB	France	GB	France	GB	France
Population totale (millions)	15	27,3	22,6	35,8	50,6	41,9
Population active agricole						
(en % de la population active totale)	35,9%	75%	21,7%	64%	5%	8,9%
Produit agricole						
(en % du produit national)	32,5%	42%	* 20,3%	36%	4,7%	15%
				(	Maurice Nive	au, p. 40 et 45)

de compétence et d'efficacité ; le fonctionnement de l'administration constitue, à bien des égards, un modèle pour la grande entreprise privée"<sup>59</sup>.

Au Japon, au XIXe siècle, c'était aussi, curieuse coïncidence, en réaction contre la

menace impérialiste étrangère que le pays a su et pu rapidement se moderniser pour devenir très vite une grande puissance industrielle.

Profitant du débarquement des Américains puis des Européens par la suite, au début de la deuxième moitié du siècle, qui lui imposèrent des traités d'ouverture (1854 avec les Américains et 1859 avec les Européens) et surtout le traité de renoncement à l'autonomie douanière (24/11/1864), le Japon, avec le tout jeune empereur Mutsu Hito (14 ans en accédant au trône, le 30/1/185-67) a su ouvrir une ère nouvelle : l'ère Meïji (gouvernement éclairé).

Avec l'appui des étrangers, Mutsu Hito réussit à mettre fin au système de Shogunat<sup>60</sup> et à entreprendre de grandes réformes pour moderniser son pays<sup>61</sup>. Trente ans, à peine, après l'ultimatum lancé par le Commodore américain Matthew C. Perry (juillet 1853), le Japon est parvenu, dès le début des années 1880, à se doter des structures politico-socio-économico-financières indispensables au décollage de son économie<sup>62</sup>. Cette tradition continue toujours, et, avec le MITI (Ministry of International Trade and Industry) le Japon a encore une fois, en l'espace de quelques décennies, réussi non seulement à reconstruire son économie mais aussi à devenir le premier créancier mondial (remplaçant les Etats-Unis devenus débiteurs nets), la première puissance économique (en termes de PNB par tête, dans les groupes des 7 et des 5) et commerciale (en termes d'excédent commercial, mais non de part dans les exportations mondiales).

Après deux siècles d'application, le libéralisme économique et l'économie capitaliste de marché ont permis la réalisation de fantastiques progrès non seulement dans le pur domaine de l'économie, mais aussi dans celui de la démocratie politique. Le fiasco de l'expérience socialiste scientifique à l'Est, comme dans une large part au Sud, ne peut que donner plus d'éclat à la réussite et à la supériorité de la voie libérale.

Cependant les tenants du libéralisme économique auraient grand tort de faire du triomphalisme et les "déçus du socialisme" se tromperaient lourdement en se jetant à corps perdu dans la voie qu'ils condamnaient si violemment encore hier.

Les misères croissantes du Tiers-Monde ; les dangers de plus en plus manifestes (et dénoncés par les Ecologistes et les comités d'éthique de par le monde) que font peser sur l'humanité non pas seulement la course aux armements mais aussi et sans doute surtout le système de gaspillages et de compétition hors du bon sens ; le succès grandissant des thèses intégristes et extrémistes de tous bords auprès des millions, voire des milliards de laissés-pour-compte, doivent, à l'évidence, rappeler à tous les lacunes et les vices du libéralisme économique.

# 32. LE LIBERALISME ECONOMIQUE : UNE SOLUTION DE MOINDRE MAL QUI NECESSITE UN EFFORT PERMANENT DE REFORMES ET D'ADAPTATION

Le libéralisme économique de la fin du XXe siècle, et son bras séculier, l'économie capitaliste de marché, sont évidemment très différents de ceux des siècles et décennies passés. Sous le poids des critiques et des révoltes des peuples, ils se sont réformés, humanises.

On peut dès lors dire, comme Alexandre Kojève, que "Marx a tort parce qu'il avait raison", que "Henry Ford fut le seul grand marxiste authentique et orthodoxe du XX¢ siècle".

Mais y-a-t-il réellement changement ? Certains, tel Fernand Braudel, ne le pensen pas. Pour Braudel la caractéristique et la force du capitalisme, donc du libéralisme économique, "sont de pouvoir batteries passer d'une ruse à une autre, d'une forme d'action à une autre, de changer dix fois de batteries selon les circonstances de la conjoncture et, ce faisant, de rester fidèle, assez semblable à lui-même" 63.

Il apparaît donc utile d'analyser les faiblesses, les contradictions, de cette doctrine et de ce système pour mieux comprendre l'histoire des économies et des sociétés. Donc, pour mieux entrevoir ou préparer notre avenir.

## 321. LES LACUNES ET CONTRADICTIONS DU LIBERALISME ECONOMIQUE ET LA NECESSITE DE L'INTERVENTION CORRECTRICE DE L'ETAT

321.1 Des thèses abstraites qui reflètent mal la réalité et une scientificité de la démarche qui cache mal l'apologétique

Les libéraux prétendent que la régulation par le marché des décisions individuelles est le meilleur mode de régulation, d'arbitrage qui soit. Elle doit assurer à la fois l'optimum des choix individuels, l'optimum social et la justice commutative.

En fait, si la régulation par le marché est à l'évidence meilleure que celle arbitraire dictée par les Princes (si l'on excepte celle par Dieu, dans la fameuse thèse du "juste prix" de Saint Thomas), l'imperfection du marché n'assure en rien ni l'optimum, ni l'allocation rationnelle des ressources, ni la justice commutative.

Quant à la justice distributive, antérieure à l'échange, les thèses libérales sont plus que douteuses. Dès lors, le bien-fondé du droit à la propriété est plus que discutable <sup>64</sup>.

Les libéraux prétendent que le libéralisme économique a pour finalité la libération de l'homme, que l'économie de marché (c'est-à-dire, en fait, 1 économie capitaliste) est l'étape finale de 1 organisation socio-économique.

En réalité, l'aliénation croissante des sociétés humaines aux richesses matérielles,

l'irrationalité flagrante et grandissante dans la gestion des ressources naturelles et humaines, autorisent le doute et le scepticisme.

John Stuart Mill, le dernier des grands économistes libéraux "classiques" a, dès 1848, clairement exprimé ce doute. Avant Karl Marx, pour qui le libéralisme économique et le système d'économie capitaliste ne représentent qu'une étape parmi d'autres dans l'histoire des sociétés humaines.

Aujourd'hui, la Banque Mondiale (BIRD), comme bien d'autres organisme internationaux, très difficilement suspecte de sympathie gauchiste ou même marxiste, tire régulièrement la sonnette d'alarme quant à l'évolution de la gestion de l'économie mondiale<sup>65</sup>.

Michel Beaud rappelle récemment que "l'inégalité n'est en rien garante de l'efficacité", que si "le système capitaliste est une fantastique machine à créer de la richesse..., il est aussi une terrible machine à créer de la pauvreté : il détruit, disloque les systèmes productifs plus faibles", que le système capitaliste tout en créant des richesses, crée davantage de besoins, d'où "plus d'insatisfaction, de frustrations et de pauvreté ressentie".

C'est tout simplement la réflexion de J.S. Mill dès 1848.

Les libéraux prétendent analyser les phénomènes socio-économiques avec une méthode scientifique, une démarche neutre, positive, sans préjugé doctrinal. Les économies, donc les sociétés humaines, seraient, selon eux, régies par des "lois naturelles".

En fait, il est clair que les thèses libérales cherchent à justifier un système donné d'organisation économique et sociale. Même si, en comparaison avec l'irréalisme des Anciens qui condamnaient systématiquement la chrématistique, l'empirisme et l'immoralisme de la démarche mercantiliste, l'insuffisance de l'approche physiocratique<sup>66</sup>, les thèses libérales<sup>67</sup> apparaissent comme scientifiques, novatrices, cette scientificité est loin d'être indiscutable.

Il n'y a pas que Marx et les socialistes qui critiquent très sévèrement cette prétendue scientificité. Le célèbre économiste américain John Kenneth Galbraith<sup>68</sup> écrit récemment : "On insistera d'autant plus véhémentement sur le caractère entièrement scientifique et neutre de l'économique, qu'elle est politiquement tout à fait préméditée... Les modèles économiques reçus, dans le passé, ne furent pas forcément ceux qui éclairèrent la réalité. Ils servirent fréquemment à détourner l'attention des questions socialement fort pressantes qui avaient des implications alarmantes pour l'action politique."

321.2 Des théories qui passent sous silence les inégalités de droits et de pouvoir sur les marchés et les graves crises qui secouent les économies

Les belles et séduisantes théories de "la main invisible" (A. Smith), des "avantages comparatifs" et de "l'équilibre automatique de la balance des comptes" (D.

Ricardo), de "l'optimum social" (V. Pareto), de "l'équilibre général" (L. Walras),... passaient entièrement sous silence, évidemment, les inégalités de droits et de pouvoir sur les marchés, le caractère très imparfait des marchés, très inéquitable de la répartition des revenus<sup>69</sup> et des échanges internationaux, l'exploitation abusive de la main-d'œuvre<sup>70</sup>, les multiples crises économiques et financières<sup>71</sup> qui ont toujours secoué les sociétés humaines (dont les plus grandes victimes ont toujours été les "économiquement faibles") et qui n'ont pas toujours eu pour causes les aléas naturels, loin de là.

Crises, guerres, révoltes et révolutions sociales ont fini par imposer aux économistes et aux dirigeants politiques et économiques, des révisions déchirantes de leurs concepts, de leurs analyses, et de leurs politiques économiques.

D'où l'avènement du keynésianisme et de l'Etat-Providence depuis l'entredeux-guerres et notamment la deuxième guerre mondiale<sup>72</sup>.

# 322. LE LIBERALISME DIRIGISTE AVEC L'ETAT-PROVIDENCE ET SES INCONVENIENTS

322.1 Les contraintes économiques et socio-politiques ont conduit à l'intervention de l'Etat

Les Etats n'ont, bien entendu, pas attendu l'avènement du keynésianisme pour intervenir dans les économies. Et la recherche de la socialisation, de l'humanisation des règles du jeu en économie, à travers cette intervention étatique, ne s'inspire pas forcément des thèses socialistes et marxistes. Les contraintes économiques et sociopolitiques ont jusqu'ici souvent joué un rôle déterminant.

Le keynésianisme, néanmoins, a fortement légitimé cette intervention. Tout comme d'ailleurs le Puritanisme et le Mercantilisme avaient légitimé la recherche de l'enrichissement et du profit pur, le Léninisme et le Stalinisme, puis le Nazisme avaient pour un temps légitimé une certaine révolution "libératrice".

L'Etat-Providence, souvent abusivement qualifié d'Etat "keynésien", qui, dans les démocraties à l'occidentale, est un Etat de droit, détient sa légitimité du suffrage populaire. On peut aisément comprendre les préoccupations, non seulement d'ordre économique, mais aussi d'ordre social, de cet Etat. L'accent mis par J.M. Keynes sur l'aspect équilibre de sous-emploi, sur la nécessité pour l'Etat de redresser la demande pour résorber le sous-emploi, n'était donc pas dû au hasard. La très sévère critique de Keynes, dans les années 1920, concernant l'aveuglement des hommes d'Etat obsédés par la stabilité des prix et surtout celle des monnaies liées à l'or (cette "relique barbare"), n'était pas sans fondement, non plus.

L'Etat-Providence, contrairement à l'Etat-Gendarme, à l'Etat-Protecteur, ne se contente plus de légiférer, de définir le cadre juridique pour le fonctionnement de l'économie et de la société, de faire respecter l'ordre socio-économique, de protéger les citoyens (même de façon souvent très sélective). Il intervient directement dans 1 activité économique de la société. Il "vise à substituer à l'incertitude de la providence religieuse la certitude de la providence étatique" L'Etat-Providence accompagne le mouvement par lequel la société cesse de se penser sur le modèle du corps pour se concevoir sous le mode du marché" L'Etat-Providence assure, outre ses fonctions régaliennes celles d'allocation (optimale) des ressources, de redistribution des revenus, et de régulation de la conjoncture. Il peut même être un producteur, un banquier, un planificateur.

Dans les économies industrialisées, du fait de la substitution de l'Etat-Providence à l'Etat-Protecteur, le poids de l'Etat et du secteur public n'a cessé de progresser dans l'économie<sup>76</sup>.

Il y a, en gros, une multiplication par 3 (par 9 pour les Etats-Unis) en l'espace d'un siècle et demi environ. Certains pays sont, néanmoins, plus étatistes que d'autres et éprouvent plus de difficulté à réduire les dépenses publiques (ex : la France). Le cas des Etats-Unis est particulièrement révélateur du développement de l'Etat-Providence, depuis notamment les années 1930<sup>77</sup> (avec le New Deal, le Fair Deal, la New Frontier, la Great Society, de F Roosevelt à L. Johnson). Pour le Japon, il faut se souvenir que les dépenses et défense sont très faibles et l'Etat intervient de façon plutôt indirecte, mais néanmoins très efficace.

Cette forte croissance des dépenses publiques (ralentie depuis les années 1980, sous la pression des libéraux) a bien entendu entraîné celle des prélèvements obligatoires et de la dette publique<sup>78</sup>.

En ce qui concerne la production des biens et services non-marchands du secteur public, sa croissance est aussi très importante et logique. D'abord parce que l'on parvient de mieux en mieux à la comptabiliser, et ensuite parce que les besoins de nature collective s'accroissent avec le développement socio-économique.

En France, par exemple, avec 867,8 milliards de Francs en 1988, cette production représentait jusqu'à 15,3 % du PIB et 18,3 % du PIB marchand.

Puisque le libéralisme économique est devenu dirigiste, voire planifié, au niveau international, pour éviter la "concurrence sauvage", la guerre des dévaluations, le protectionnisme, un développement trop inégal, souvent sources de conflits, les Etats n'ont cessé de développer la concertation.

Les exemples sont nombreux, depuis le XIXe siècle, et bien sûr depuis la

première guerre mondiale.

Par ordre chronologique, on peut citer : le Zollverein allemand en 1834, l'Union latine en 1865 (France, Italie, Suisse, Belgique, et Grèce à partir de 1868) pour défendre le bimétallisme or-argent, le Commonwealth en 1919 (Royaume-Uni et ses dominions).

Après la première guerre, avec l'abandon forcé de l'étalon-or et le déclin de la Grande-Bretagne, on assiste à l'institution du GES (Gold Exchange Standard) la Conférence de Gênes en 1922, et de la "préférence impériale" dans le cadre du Commonwealth en 1932, après le krach de 1929.

Après la deuxième guerre, les efforts d'organisation de l'activité économique mondiale se sont davantage encore multipliés : institution du SMI et de la Banque mondiale, décidée à la conférence de Bretton-Wodds en juillet 1944; naissance du GATT et de l'OECE<sup>79</sup> en 1948 pour réorganiser les échanges internationaux et reconstruire l'Europe avec l'aide Marshall ; création du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuel) en 1949 par l'URSS et le pays socialistes ; création de la CEE et de la CEEA (Euratom) avec le traité de Rome (25/3/1957) après le Conseil de l'Europe (1950), la CECA (1952) l'UEO (1954) ; naissance de l'AELE (Association européenne de libre échange) avec la convention de Stockholm (20/11/1959), de la CNUCEI (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement) er 1964, de l'UDEAC (Union douanière et économique de l'Afrique centrale et 1964, de l'ASEAN (Association of South East Asian Nations) en 1967 conventions de Yaoundé (1969) et de Lomé (à partir de 1975) entre la CEE et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique),... sans oublier évidemment l'OPEP créée le 14/9/1960 (par le Venezuela, l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït) et l'OPAEP créée en 1968 (par l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Libye, l'Irak, l'Algérie, les EAU, le Qatar, le Bahreïn, la Syrie, la Tunisie l'Egypte).

Les conventions ou traités signés par les Etats, les organisations internationales nées de ces conventions ou traités, ont pour finalité à la fois la défense des intérêts communs des pays signataires (stratégie de régionalisation, de formation des blocs), mais aussi l'amélioration de l'organisation de l'activité économique mondiale pour éviter au mieux les conflits, donc assurer au mieux la prospérité et le progrès pour tous.

La relative paix mondiale depuis la fin de la deuxième guerre et la formidable croissance économique que le monde a connue depuis lors doivent beaucoup à ces efforts de concertation entre les Etats. Ceci dit, cette relative paix et cette exceptionnelle croissance économique, à l'évidence, profitent davantage aux pays industrialisés et surtout aux PIEM qu'aux PVD.

Si l'incompétence de très nombreuses équipes dirigeantes des PVD ne doit pas être négligée, il faut bien reconnaître que l'explosion démographique, les

guerres "périphériques" ou "conflits régionaux limités", l'énorme dette extérieure, l'aberrante urbanisation... dans le Tiers-Monde sont loin d'être étrangères aux stratégies des pays industrialisés, capitalistes ou socialistes.

#### 322.2 Les nombreux effets pervers de l'Etat-Providence

Au sein des pays industrialisés à économie de marché, si le développement de l'Etat-Providence vise a corriger les imperfections des marchés, à limiter à défaut de supprimer les abus des capitalistes, des milieux d'affaires, il génère aussi des effets pervers.

Ces effets pervers sont nombreux et ils ne sont pas seulement soulignés, analysés par les libéraux anti-étatistes, anti-keynésiens.

- Tout d'abord, si l'intervention de l'Etat débouche sur la suppression pure et simple du marché, l'économie connaît alors la régulation hors-marché.

C'est le système de l'économie socialiste des pays de l'Est et de certains PVD satellites du bloc socialiste. L'Etat (dirigé par le parti unique d'inspiration marxiste) substitue à la régulation par le marché celle par le Plan, avec contingentement, rationnement, orientation arbitraire de la production et de la consommation, fixation arbitraire des prix et des revenus.

Les gaspillages des ressources naturelles et humaines, l'absence de liberté et de démocratie qui en résultent, sont évidents<sup>80</sup>. Nul ne songe plus à le discuter, tant le Glasnost et la Perestroïka entrepris par M. Gorbatchev dévoilent aux yeux du monde entier, jour après jour, la situation catastrophique des économies dites socialistes.

D'ailleurs, Karl Marx lui-même, tout en considérant indispensable la substitution de l'Etat prolétarien (dictature du prolétariat) à l'Etat bourgeois (dictature de la bourgeoisie) dans la phase transitoire (passage du capitalisme au socialisme), a bien prévu le "dépérissement de l'Etat" pour parvenir à la société communiste.

- Si l'intervention de l'Etat ne vise qu'à corriger les imperfections du marché (ou du "contre-marché", du Private Market, selon l'historien Fernand Braudel), qu'è tenter d'adjoindre à la "justice commutative" un peu de "justice distributive" <sup>81</sup>, il y a, à l'évidence, une démarche réformiste, une recherche tout à fait louable et rationnelle d'harmonie entre l'Economique et le Social. Hélas, l'excès, l'abus de cette intervention, la démagogie des hommes d'Etat, l'égoïsme et le corporatisme trop développés dans le corps social... sont de nature à encourager l'irrationalité et l'irresponsabilité.

Les critiques des libéraux à l'encontre du keynésianisme et de l'Etat-Providence sont bien connues.

L'intervention abusive de l'Etat engendre un *effet d'éviction* (le financement des dépenses publiques, et notamment les déficits publics, est cause de la hausse du taux d'intérêt. Ce qui a pour conséquence la baisse des

investissements privés. Il y a éviction des investissements privés par les dépenses publiques, éviction du secteur privé par le secteur public), une *baisse de productivité et de compétitivité* (si l'on admet que les dépenses publiques sont moins productives dans le sens de création des richesses marchandes que les dépenses privées. Et la baisse de la productivité est cause de la hausse des coûts, donc de la baisse de la compétitivité nationale). Il en résulte un *effet inflationniste* dangereux, notamment avec le comportement d'anticipation inflationniste des agents économiques, la tentation du surendettement et de l'indexation des contrats, les spéculations monétaires... Cette inflation constitue un prélèvement sur l'encaisse<sup>82</sup> des agents économiques, et surtout des "économiquement faibles".

C'est ce que Milton Friedman appelle l'impôt-inflation permettant à l'Etat de se mettre au-dessus de la loi. C'est ce que les milieux de gauche nomment "une forme plus insidieuse et plus déguisée de l'exploitation des travailleurs" <sup>83</sup>.

L'excès de l'intervention de l'Etat, avec comme corollaire l'augmentation de la pression fiscale et para-fiscale, peut inciter à la consommation ostentatoire et gaspilleuse, et surtout à réduire l'assiette fiscale en développant l'économie souterraine, très néfastes pour tous et surtout pour les "économiquement faibles".

Ce sont les thèses de Milton Friedman (qui ironisait sur la gestion travailliste en Grande-Bretagne, avant l'arrivée de M. Thatcher au pouvoir), et des économistes de l'offre (qui clament en gros "trop d'impôts tue l'impôt").

L'excès de l'intervention de l'Etat est source de la multiplication des *rigidités dans les comportements et les structures socio-économiques*. Les libéraux critiquent très sévèrement le salaire minimum, l'échelle mobile des salaires, les grilles de salaires, le système de rémunération en fonction de l'ancienneté plutôt qu'en fonction du réel mérite, le système des contrats de travail à durée indéterminée (CDI), le système de contrôle direct des prix, des changes... Pour eux, cet excès débouche progressivement sur l'institution d'une économie de réglementation (régulation "hors-marché") et d irresponsabilité.

L'exemple français est assez instructif à ce niveau : faible tradition de concertation "ex-ante" entre partenaires sociaux, grand retard en matière d'associations de consommateurs et de cercles de qualité, faible représentativité des syndicats, d'où forte politisation du syndicalisme<sup>84</sup>, grand retard dans l'ouverture du monde universitaire à celui des affaires, grande complexité du système de crédit et faible participation du marché financier au financement des entreprises avant les années 1980<sup>85</sup>.

Depuis la fin des années 1970 et surtout les années 1980, la dérèglementation, la désétatisation, la défiscalisation, la flexibilité... sont devenues les maîtres-mots dans la politique économique des PIEM, y compris de la France gouvernée par la Gauche Ce n'est donc pas un hasard.

A l'orée du XXIe siècle, au moment même où l'effondrement du système d'économic dite socialiste enlève leurs dernières illusions à tous ceux qui croyaient sincèrement aux vertus libératrices du socialisme appliqué, le pragmatisme, le réformisme semblent s'imposer.

Il n'est pas étonnant de constater cet ardent désir des peuples de l'Est de recouvrer les libertés, la démocratie politique, mais aussi et surtout d'adopter non le modèle d'économie capitaliste de marché, mais bien celui d'économie sociale de marché de la RFA.

Cet ordo-libéralisme serait-il le compromis le plus acceptable pour l'organisation future de l'économie mondiale ? C'est tout à fait probable pour 1 Allemagne réunifiée et sans doute pour l'ensemble de la Grande Europe berceau, après tout, et du libéralisme économique et du socialisme. Et si l'Europe des 12 parvenait, avec la fameuse échéance du 31/12/1992, à se consolider définitivement, son modèle exercerait une forte influence sur l'économie mondiale.

Mais ce "juste milieu" conviendrait-il aux pays du Tiers-Monde ? La fin du conflit Est-Ouest permettrait-il de mieux organiser les relations Nord-Sud pour inaugurer une nouvelle ère de co-prospérité et de véritable paix ? Telles sont sans doute les véritables questions pour demain.

En attendant, la montée des intégrismes, des extrémismes, l'actuelle crise du Golfe qui peut inciter à croire que le conflit Est-Ouest est en train de céder place à celui Nord-Sud, surtout avec le double déséquilibre démo-économique croissant entre pays riches et pays pauvres, avec cette logique de la course aux progrès-profit donc de l'exportation d'armements et de gadgets vers les pays pauvres... sont plutôt de nature à renforcer scepticisme et pessimisme. Ce, sans oublier, bien sûr, les excès de l'expérimentation des progrès scientifiques qui inquiètent les différents comités d'éthique, - pour ne pas parler des milieux religieux - et les dégâts causés sans cesse à l'environnement par les industries modernes.

Puisque le libéralisme économique prétend avoir pour finalité la libération de l'homme (le socialisme, les autres "ismes" aussi, d ailleurs), sans doute conviendrait-il un jour de réexaminer cette évidence : la meilleure façon de libérer l'homme ne serait-elle pas de le libérer de ses propres désirs, de sa volonté obsessionnelle de tout posséder, de tout maîtriser... sauf lui-même ?

On pourrait ainsi, peut-être, mieux comprendre le sens profond de la condamnation de la chrématistique des anciens philosophes grecs, l'enseignement de la sagesse des prophètes, le regret et l'idéal de John Stuart

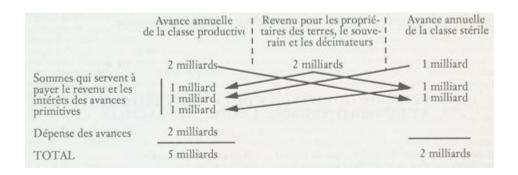
Mill, la société idéale de Karl Marx au sein de laquelle "de chacun selon ses mérites, à chacun selon ses besoins". On pourrait, peut-être, donner tort au pessimisme de Fernand Braudel qui confiait "Mais la société qui serait pour moi idéale est-elle possible ? Je ne pense pas en tout cas qu'elle ait beaucoup de partisans à travers le monde". (La dynamique du capitalisme, op. cit.).

#### Annexe I

# PRESENTATION DU TABLEAU ECONOMIQUE DE F. QUESNAY

#### **Présentation originelle** (dite en zig-zag)

dans *Analyse du Tableau économique*, de F. Quesnay, publiée dans 'le Journal de l'Agriculture, du Dommerce et des Finances" en 1766.



#### Commentaires

- 1) Quesnay distingue trois catégories sociales ou agents économiques : les "Producteurs" qui sont les fermiers ou tous ceux qui travaillent dans le secteur primaire, et qui seuls sont capables de créer un "produit net"; les propriétaires fonciers, qui possèdent les terres et qui ne font que consommer les redevances prélevées sur les fermiers ; les "Stériles", qui se composent des artisans, commerçants et prestataires de services, et qui forment ce que l'on appelle aujourd'hui les secteurs secondaire et tertiaire ; ils sont incapables, selon Quesnay, de dégager un "produit net".
- 2) Le tableau de Quesnay décrit les flux annuels (d'investissements, de consommation et de production), et illustre un système d'économie fermée, sans Etat, et à reproduction à l'identique des richesses (sans croissance ni décroissance).
- 3) En dépit de certaines ambiguïtés et confusions, on peut donner l'interprétation suivante :
- *Au début du cycle*, les "Producteurs" et les "Stériles" effectuent un investissement d'exploitation (avances annuelles) respectivement de 2 milliards et 1 milliard. Il s'agit ici du capital circulant

(le capital fixe, durable, ou avances primitives, de ces deux agents, ne figure pas dans le tableau.

L'amortissement du capital fixe des "Producteurs" est sous-entendu dans le tableau). Les propriétaires fonciers, quant à eux, disposent d'un revenu de 2 milliards (sous forme de redevances réglées par les "Producteurs") qu'ils vont dépenser entièrement.

Ce revenu est ce que Quesnay appelle le "produit net" des "Producteurs".

- Au cours du cycle, les "Producteurs", à partir de leur capital fixe ("avance primitive" de 10 milliards qui ne figure pas dans le tableau car il s'agit d'un stock et non d'un flux), produisent en brut 7 milliards, mais en net 5 milliards, dont 3 milliards destinés à la vente (1 aux propriétaires fonciers sous forme de denrées alimentaires, 1 aux "Stériles" sous forme de matières premières et 1 aux "Stériles" sous forme de denrées alimentaires), et 2 milliards destines à leur autoconsommation ("dépense des avances"). Sur les 3 milliards de recette de vente, les "Producteurs" en utilisent 1 pour acheter aux "Stériles" de l'outillage (ce qui correspond à l'amortissement de leur capital fixe ou "avance primitive", d'où le terme "intérêts des avances primitives") et les 2 autres pour verser des redevances aux propriétaires fonciers.

Sur les 7 milliards de production brute, il en reste 2 qui vont servir à l'investissement courant pour le cycle suivant, d'où le terme de "reconstitution des avances".

Ainsi, selon Quesnay, les "Producteurs", après avoir fait une "avance annuelle" de 2 milliards, produisent en tout 7 milliards, dont 2 servent à reconstituer les avances pour le cycle suivant, 1 sert à amortir leur "avance primitive" (soit 10 % de sa valeur totale), 2 servent à leur autoconsommation et 2 servent à régler des redevances aux propriétaires fonciers. Ces deux derniers milliards ne sont rien d'autre que du surplus net, que Quesnay appelle "produit net". Les "Stériles", avec une "avance annuelle" de 1 milliard, produisent en brut 3 milliards dont 2 destinés à la vente (1 aux propriétaires fonciers sous forme de produits manufacturiers et 1 aux "Producteurs" sous forme d'outillage) et 1 destiné à leur "reconstitution des avances".

Sur la recette de 2 milliards, les "Stériles" en utilisent 1 pour acheter des denrées alimentaires et 1 pour acheter des matières premières aux "Producteurs".

Il n'y a donc pas de surplus net, pas de "produit net" dans le sens de Quesnay. Et les "Stériles" ne doivent rien aux propriétaires fonciers.

4) Ainsi, selon Quesnay, seuls les "Producteurs" sont capables de créer un "produit net", mais seuls les propriétaires fonciers accaparent ce "produit net".

D'où la proposition des Physiocrates d'instituer un seul impôt :l'impôt foncier. C'est, selon eux, le système fiscal le plus simple, le plus efficace et le plus juste. Donc le moins "distorsionniste" possible.

5) En dépit de ses lacunes, le tableau de Quesnay constitue un travail d'abstraction absolument remarquable, au milieu du XVIIIe siècle. Il est incontestablemen l'ancêtre du tableau économique d'ensemble (TEE) de la comptabilité nationale

française actuelle.

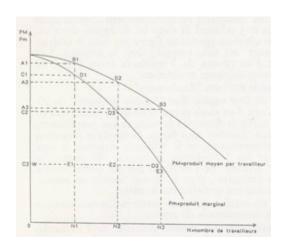
## Annexe 2

# INTERPRETATION GEOMETRIQUE DE LA RENTE DIFFERENTIELLE ET DU PROFIT RESIDUEL A BAISSE TENDANCIELLE

En supposant, pour simplifier, que le capital (outillage) par tete de travailleur, est constant, que le taux de salaire est constant, si le rendement de la terre est décroissant on a :

Produit moyen (par tête de travailleur :  $P_M$  décroissant

Produit marginal (par nouvelle tête de travailleur) :  $P_m$  décroissant et inférieur au produit moyen (car le  $P_M$  comprend le  $P_m$ , et quand il y a baisse c'est la forte baisse de  $P_m$  qui entraı̂ne celle, plus lente et plus faible, de  $P_M$ .



Si on utilise  $N_1$  travailleurs:

$$\begin{split} P_{M1} &= N_1 B_1 = OA_1 \\ \text{et } PT_1 &= PM_1 \text{ x } N_1 = OA_1 B_1 N_1 \\ P_{m1} &= N_1 D_1 = OC_1 \\ \text{Rente par tête} &= P_{M1} - P_{m1} = D_1 B_1 = C_1 A_1 \\ \text{Rente totale} &= C_1 A_1 B_1 D_1 \\ \text{Si le taux de salaire est } OW \\ \text{masse des salaires} &= OWE_1 N_1 \\ \text{masse de profit résiduel} &= WC_1 D_1 E_1 \end{split}$$

Si on utilise  $N_2$  travailleurs

$$P_{M2} = N_2 B_2 = OA_2$$

et 
$$PT_2 = P_{M2} \times N_2 = OA_2B_2N_2$$
  
 $P_{m2} = N_2D_2 = OC_2$   
Rente par tête =  $P_{M1}$  -  $P_{m2} = D_2B_2 = C_2A_2$   
Rente totale =  $C_2A_2B_2D_2$   
Si le taux de salaire demeure OW :  
masse de salaires =  $OWE_2N_2$   
masse de profit résiduel =  $WC_2D_2E_2$ 

Si on utilise  $N_3$  travailleurs

$$\begin{split} P_{M3} &= N_3 B_3 = OA_3 \\ \text{et } PT_3 &= P_{M3} \times N_3 = OA_3 B_3 N_3 \\ P_{m3} &= N_3 D_3 = OC_3 \\ \text{Rente par tête} &= P_{M3} - P_{m3} = D_3 B_3 = C_3 A_3 \\ \text{Si le taux de salaire demeure } OW: \\ \text{masse de salaires} &= OWE_3 N_3 = OC_3 D_3 N_3 \\ \text{masse de profit résiduel} &= \varnothing \end{split}$$

Si l'on suppose que le taux de salaire augmente avec le coût de la vie, la baisse et l'annulation du profit résiduel seront plus rapides encore.

## Annexe 3

#### D. RICARDO

## L'ECHANGE INTERNATIONAL PEUT SE FAIRE ENTRE QUANTITES INEGALES DE TRAVAIL, PAR SUITE DU DEFAUT DE MOBILITE DE LA POPULATION ET DU CAPITAL

"Dans un seul et même pays, les profits sont, en général, toujours au même niveau, ou diffèrent seulement en ce que le capital peut être consacré à un emploi plus ou moins sûr et agréable. Il n'en est pas de même entre deux pays différents. Si les profits du capital employé dans le Yorkshire surpassaient ceux du capital employé à Londres, le capital passerait rapidement de Londres dans le Yorkshire, et l'égalité des profits se réaliserait. Mais si, par suite du taux décroissant de la production agricole en Angleterre, résultant de l'accroissement du capital et de la population, les salaires haussaient et les profits baissaient, il ne s'ensuivrait pas que le capital et la population dussent nécessairement passer d'Angleterre en Hollande, en Espagne ou en Russie, où les profits pourraient être plus élevés.

Si le Portugal n'avait aucune relation commerciale avec d'autres pays, au lieu d'employer une grande partie de son capital et de son industrie à produire du vin, avec lequel il achète aux autres nations le drap et la quincaillerie nécessaires pour son propre usage, ce pays se trouverait forcé de consacrer une partie de ce capital à la fabrication de ces articles, qu'il n'obtiendrait probablement qu'en qualité et en quantité moindres.

La quantité de vin que le Portugal doit donner en échange pour le drap anglais n'est pas déterminée par la quantité respective de travail que la production de chacun de ces deux articles a coûtée ; ce qui arriverait s'ils étaient tous deux fabriqués en Angleterre ou en Portugal.

L'Angleterre peut se trouver dans des circonstances telles qu'il faille, pour fabriquer le drap, le travail de 100 hommes par an, tandis que si elle voulait faire du vin, il lui faudrait peut-être le travail de 120 hommes par an ; il serait donc dans l'intérêt de l'Angleterre d'importer du vin et d'exporter en échange du drap. En Portugal, la fabrication du vin pourrait ne demander que le travail de 80 hommes, pendant une année, tandis que la fabrication du drap, dans ce pays, exigerait le travail de 90 hommes. Le Portugal gagnerait donc à exporter du vin en échange pour du drap. Cel échange pourrait même avoir lieu dans le cas où on fabriquerait en Portugal l'article importé à moins de frais qu'en Angleterre. Quoique le Portugal pût faire son drap en n'employant que 90 hommes, il préférerait le tirer d'un autre pays où il faudrait 100 ouvriers pour le fabriquer, parce qu'il trouverait plus de profit à employer son

capital à la production de vin, en échange duquel il obtiendrait de l'Angleterre plus de drap qu'il n'en pourrait produire en détournant une portion de son capital employé à la culture des vignes, et en l'employant à la fabrication des draps.

Ainsi, l'Angleterre donnerait le produit du travail de 100 hommes en échange du produit du travail de 80. Un pareil échange ne saurait avoir lieu entre les individus d'un même pays. On ne peut échanger le travail de 100 Anglais pour celui de 80 autres Anglais ; mais le produit du travail de 100 Anglais peut être échangé contre le produit du travail de 80 Portugais, de 60 Russes ou de 120 Asiatiques. Il est aisé d'expliquer la cause de la différence qui existe à cet égard entre un pays et plusieurs ; cela tient à la difficulté avec laquelle le capital passe d'un pays dans un autre pour y chercher un emploi plus profitable et à l'activité avec laquelle il passe constamment d'une province dans une autre, dans le même pays.

Il serait, sans doute, avantageux pour les capitalistes de l'Angleterre et les consommateurs des deux pays que, dans les conditions que nous avons indiquées, le vin et le drap fussent l'un et l'autre faits en Portugal, et par conséquent que le capital et le travail de l'Angleterre employés à la fabrication du drap passassent dans ce but en Portugal. Dans ce cas, la valeur relative de ces productions du Yorkshire, et l'autre de Londres; et dans tout autre cas, si le capital afflue librement vers les pays où il trouve un emploi plus profitable, il ne pourra exister aucune différence dans le taux des profits et aucune autre différence dans le prix réel ou pris en travail des produits (labour price of commodities) que celle qui proviendrait de la quantité additionnelle de travail nécessaire pour les porter aux différents marchés où ils doivent être vendus.

L'expérience, cependant, nous montre que l'insécurité réelle ou imaginaire des capitaux qui ne se trouvent pas sous le contrôle immédiat de leur propriétaire jointe à la répugnance naturelle qu'éprouve tout homme à quitter le lieu de sa naissance et de ses relations pour aller se confier, avec ses habitudes acquises, à un gouvernement étranger et à des lois nouvelles, sont autant d'obstacles à l'émigration des capitaux. Ces sentiments que je serais fâché de voir s'affaiblir, décident la plupart des capitalistes à se contenter d'un taux de profits peu élevé dans leur propre pays, plutôt que d'aller chercher un emploi plus avantageux de leurs richesses dans les pays étrangers."86

(extrait du Chap. VII : "Du Commerce extérieur", des *Principles of political Economy*, traduction française de 1847)

# Annexe 4

# ANALYSE MATHEMATIQUE DES CHOIX OPTIMA DES INDIVIDUS

#### A. Pour un individu consommateur

On suppose qu'il désire consommer à la fois X et Y et qu'il connaît son fonctionobjectif en termes d'utilité.

$$U = f(x,y)$$

par exemple : U = x.y

U = niveau d'utilité ou de satisfaction

x = quantité du bien X

y = quantité du bien Y

On suppose qu'il dispose d'un revenu R qui représente son unique contrainte. Dans ce cas, sa dépense en X et Y ne peut être qu'au maximum égale à R.

D'où sa fonction de contrainte :

$$R = x.P_X + yP_Y$$

c'est-à-dire:

R = Dépense, av. Dépense =  $xP_X + yP_Y$ 

Px = prix monétaire de X

Py = prix monétaire de Y

Le problème à résoudre est : maximiser U = f(x,y) = x.y sous la contrainte  $R = x.P_X + y.P_Y$ 

#### Trois méthodes de résolution

#### 1.

Tirer y de la contrainte  $R = x.P_X + y.P_Y$ 

On a :  $y = \frac{P_X}{P_Y} + \frac{R}{P_Y}$  c'est ce que l'on appelle l'équation de l'isocoût, car c'est le lieu géométrique des couples (x,y) qui occasionnent le même coût, la même dépense (iso = même), soit, ici, R.

Puis intégrer l'isocoût dans la fonction-objectif qui devient univariable et qui peut être maximisée sans contrainte.

On a: 
$$U = x.y = x(\frac{P_X}{P_Y}x + \frac{R}{P_Y}) = -\frac{P_X}{P_Y}x^2 + \frac{R}{P_Y}x$$

$$U = \text{maxi quand } \frac{\partial U}{\partial x} = 0 \text{ et } \frac{\partial^2 U}{\partial x^2} < 0$$

$$\frac{\partial U}{\partial x} = 0 \Rightarrow -2\frac{P_X}{P_Y}x + \frac{R}{P_Y} = 0 \Rightarrow -2xP_X + R = 0$$

$$\Rightarrow x = \frac{R}{2P_X}$$

$$\text{et } y = -\frac{P_X}{P_Y}(\frac{R}{2P_X}) + \frac{R}{P_Y} \qquad \Rightarrow y = \frac{R}{2P_Y}$$

$$\frac{\partial^2 U}{\partial x^2} = -2\frac{P_X}{P_Y} < 0 \text{ car } P_X > 0 \text{ et } P_Y > 0$$

On constate que:

$$U_{mX} = \frac{\partial U}{\partial x} = y \text{ et } U_{mY} = \frac{\partial U}{\partial y} = x$$

donc le choix optimal est obtenu, en fait, avec :

$$\begin{split} x &= \frac{R}{2PX} = U_{mY} \text{ et } y = \frac{R}{2P_{\Gamma}} = U_{mX} \\ \text{d'où:} \\ \frac{U_{mX}}{U_{mY}} &= \frac{R}{2P_{Y}} \cdot \frac{2P_{X}}{R} = \frac{P_{X}}{P_{Y}} \text{ ou } \frac{U_{mX}}{P_{X}} = \frac{U_{mY}}{P_{Y}} \end{split}$$

On retrouve la règle d'égalisation des utilités marginales pondérées.

2.

Utiliser le multiplicateur de Lagrange  $\lambda$  et maximiser la fonction :

$$\begin{split} \Lambda(x,y) &= f(x,y) + \lambda(R - xP_X - y P_Y) \\ &= x.y + \lambda(R - xP_X - yP_Y) \end{split}$$

sachant que R -  $xP_X$  -  $yP_Y = 0$ 

La condition du 1er ordre (condition nécessaire) est l'annulation des dérivées premières partielles de  $\Lambda(x,y)$ 

$$\begin{split} \frac{\partial \Lambda}{\partial x} &= 0 \Rightarrow y - \lambda P_X = 0 \Rightarrow \lambda = \frac{y}{P_X} \\ \frac{\partial \Lambda}{\partial y} &= 0 \Rightarrow x - \lambda P_Y = 0 \Rightarrow \lambda = \frac{x}{P_Y} \\ \frac{\partial \Lambda}{\partial \lambda} &= 0 \Rightarrow R - x P_X - y P = 0 \Rightarrow y = -\frac{P_X}{P_Y} x + \frac{R}{P_Y} \\ Donc \frac{y}{P_X} &= \frac{x}{P_Y} \text{ ce qui revient à } \frac{U_{mX}}{P_X} = \frac{U_{mY}}{P_Y} \\ car U_{mX} &= \frac{\partial U}{\partial x} = y \text{ et } U_{mY} = \frac{\partial U}{\partial y} = x \\ d'où y &= \frac{P_X}{P_Y} x \\ et - \frac{P_X}{P_Y} x + \frac{R}{P_Y} = \frac{P_X}{P_Y} x \Rightarrow 2 \frac{P_X}{P_Y} x = \frac{R}{P_Y} \Rightarrow x = \frac{R}{2P_X} \\ et y &= \frac{P_X}{P_Y} (\frac{R}{2P_X}) &\Rightarrow y = \frac{R}{2P_Y} \end{split}$$

La condition du second ordre (condition suffisante) est la nature > 0 du déterminant de la matrice Hessienne Bordée (composée des dérivées secondes de U, bordées par les dérivées premières de l'équation de contrainte).

$$\left\langle \begin{array}{cccc} \frac{2^{\frac{1}{12}}U}{3x^{\frac{1}{2}}} & \frac{2^{\frac{1}{12}}U}{3x\cdot 6^{\frac{1}{2}}} & \frac{3(X+x^{\frac{1}{2}}X+y^{\frac{1}{2}}y)}{3x} \\ & \frac{3^{\frac{1}{12}}U}{3y\cdot 6x} & \frac{3^{\frac{1}{12}}U}{3y^{\frac{1}{2}}} & \frac{3(X+x^{\frac{1}{2}}X+y^{\frac{1}{2}}y)}{9y} \\ & \frac{3(X+x^{\frac{1}{2}}X+y^{\frac{1}{2}}y)}{3x} & \frac{3(X+x^{\frac{1}{2}}X+y^{\frac{1}{2}}y)}{9y} & 0 \end{array} \right\rangle = \left\langle \begin{array}{ccc} 0 & 1 & P_X \\ 1 & 0 & P_X \\ -P_X & -P_Y & 0 \end{array} \right\rangle = H_X$$

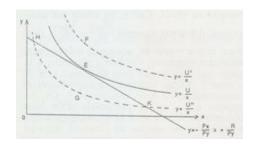
$$2J(X) = (D+P_XP_Y+P_XP_Y) - (D+0+0) + 2P_XP_Y > 0$$

*3*.

Tirer de la fonction-objectif U = x.y la fonction  $y = \frac{U}{x}$  qui représente le lieu géométrique des couples (x,y) procurant un même niveau de U. C'est l'équation de l'isophélime (iso = même, ophélimité = plaisir).

Représenter graphiquement  $y = \frac{U}{x}$  et l'équation de l'isocoût  $y = -\frac{P_X}{P_Y}x + \frac{R}{P_Y}$ 

Vu que plus U est élevé et plus l'isophélisme est élevée, vu que le consommateur recherche le maximum de U tout en respectant la contrainte de son revenu (représentée par l'isocoût), la solution, c'est-à-dire le couple (x,y) optimal, est obtenue au point de tangence entre l'isophélime et l'isocoût. C'est le point E.



Aucun autre point n'est satisfaisant.

Par exemple : le point F : désigne un niveau U' > U mais dépasse la contrainte du revenu. Donc à éliminer, le point G : permet de dépenser moins que le revenu, mais ne procure qu'un niveau de U trop faible (U'' < U). Donc à éliminer, les points H e K : permettent de dépenser tout le revenu, comme le point E, mais ne procurent qu'un niveau de U trop faible (U'' < U). Donc à éliminer.

Puisque E est la solution (choix optimal) et puisque E est le point de tangence entre l'isophélime et l'isocoût, on a l'égalité des pentes des deux équations

$$-\frac{U}{x^2} = -\frac{P\chi}{P_Y}$$

et le long d'une isophélime U ne varie pas, donc dU = 0Puisque U = x.y

$$\Rightarrow dU = \frac{\partial U}{\partial x} dx + \frac{\partial U}{\partial y} dy \text{ en différentielle totale}$$
on  $a:0 = \frac{\partial U}{\partial x} dx + \frac{\partial u}{\partial y} dy \Rightarrow \frac{\partial U}{\partial x} dx = -\frac{\partial U}{\partial y} dy$ 
ou  $U_{mX}$ .  $dx = -U_{mY}$ .  $dy$ 

$$\frac{U_{mX}}{U_{mY}} = -\frac{dy}{dx} = \frac{U}{x^2}$$

$$\begin{array}{ll} \text{Donc on peut \'ecrire}: & -\frac{U_{mX}}{U_{mY}} = -\frac{P_X}{P_Y} \\ \text{ou} & \frac{U_{mX}}{U_{mY}} = \frac{P_X}{P_Y} \\ \text{ou} & \frac{U_{mX}}{P_X} = \frac{U_{mX}}{P_Y} \end{array}$$

et on retrouve la règle d'égalisation des utilités marginales pondérées.

Dans ce cas, on a:

$$\begin{split} \frac{y}{x} &= \frac{PX}{PY} \text{ puisque } U_{mX} = \frac{\partial U}{\partial x} = y \\ \text{et } U_{mY} &= \frac{\partial U}{\partial y} = x \\ \text{d'où } y &= \frac{PX}{PY} x \\ \text{et avec l'isocoût, on a : -} \frac{PX}{PY} x + \frac{R}{PY} = \frac{PX}{PY} x \\ \Rightarrow x &= \frac{R}{2PX} \quad \text{et } y = \frac{R}{2PY} \end{split}$$

## Remarques:

- Quelle que soit la méthode (celle avec le multiplicateur de Lagrande est néanmoins la plus précise et la plus utilisée dans les universités, c'est la méthode de recherche des extrêma), on trouve les quantités optima x et y (R, Px, Py étant des constantes connues). Et on peut facilement trouver le niveau optimal de U = f(x,y). Er l'occurrence  $U = \frac{R^2}{4P_XP_Y}$  Enfin, on peut aussi aisément vérifier l'égalité  $R = xP_X + yP_Y$ , c'est-à-dire la contrainte du revenu.
- Le problème peut être posé aussi différemment car un consommateur peut très bien se fixer un objectif précis sur le niveau de U (ex :  $U = U_0$  = constante). Dans ce cas, il ne s'agit plus de maximiser U, mais de minimiser le montant de dépense ou R. La résolution devient :

 $\Lambda(x,y) = xP_X + yP_Y + \lambda(U_0 - x.y)$  à minimiser, avec comme condition du 1er ordre : annulation des dérivées premières partielles. Et on retrouvera :

$$\frac{U_{mX}}{U_{mY}} = \frac{P_X}{P_Y} \ ou \ \frac{U_{mX}}{P_Y} = \frac{U_{mY}}{P_Y}$$

Condition du second ordre : c'est un minimum).	déterminant de la mat	rice Hessienne Bordé	ee négatif (car

# B. Pour un individu producteur.

Le problème peut être posé de trois manières différentes.

# 1. Maximiser une production sous la contrainte d'un budget de production donné.

La fonction-objectif est une fonction de production du type Q = f(L,K) avec Q = quantité de production, <math>L = quantité du travail, K = quantité du capital.

De cette fonction, on peut dégager K = g(Q,L) qui est l'équation de l'isoquant (isomême, quant = quantité de production).

La contrainte est alors  $B = L.P_L + K.P_K$ , d'où l'on tire  $K = \frac{P_L}{P_K} + \frac{B}{P_K}$  qui est l'équation de l'isocoût.

La résolution est exactement la même que dans le cas du consommateur, sauf qu'ici, on cherche L, K et B.

2. Minimiser le budget de production B sous la contrainte d'un niveau de production désiré  $Q = Q_0$ .

La résolution est exactement la même que dans le cas du consommateur (voir deuxième remarque à propos du consommateur), sauf qu'ici, on cherche L, K et B.

3. Maximiser le profit sous la contrainte d'une technologie du type Q = (f(L,K)) et celle de la forme du marche [concurrence parfaite avec P donné donc RT = P.Q = P. f(L,K) = recette totale ; ou concurrence imparfaite avec P = j(Q), donc RT = j(Q).  $Q = j\{f(L,K)\}.f(L,K)$ 

La fonction-objectif est :  $\pi = RT - CT$ 

Si P = donné, on a :  $\pi$  = P.f(L,K) - z(L,K)

Si P  $\neq$  donné, on a :  $\pi = j\{f(L,K)\}$ . f(L,K) - z(L,K)

On peut dès lors maximiser  $\pi$  sans contrainte car on a intégré les contraintes dans la fonction-objectif.

La résolution donne :

$$\frac{P_{mL}}{P_L} = \frac{P_{mK}}{P_K} \quad \text{ou} \quad \frac{P_{mL}}{P_{mK}} = \frac{P_L}{P_K}$$

Ce qui est la règle de l'égalisation des productivités marginales pondérées et ce qui rejoint la conclusion des deux cas précédents.

# Remarques générales

1) Cette théorie, du choix individuel peut être aussi appliquée aux cas d'un individu salarié, commerçant... et même d'un pays dans les échanges internationaux.

2) Le choix optimal obtenu avec ce calcul rationnel, selon cette théorie, est aussi un choix équilibré dans le sens d'absence de regrets. Et tout individu rationnel ne peut manquer ce choix. Car si un choix est sous-optimal, il y a par exemple  $\frac{U_{mX}}{P_X}$  dans ce cas il y a regret et, pour une même unité monétaire dépensée, l'individu recueille, à la marge (ou à fa limite) plus de plaisir avec X qu'avec Y. S'il est rationnel, il augmentera sa consommation en X en diminuant Y. Or, on suppose que l'utilité marginale d'un bien consomme diminue avec sa quantité (principe de saturation ou axiome de Gossen), dans ce cas  $U_{mX}$  diminue et  $U_{mY}$  augmente.

Ce jusqu a ce que l'égalité  $\frac{U_{mX}}{P_X}$  et  $\frac{U_{mY}}{P_Y}$  s'établisse.

# Annexe 5

# ANALYSE MATHEMATIQUE DE LA MAXIMISATION DU PROFIT

# A. Maximisation du profit en CPP

A court terme : P = P \* = Constante

Pour une entreprise:

RT = P.q = P \*.q = f(q) recette totale

CT = g(q) coût total

RT est une fonction linéaire croissante car P = constante

CT est en général une fonction croissante du 3ème degré du type  $CT = aq^3 + bq^2 + cq + k$ 

Le profit total est :  $\Pi_T = RT - CT = P.q - g(q)$ 

La condition du 1er ordre (nécessaire) pour que  $\Pi_T$  = maxi, est :

$$\frac{d\Pi^{r}\Gamma}{dq} = 0 \Rightarrow \frac{d\Pi^{r}\Gamma}{dq} = \frac{dR^{r}\Gamma}{dq} - \frac{dC^{r}\Gamma}{dq} = 0$$

$$= P^{*} - g'(q) = 0$$

d'où P \*= g'(q) c'est-à-dire : Rm = Cm ou P \*= Cm, soit P \*= Rm = Cm

car Rm = 
$$\frac{dRT}{dq}$$
, Cm =  $\frac{dCT}{dq}$ , et, ici, Rm = P\*

La condition du second ordre (suffisante) pour que  $\Pi_T$  = maxi est :

$$\begin{split} \frac{d^2\Pi^*\Gamma_\Gamma}{(dq)^2} &<0 \Rightarrow \frac{d^2\Pi^*\Gamma_\Gamma}{(dq)^2} = \frac{d^2R\Gamma}{(dq)^2} - \frac{d^2\Gamma\Gamma_\Gamma}{(dq)^2} < 0 \\ \mathrm{Donc} : \frac{d^2\Pi^*\Gamma_\Gamma}{(dq)^2} & \mathrm{est} < 0 \ \mathrm{si} \ \mathrm{g''}(q) \ \mathrm{est} > 0 \end{split}$$

c'est-à-dire Cm est croissant, car  $g''(q) = \frac{dCm}{dq}$ 

## A long terme:

P diminue avec l'entrée de nouvelles entreprises, séduites par l'existence des profits sur le marché.

Cette baisse s'impose à toutes les entreprises, qui sont toujours des "Price Takers", et qui voient leur profit se réduire progressivement jusqu'à s'annuler.

Cette baisse ne s'arrête que si aucun profit ne subsiste sur le marche.

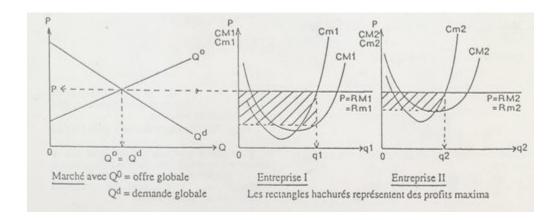
Donc le prix à long terme (qui est toujours un prix d'équilibre, égalisant Q<sup>0</sup> et Q<sup>d</sup>) se fixe au niveau du minimum du coût moyen (CM) le plus faible.

Seules les entreprises ayant ce CM le plus faible peuvent alors rester sur le marché, en réalisant un profit nul.

Mais ce profit nul est toujours un profit maximum pour ces entreprises, car il y a toujours P = Cm, vu que le minimum de CM est égal au Cm (pour la démonstration mathématique, il suffit d'annuler la dérivée de CM et on s'aperçoit CM minimum = Cm).

Pour trouver ce prix d'équilibre à long terme, il suffit de chercher la valeur du minimum du CM le plus faible.

On annule la dérivée du CM le plus faible, et on trouve la valeur de q (s'il y a 2 valeurs de q, du fait de la double racine du binôme, il faut prendre celle qui rend la dérivée seconde du CM le plus faible positive, car on cherche un minimum de ce CM). Après quoi, on remplace ce q dans l'équation du CM le plus faible. On trouve alors la valeur du minimum de ce CM le plus faible, qui est aussi celle du prix d'équilibre à long terme.



Pour savoir combien d'entreprises peuvent subsister sur le marché, à long terme, en réalisant un profit nul, c'est très simple :

On remplace la valeur de P à long terme dans l'équation de la demande globale  $Q^d$ , et on trouve la valeur de à long terme. Puisque ce P est prix d'équilibre, alors  $Q^0 = Q^d$ , donc la valeur de est aussi connue. Puisque l'on connaît la valeur du q de chaque entreprise qui réalise un profit nul (c'est le q du minimum du CM le plus faible), on connaît l'offre individuelle à long terme. Donc, le nombre d'entreprises à long terme est :

# B. Maximisation du profit en monopole

L'entreprise, en situation de monopole, est... seule. C'est donc elle qui est maîtresse du marché, et qui fixe elle-même le prix de la quantité d'offre.

Cependant, aucun produit n'est totalement irremplaçable, et le monopole doit tenir compte de la sensibilité de sa clientèle (élasticité de la demande par rapport au prix).

Cette sensibilité est illustrée par une droite de demande qui est oblique et décroissante par rapport au prix.

Dans ce cas, plus le monopole produit et vend, plus il doit baisser son prix.

Et sa recette marginale (Rm) baisse plus vite que sa recette moyenne, c'est-à-dire le prix (RM = P).

Si le monopole désire maximiser son profit, la logique reste la même que dans le cas de la CPP, sauf que, ici, l'entreprise n'est plus " $Price\ taker$ " mais " $Price\ maker$ ", que  $Rm < P = RM\ et\ que\ P = RM = f(q)$ .

On a :  $\Pi_T = RT - CT = P.q - g(q) = f(q).q - g(q) \Pi_T$  est maximum si :

$$\frac{d\Pi T}{dq} = 0 \Rightarrow \frac{dRT}{dq} - \frac{dCT}{dq} = 0$$

ce qui donne : Rm = Cm

Mais, ici, Rm ≠ P contrairement au cas de la CPP

On a : 
$$Rm = \frac{dRT}{dq} = f'(q).q + f(q).1$$
  

$$= \frac{dP}{dq}.q + P \qquad car f(q) = P$$

$$= P(\frac{dP}{dq}.\frac{q}{p} + 1)$$

$$Rm = P(\frac{1}{E} + 1)$$

Avec E = élasticité de la demande par rapport au prix.

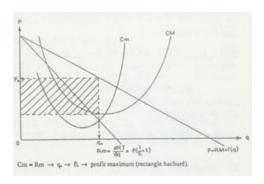
$$E = \frac{dq}{q} : \frac{dP}{P} = \frac{dq}{dP}, \frac{P}{q} < 0$$
 en général

Si E est infinie (c'est-à-dire si la demande est parfaitement élastique, c'est-à-dire si les demandeurs peuvent parfaitement quitter une entreprise pour aller vers une autre, c'est-à-dire si on est en CPP), alors et Rm = P.

La condition du second ordre (suffisante) est ici :

$$\begin{split} \frac{d^2 \Pi _{\Gamma }}{(dq)^2} &= \frac{d^2 R \Gamma }{(dq)^2} - \frac{d^2 C \Gamma }{(dq)^2} < 0 \\ c'est-\grave{a}\text{-}dire: \frac{dRm}{dq} - \frac{dCm}{dq} < 0 \end{split}$$

Vu que Rm est décroissante,  $\frac{dRm}{dq}$  est < 0 donc  $\frac{dCm}{dq}$  doit être > 0, c'est-à-dire croissant



#### Remarque

A la différence de la CPP, ici, l'entreprise obtient son profit maximum avec, certes, Cm = Rm, mais avec P > Cm.

Le rapport ou mesure ce que l'on appelle le *degré de monopole*, c'est-àdire sa puissance sur le marché.

$$\operatorname{Or} \frac{P - Rm}{P} = \frac{P}{P} - \frac{Rm}{P} = 1 - \frac{P(\frac{1}{E} + 1)}{P}$$
$$= 1 - \frac{1}{E} - 1 = -\frac{1}{E}$$

Donc le degré de monopole est l'inverse de l'élasticité de sa demande par rapport au prix que le monopole pratique.

Si E est l'infini, ce degré de monopole est très fort.

Or, pour que E soit faible, donc pour que sa puissance soit grande, un monopole a intérêt à rendre indispensable, irremplaçable, son produit. Donc à éliminer les produits concurrents ou substituables.

#### **Notes**

1

« L'histoire dite économique, en train seulement de se construire, se heurte à des préjuges : elle n'est pas l'histoire noble... Noble ou non-noble, ou moins noble qu'une autre, l'histoire économique n'en pose pas moins tous les problèmes inhérents à notre métier : elle est l'histoire entière des hommes, regardée d'un certain point de vue » (La dynamique du capitalisme » Ed. Arthaud 1985.

2

Sans oublier les rapports annuels de la Banque Mondiale, de l'O.C.D.E., de l'I.N.S.E.E.

3

Ces dissertations sont traitées dans le cadre de la préparation aux écoles de commerce, à l'ISTH.

4

Idéologie préconisant une "société sans morale ni sanctions, où chacun puisse s'épanouir librement, étant entendu que toutes les passions sont bonnes et inoffensives pour autrui" (Jean BAECHLER, *Qu'est-ce que l'idéologie*?)

5

Dans le sens de Pareto, une situation sociale est optimale lorsque, à partir delle, tout accroissement de la satisfaction d'un individu doit se traduire par un abaissement de satisfaction d'au moins un autre individu.

6

Voir section III.

7

Smith (1776) s'était déjà révolté contre l'absurdité de la priorité accordée à l'intérêt des producteurs aux dépens de celui des consommateurs, dont la satisfaction des besoins devait, selon lui, constituer la finalité de tout système économique. Marx (1867) combattait un système qui, selon lui, ne produisait pas des biens pour satisfaire les besoins légitimes des individus, mais seulement des marchandises pour satisfaire le besoin des capitalistes de faire du profit. Godelier (Rationalité et irrationalité en économie, Maspéro, 1971) reprend aujourd'hui à son compte ces critiques en affirmant que l'économie moderne (capitaliste) ne cherche pas à produire des richesses pour satisfaire des besoins mais se préoccupe de créer des besoins pour survivre. Ce système, qui se veut rationnel, a en fait besoin... des besoins pour survivre.

Les gaspillages, les dégâts engendrés sur l'homme comme sur son environnement naturel, farouchement combattus aujourd'hui par les écologistes, la dénatalité dans les pays riches, l'explosion démographique dans les pays pauvres, l'aveu d'échec flagrant du socialisme-marxiste appliqué avec les expériences de libéralisation de l'économie en Chine Populaire et en URSS... sont autant de preuves évidentes de la confusion entre ce qui est rationnel et irrationnel, logique et illogique, réel et apparent.

8

La doctrine mercantiliste (mercante = marchand) est considérée comme la première véritable doctrine économique, c'est-à-dire affranchie de la morale anti-chrématistique (avec mépris de la richesse et du marchand) en vigueur depuis l'Antiquité grecque en Europe (voir section III). Elle comptait des auteurs célèbres tels que l'anglais John Hales (Discours sur la propriété publique de ce royaume d'Angleterre, 1549), l'espagnol Ortiz (Mémoire au roi pour empêcher la sortie de l'or, 1588), l'italien Botero (Bref traité des causes qui font abonder l'or et l'argent dans un pays où il n'y a pas de mines, 1641), les français Jean Bodin (La République, 1599) et Antoine de Montchrestien (Traité d'économie politique, 1615)... Elle préconisait le chryso hédonisme (l'amour de l'or), l'interventionnisme étatique, le populationnisme, le protectionnisme, l'expansionnisme économique, le monétarisme (une monnaie abondante et à bon marché favorise les affaires).

9

J. Turgot (1727-1781) ne faisait pas partie de la secte physiocratique mais partageait la plupart des idées des Physiocrates et essayait de les mettre en œuvre lorsqu'il fut au pouvoir (contrôleur des finances en 1774-1776), notamment en matière de libre circulation des grains, de réforme fiscale, et de combat contre le corporatisme.

10

Voir détails dans les Annexes (Al).

11

Il faut se rappeler qu'à partir de la deuxième moitié du XVIIIe siècle, l'Angleterre possédait déjà un grand système de capitalisme agraire, avec la réussite du mouvement des Enclosures, que ne connaissait pas la France, et entama sa révolution industrielle au moins un siècle avant la France.

12

voir section III.

13

Pour les Mercantilistes, richesse = métaux précieux, et surtout l'or.

Pour les Physiocrates, richesse = produits de la terre.

D'où la conception de la productivité exclusive du travail de la terre et de la stérilité

des activités secondaire et tertiaire.

Pour A. Smith, richesse = travail de l'homme.

"Le travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie ; et ces choses sont toujours, ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit."

#### 14

Population de l'Europe : 100 millions au début du XVIIIe siècle - 150 millions au milieu du XVIIIe siècle - 187 millions au début du XIXe siècle. Soit + 87 % en u siècle. Population de la Grande-Bretagne : 7,4 millions en 1750 - 22,9 millions er 1850. Soit + 209,5 % en un siècle.

15

Population rurale en Grande-Bretagne : 52 % en 1851 - 37 % en 1881. En France 75 % en 1851 - 64 % en 1886. Population active rurale en Grande-Bretagne : 35,9 % en 1801 - 21,7 % en 1851 - 10,5 % en 1891. En France : 75 % en 1801 - 64 % en 1851 - 44,8 % en 1891.

16

Ricardo, après avoir amassé une grande fortune grâce à la spéculation, avait luimême acheté une propriété foncière afin de devenir membre du Parlement britannique en 1819.

#### 17

raux de profit — profit par unité monétaire de capital engagé Pour Ricardo, comme pour tous les économistes libéraux "classiques", le taux de salaire obéit à une "loi naturelle" qui veut qu'il soit toujours fixé "naturellement" au niveau du minimum vital du travailleur. Car s'il est au-dessus de ce niveau, l'offre de travail augmente et la loi du marché fait baisser ce taux de salaire, et vice versa.

18

Voir le texte de Ricardo en Annexes (A3). On peut rappeler au passage que le Portugal était très riche et l'empire portugais très puissant jusqu'au XVIIIe siècle mais le libre échange, pratiqué entre ce pays et la Grande-Bretagne a produit ce que l'on sait, depuis lors.

19

voir Dossiers SMI-SME et Internationalisation de l'activité économique.

20

Fondateurs allemands: Guillaume Roscher (Précis d'un cours d'économie politique d'après la méthode historique, 1843; Principes d'économie politique, 1844), Bruno Hildebrand (L'économie politique du présent et de l'avenir, 1848), Karl

Knies (L'économie politique envisagée du point de vue historique, 1853). Successeurs à partir de 1870 (après la parution du premier livre du *Capital* de Karl Marx, en 1867) : G. Schmoller, A Wagner, L. Brentano, Bücher, Max Weber, Werner Sombart...

21

J.P. RIOUX, La Révolution industrielle, page 216.

22

Ibidem, page 217.

23

Voir dossier "Croissance".

24

Voir dossier "Croissance".

25

Voir LESOURD et GERARD, *Nouvelle histoire économique*, Tome I, XIXe siècle, p. 185 et s.

26

Les modèles de marché de concurrence imparfaite (monopole, oligopole, concurrence monopolistique) ne sont pas présentés ici, pour éviter d'alourdir inutilement le dossier.

2.7

Après l'expérience des Physiocrates en France, au XVIIIe siècle.

28

Cette section est traitée sous forme d'une dissertation de synthèse sur le double thème de "Libéralisme économique et de "Développement socio-économique depuis les XVIIIe et XIXe siècles".

29

L'Ethique du Protestantisme et l'esprit du capitalisme, 1904. Voir aussi la dissertation sur la thèse de Max Weber, Dao Dang, ISTH.

30

Voir J.S. Mill (Le libéralisme "classique").

31

L'analyse critique de Karl Marx fut, de par sa pertinence, sans aucun doute à l'origine, du moins partiellement, de multiples réformes du système capitaliste, avec

notamment le Fordisme et de Keynésianisme. Alexandre Kojève a même pu affirmer en substance que Marx a tort parce qu'il avait raison, et que Henry Ford "fut le seul grand marxiste authentique et orthodoxe du XXe siècle". L'aveu officiel d'échec du système d'économie socialiste d'inspiration marxiste date de 1979, avec les réformes entreprises par Deng Xiao Ping (de retour au pouvoir en 1977, après la mort de Mao en 1976) en Chine populaire. Avec Mikhaïl Gorbatchev, en URSS depuis mi 1985, et ses Glasnost, Perestroïka, l'abandon de la référence marxiste en matière économique semble être irréversible, avec comme couronnement l'absorption pure et simple de la RDA, premier pays industrialisé du Comecon, par la RFA, en octobre 1990.

32

Aristote, déjà plus pragmatique et réaliste que Platon, faisait la distinction entre l'Economique, qui est l'art de l'acquisition des richesses utiles à la vie d'une famille ou d'une cité, et la Chrématistique, qui est l'art de l'utilisation des richesses pour faire des affaires (l'homme d'affaires est nommé par Aristote Chrematisticos) en vue de réaliser du profit pécuniaire. Le premier art doit avoir une limite : le besoin légitime de vivre, le second art n'a pas de limite car il a pour finalité la recherche du "superflu", de la "jouissance du corps" (Politique).

33 Voir dissertation sur la thèse de Max Weber...

John Hales (*Discours sur la propriété publique de ce royaume d'Angleterre*, 1549) : "S'il est recommandé pour l'homme privé, au point de vue purement moral, d'éviter dans la mesure du possible l'usage de la monnaie, il n'est pas nécessaire pour la République que tout le monde agisse de même, pas plus qu'il n'est obligatoire pour tous de rester chastes, tandis qu'individuellement cela est préférable". A. de Montchrestien (*Traité d'économie politique*, 1615) : "Le bonheur des hommes, pour en parler à notre mode, consiste principalement en la richesse, et la richesse dans le travail".

35 Lire Dissertation-corrigé du sujet des ESCAE, 1989.

36 Pour René Descartes (Discours de la méthode, 1637), par exemple, il existe une explication logique et scientifique du fonctionnement de la société humaine, assimilable à une machine dont les rouages sont constitués par les individus et leurs activités. Voir Dossier "Croissance".

37 Lunette astronomique de Kepler (1610), baromètre au mercure de Torricelli (1643), machine arithmétique de Pascal (1645), horloge à pendule de Huygens (1657), télescope à miroir de Newton (1669), machine à multiplier de Leibniz (1673), thermomètre à mercure de Farenheit (1718), navette volante de John Kay (1733), machine à filer de Hargreaves (1767), machines à vapeur de Smeaton (1769) et de J. Watt (1774), ballon à air chaud de Montgolfier (1783), métier à tisser de Cartwright (1785)...

38

Surtout avec le développement du secteur tertiaire, avec les administrations, les banques, les assurances, les services médicaux et juridiques, le commerce moderne avec de grands circuits de distribution..., à partir du XIXe siècle. Pour les banques on peut citer : les Big Five, les Discount Houses, les Bill Brockers, les Joint Stoc Banks... en Grande-Bretagne ; les Crédit mobilier, Crédit industriel et commercial Crédit lyonnais, Société générale... en France ; les "4D" (Darmstadter, Deutsche Dresdener, Diskonto)... en Allemagne. Pour les grands magasins, on peut citer : La Belle jardinière (1826), le Bon Marché (1852), Macy's de New York (1858), Whiteley, Peter Robinson, Selfridge's Harrid's, vers 1860 en Grande-Bretagne Karstadt, Tietz, vers 1880 en Allemagne.

39 Arkwright, Rothschild, Schneider, Laffitte, Péreire, Krupp, Siemens...

40 Filière des affaires, nouveauté par rapport aux carrières ecclésiastique et militaire.

41

Du procédé d'Abraham Darby, vers 1710, permettant la substitution du coke au charbon de bois dans la fabrication de la fonte et du fer, à la micro-informatique, la bureautique, les industries spatiales et la biotechnologie d'aujourd'hui, en passant par la navette volante de John Kay en 1733 dans l'industrie textile, la machine à vapeur de James Watt en 1782, les chemins de fer, l'électricité, la chimie, l'automobile, l'aéronautique..., les révolutions industrielles sont nombreuses depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.

42

A lire en complément : J.A Lesourd et Cl. Gérard, *Nouvelle histoire économique : le XIXe siècle*, Armand Colin, pages 288 à 308 et 313 à 317.

43

Cette réflexion de Lénine a servi de base à l'un des deux sujets du concours ESCAI en 1986.

44

Première puissance industrielle dès avant la première guerre (avec 30,1 % de la

production manufacturière mondiale en 1896-1900, contre 19,5 % pour la Grande-Bretagne; 35,8 % en 1913 contre 14,1 % pour la Grande-Bretagne), première puissance en réserve d'or officielle et autonomie monétaire acquise avec la naissance du FED en 1913; premier taux de croissance parmi les pays industrialisés de 1870 à 1950 (taux annuel de 1870 à 1913 : 4,3 %, contre 2,2 % pour G.B., 2,9 % pour Allemagne, 1,6 % pour France et 2,7 % pour moyenne des 12 grands pays industrialisés; de 1913 à 1950 : 2,9 % contre respectivement : 1,7 %, 1,2 %, 0,7 %, 1,9 %°.

Voir M. Niveau, p. 194, 304, 384 ; Dissertation-corrigé du sujet de Ecricome 1989, Dao Dang.

45

	1913	1926-29	1938	1950	1960	1970	1987
G.B.	14,1	9,4	11,1	8,9	7,5	5	3,3
E.U.	35,8	42,2	35,7	51,2	43,8	35,15	24,45
All.	14,3	11,6	10,6	5,8	9,1	9,81	10,13
France	7	6,6	6,2	4,3	4,9	5,38	5,4
Japon	1,2	2,5	4.2	1.3	4.3	10,15	19,4

(SDN 1945, ONU 1961, BIRD 1990 avec 121 pays déclarants)

Part dans les expor	rtations mondiales (en %)	Caller Statement			
	1913	1938	1948	1970	1988
G.B.	16	12,1	11	6,8	5,52
E.U.	11,5	13,5	22	13,6	12
All.	12,1	4,9	3,5	12,1	12,28
France	6,9	4	2,2	6,2	6,15
Japon	1,6	3	1,5	6,2	10

(M. Godet et O. Ruyssen. BIRD 1990 avec 121 pays déclarants)

Pays le plus riche du monde en 1914, la Grande-Bretagne n'a cessé de se laisser dépasser par nombre d'autres pays industrialisés. Et encore, elle a connu un certain redressement depuis les années 1980 avec Mme Thatcher. En 1988, avec un PNB par tête et 12 800 dollars, elle occupait le 16° rang mondial, loin derrière la Suisse (27260\$), le Japon (21040\$), les Etats-Unis (19780\$), la RFA (18530\$), la France (16080\$) et même l'Italie (13320\$), pour ne citer que les principaux.

#### 46

CEE des 6 avec le traité de Rome signé le 25/03/57, des 9 avec Grande-Bretagne Irlande, Danemark depuis 1973, des 10 avec la Grèce depuis 1981, des 12 avec l'Espagne et le Portugal depuis 1986. 1/07/87 : entrée en vigueur de l'Acte Unique 31/12/92 : entrée en vigueur du Marché Unique.

#### 47

Pacte de Varsovie (14/5/1955) avec URSS, RDA, Tchécoslovaquie, Pologne Hongrie, Roumanie, Bulgarie, se veut être le contrepoids du Traité de l'Atlantique Nord (4/4/1949) avec l'OTAN.

CAEM (Conseil d'assistance économique mutuel) est créé en janvier 1949 e regroupe aujourd'hui les membres du Pacte de Varsovie et Cuba, Vietnam, Mongolie. Avec sa réunification avec la RFA, en octobre 1990, la RDA doit quitter ces deux organisations.

48

Nouvelle terminologie utilisée par l'OCDE.

49

PVD : pays en voie de développement. PIEM : pays industriel à économie de marché.

50

En 1988 (rapport annuel de la BIRD, 1990):

51

D'après Paul Bairoch (World Gross National Product 1750-1980) et Michel Beaud ("Sur les causes de la pauvreté des nations et des hommes dans le monde contemporain", Le Monde diplomatique, novembre 1988).

Les chiffres de 1860 et 1910 sont tirés de *Histoire économique* de J.-Charles Asselain, Dalloz, page 248.

52

Fernand Braudel, La dynamique du capitalisme, Champs-Flammarion, pages 67-79.

53

Sous l'influence de D. Ricardo et notamment de Richard Cobden (Anti Corn Law League).

54

J.-Charles Asselain, Histoire économique de la France, Seuil, Tome I, p. 117-118.

55

Voir dissertation sur le vieillissement démographique et la crise.

56

Les historiens s'accordent à considérer que l'industrie française semble être apte à innover par elle-même et à soutenir son propre rythme de croissance, dès cette époque. Ce, grâce notamment à une répartition des revenus très favorable au profit, qui a favorisé une forte accumulation du capital (Parts dans la VAB des entreprises : *profit* : 48,9 % en 1840-45 et 56,1 % en 1860-65 ; *salaires* : 44,4 % en 1840-45 et 34,5 % en 1860-65).

Voir J.-Charles Asselain, tome I, p. 149, Seuil.

57

1er Reich : Saint Empire romain germanique, 1648-1806, composé de quelque 350 Etats, pour la plupart des duchés, comtés, évêchés.

58

L'influence des Socialistes et Protectionnistes était importante en Allemagne au XIXe siècle : Johann Gottlieb Fichte(*L'Etat commercial fermé*, 1800), Friedrich List (*Système national d'économie politique*, 1840), Karl Robertus (*Sur la connaissance de nos conditions économiques*, 1842, *La journée normale de travail*, 1871), Ferdinand Lassalle, auteur de la célèbre "loi d'airain du salaire", fondateur de l'Unions générale des travailleurs allemands (1863),...

L'Etat allemand encourageait aussi la formation des empires industriels avec les Cartels et Konzern (ententes mi-chemin entre cartel et trust) et la participation des banques par actions au développement industriel. L'Allemagne a connu, dès 1883-1889, un système très complet d'assurances sociales obligatoires financées par cotisations patronales et ouvrières ainsi que subventions de l'Etat.

Cette tradition se retrouve après la deuxième guerre mondiale, avec l'application en RFA (créée en 1949) de ce que l'on appelle l'Ordo-Libéralisme et l'économie sociale de marché (avec notamment le docteur Erhard). Modèle qui séduit fortement les pays de l'Est aujourd'hui.

59

J.-Charles Asselain.

60

Le Shogunat (Shogun : grand seigneur commandant militaire) institué dès 1192 par le premier shogun Minamoto-no-Yoritomo, fut aboli avec la défaite du 15° shogun Tokugawa Keiki.

61

Confiscation des biens du Shogun et des grands clans, nomination des daïmios (petits seigneurs de guerre) ralliés en préfets, abolition des castes, envoi de jeunes à l'étranger, reconversion des samouraïs chômeurs en cadres, modification du système d'impôt foncier dont l'assiette ne sera plus la valeur des récoltes mais celle des terres et dont le règlement devra être effectué sous forme monétaire par les grands propriétaires, transformation des droits féodaux en capital de fonds d'Etat avec titres portant intérêt de 7 à 10 %, revente partielle des entreprises publiques à bas prix au secteur privé, encouragement à la constitution d'une oligarchie d'affaires et des trusts (Zaibatsu) dont les Mitsui, Mitsubishi, Sumimoto, Yasuda.

62

Les premières banques furent créées dès la fin des années 1860, la Bourse de Tokyo dès 1878.

La dynamique du capitalisme, op. cit., page 118.

64

Voir dissertation sur le thème de la supériorité de la régulation par le marché, construite à partir d'un texte de Pierre Rosanvallon (extrait de *La crise de l'Etat-Providence*) concernant les concepts de justice commutative et de justice distributive. Dao Dang.

65

Dans le dernier rapport de la commission Brundtland (Our common Future, 1987), on peut lire : "Le nombre de personnes vivant dans des taudis et des bidonvilles ne recule pas, il s'accroît. Un nombre croissant de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ni à des installations sanitaires et sont donc la proie des malaises qui découlent de ces manques". Dans son dernier rapport annuel de 1990, intitulé La pauvreté, la Banque mondiale recense, pour 1985 : 1,116 milliard de pauvres dans les PVD vivant en-dessous du seuil de consommation annuelle par tête de 370 dollars (dont 633 millions d'extrêmement pauvres vivant avec moins de 275 dollars par tête et par an).

66 considérée par A. Smith, pourtant ami des Physiocrates, comme "rétrograde".

67 notamment depuis les années 1870, avec le courant "néo-classique marginaliste".

68
Auteur de *L'Ere de l'opulence* (1961), *L'Heure des libéraux* (1963), *Le Capitalisme américain* (1966). *Le Nouvel Etat industriel* (1968)....

Capitalisme américain (1966), Le Nouvel Etat industriel (1968),...

J.M. Keynes a dû reconnaître, dans Les conséquences économiques de la Paix (1920) : "L'immense accumulation du capital fixe qui, pour le plus grand bénéfice de l'humanité, a été réalisée au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, n'aurait jamais été possible dans une société où la richesse aurait été répartie de façon équitable." Et l'historien Maurice Niveau, dans Histoire des faits économiques contemporains, en analysant les conséquences sociales de la révolution industrielle au XIXe siècle, souligne que : "cependant, il n'était pas nécessaire, quelles qu'aiem été ces contraintes, de réduire en esclavage la classe ouvrière et d'organiser la vie des usines sur un mode plus proche de la prison que de l'atelier. L'exploitation des enfants et des femmes est une page peu glorieuse des débuts du capitalisme que la course au profit et le goût de la violence sont susceptibles d'expliquer."

Sommes-nous réellement sortis de ce système, surtout au niveau mondial et des relations Nord-Sud?

On peut ici rappeler que les premières réglementations des conditions du travail, pour en réduire ou éviter les abus, ne datent que du début, voire de la deuxième moitié du XIXe siècle. Quelques exemples. En Grande-Bretagne : Loi de 180 imposant des dortoirs séparés pour garçons et filles ouvriers, la durée de travail à 12 heures par jour ; loi de 1819 interdisant le travail de nuit aux moins de 18 ans, limitant à 9 heures la journée de travail pour les moins de 13 ans ; loi de 1844 concernant les accidents du travail, instaurant le travail à mi-temps et l'école obligatoire à mi-temps pour les enfants... Et, si le droit de coalition ouvrière fut reconnu en 1824, le TUC ne fut constitué qu'en 1868.

En France, en retard sur la Grande-Bretagne d'au moins un demi-siècle : abolition de livret ouvrier (institué en 1803) seulement en 1890 ; institution du conseil de prud'hommes en 1806 qui n'est devenu paritaire qu'en 1907 ; loi de 1841 interdisant le travail des enfants de moins de 8 ans dans des usines de plus de 20 ouvriers, limitant la journée de travail à 8 heures pour les enfants de 8-12 ans, à 12 heures pour les enfants de 12-16 ans, interdisant le travail de nuit pour les enfants de moins de 13 ans ; loi de 1864 supprimant le délit de coalition ; loi de 1874 créant l'inspection du travail ; loi de 1884 (loi Waldeck-Rousseau) autorisant la création des syndicats ; loi de 1893 sur l'hygiène et la sécurité dans le travail... Code du travail créé en 1913. Assurances sociales (loi de 1928), Allocations familiales (loi de 1932), Sécurité Sociale (1946), SMIG (1950), échelle mobile (1952), SMIG (1970)...

71

Voir dossier "Crises économiques".

72

C'est-à-dire après que le socialisme léninien et stalinien, d'inspiration marxiste, et le National socialisme aient eu le temps et l'opportunité de créer illusions et ravages.

73

Pierre Rosanvallon, La crise de l'Etat-Providence, Seuil.

74

Pierre Rosanvallon, op. cit.

75

Régalien a pour racine latine regalis qui signifie royal, du roi.

76

Les dépenses publiques dans le revenu national \* ou le PIB ont évolué comme suit, dans les 5 grands pays :

	19e siecle	Veille Tère guerre	Moy. 1961-73	Moy. 1974-80	1988
G. B	10% (1851)	9,7% (1911)	31,3%	39,4%	37,7%
France	11,5% (1825)	14,7% (1910)	34%	40,4%	46,5%
Allemagne	10% (1871)	6,7% (1910)	32,3%	42,2%	42,6%
Etats-Unis	3,7% (1851)	1,6% (1910)	29,5%	32,6%	34,2%
Japon	100000000000000000000000000000000000000		14,1%	22,3%	27,6%

(Lesourd-Gérard, op. cit., Ramses, 1990)

\* Pour les statistiques anciennes on utilise la référence RN, agrégat proche du PIE ou PNB. La définition actuelle est : RN = PIB - consommation du capital fixe impôts liés à la production et à l'importation (nets de subventions) + revenus courants nets reçus de l'extérieur.

#### 77

Voir dissertation-corrigé du sujet Ecricome 1989 ("Les répercussions des politiques économiques des Etats-Unis d'Amérique depuis 1944...").

#### 78 Prélèvements obligatoires en % du PIB

	Moy. 1961-73	Moy. 1974-80	1988
Grande-Bretagne	31,6%	34,4%	36,6%
France	36,3%	40,4%	44,7%
RFA	36,1%	42,1%	41,4%
Etats-Unis	29,1%	31,4%	32,4%
Japon	19,1%	23,5%	28%
			(Ramsès, 1990)

Dette publique en % du PIB, en 1988 : 52,4 % (G.B.), 44,4 % (RFA), 39,9 % (F.), 42,2 % (E.U.), 68,8 % (Japon).

(OCDE, 1989)

#### 79

Voir détails dans Dossier SMI-SME.

Le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) est né après l'échec du projet OIC (Organisation internationale du commerce). Voir détails dans le dossier "Internationalisation de l'activité économique.

L'OECE (Organisation européenne de coopération économique) est devenue en 1961 l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique - 2<sup>2</sup> pays industrialisés aujourd'hui).

#### 80

Les critiques concernant les gaspillages inhérents au système de planification qui ne tient pas compte de la rentabilité des investissements et de la loi du marché ne datent pas de M. Gorbatchev, bien sûr. Elles ont commencé, ouvertement, dès après la mort de Staline (1953), avec notamment des économistes tels que Malychev, Vaag, Zakharov, Kantorovitch (Méthodes mathématiques d'organisation et de planification de la production, 1939 et Calcul économique et utilisation optimale des ressources, 1960) et Novojilov (La mesure des dépenses et de leurs résultats

dans l'économie socialiste, 1960). Khroutchev lui-même, en 1958, critiqua sévèrement les gaspillages des grands travaux de "transformation de la société" et les "grands chantiers du communisme". Critiques suivies par ce que l'on appelle la réforme Liberman dans les années 1960.

81

Voir "La justice distributive contre l'Etat redistributeur" dans *La crise de l'Etat-Providence* de Pierre Rosanvallon (Seuil).

82 encaisse = épargne liquide.

83

Ch. Leucate et J. Valier, *L'inflation en France aujourd'hui*, Maspéro. "Le recours à l'inflation, comme composante essentielle de la stratégie de profit, a été une nécessité pour tenter de surmonter la contradiction existant entre la nécessité de maintenir un rythme élevé d'investissements et l'insuffisance de la croissance de la masse des profits pour le financer."

84 Taux de syndicalisation (nombre de syndiqués rapporté à la population active salariée)

Moyenne	France 20%	G.B. 50%	RFA 43%	Pays Bas 39%	Suède 75%	USA 28%	Japon 35%
Estimations 1987	9%	38%	39%	27%	70%	17%	24%
			(Pierre Rosanval	lon, La question	syndicale, Calm	nann Lévy, 1988)	

85

Voir dossier "Monnaie et Finances", Dao Dang.

86

C'est nous qui soulignons.